

**L'ENGAGEMENT SOCIAL DE JEUNES QUÉBÉCOIS AU PRISME DES
ORGANISATIONS CITOYENNES**

ESTHER FRIGON

Thèse soumise dans à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise en sociologie

École d'études sociologiques et anthropologiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Esther Frigon, Ottawa, Canada, 2018

Résumé

Cette recherche vise à étudier l'engagement social des jeunes Québécois et le rôle des organisations citoyennes à travers leurs trajectoires d'engagement. À partir de l'approche des parcours de vie, quinze jeunes âgés de 18 à 35 ans résidant au Québec ont été interviewés dans le cadre de cette recherche. C'est à partir de ces entretiens que trois trajectoires d'engagement ont été développées pour relever les processus d'engagement social en identifiant : les formes d'actions privilégiées, les organisations citoyennes fréquentées et le moteur de l'engagement de ces jeunes. La première trajectoire d'engagement *carrière politique* se caractérise par un engagement sur le long terme situé dans des organisations sociopolitiques qui offrent des leviers institutionnels pour mobiliser les membres qu'ils représentent afin de contribuer au destin commun. La deuxième trajectoire d'engagement *communautaire* s'articule dans des organisations issues de la société civile avec un mode de fonctionnement informel. L'engagement a pour objectif de sensibiliser des individus pour d'agir concrètement sur des problématiques qui les concernent. La troisième trajectoire d'engagement *projet de soi* se caractérise par une implication par projet et individualisée qui se matérialise par le biais de projets d'entrepreneuriat social. Cette recherche conclut que les organisations citoyennes jouent trois rôles au sein des trajectoires d'engagement des jeunes participants. Premièrement, les organisations citoyennes constituent une porte d'entrée à leur engagement. Deuxièmement, elles offrent des leviers à l'engagement social. Troisièmement, elles correspondent à un lieu de formations de savoirs citoyens.

Mots-clés : Engagement social, jeunes, parcours de vie, Québec, organisations citoyennes, trajectoire d'engagement.

Remerciements

Cette thèse a été possible grâce au soutien de ma superviseure, de mes collègues de classe et de mes proches. Je tiens d'abord à remercier ma directrice de thèse, Stéphanie Gaudet, pour son dévouement et sa rigueur, qui ont assuré le succès de cette recherche. Je lui suis grandement reconnaissante pour son soutien et pour les occasions de recherche et de collaboration. Grâce à elle, mon expérience à la maîtrise a été extrêmement riche et stimulante. Je remercie également les membres de mon panel, Willow Scobie et É.-Martin Meunier, pour leurs commentaires, qui ont contribué à approfondir mon analyse. J'aimerais aussi souligner la participation des jeunes interviewés dans le cadre de cette recherche.

Je remercie mes collègues pour leur soutien et leurs échanges au sujet de ma thèse : Martine, Stéphanie et Alexandre. Grâce à leurs perspectives critiques, ils ont certainement enrichi l'analyse de ma thèse. Je me sens privilégiée d'avoir collaboré avec eux et leurs réflexions théoriques m'ont été bénéfiques.

Je remercie également le soutien inconditionnel de mes parents, Annie et Serge, qui ont été une grande source d'inspiration pour moi. Merci à vous pour votre écoute, votre patience et votre amour. Je remercie également mon conjoint, Xavier, pour son écoute ainsi que ses encouragements, qui m'ont permis de mener ce projet à terme.

Finalement, je suis très reconnaissante du soutien financier de l'Université d'Ottawa et du régime de Bourses d'études supérieures de l'Ontario (BESO).

Table des matières

RÉSUMÉ	II
REMERCIEMENTS	III
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE : PROBLÉMATIQUE, CADRES CONCEPTUEL ET THÉORIQUE	5
<i>Chapitre 1 : Problématique</i>	5
1.1 L’engagement des jeunes au prisme des organisations citoyennes	9
<i>Chapitre 2 : Histoire de l’engagement au Québec</i>	14
2.1 Un engagement social émancipateur : les années 1960.....	15
2.2 Les luttes sociales : les années 1970.....	17
2.3 L’institutionnalisation de l’engagement : les années 1980 et 1990.....	19
2.4 L’engagement altermondialiste : les années 2000.....	21
<i>Chapitre 3 : Cadre conceptuel</i>	23
3.1 L’engagement des citoyens	23
3.2 Les jeunes	29
3.3 Les organisations citoyennes.....	31
3.4 L’Institut de Nouveau Monde	33
<i>Chapitre 4 : Cadre théorique</i>	36
4.1 La sociologie de l’individuation.....	36
4.2 L’approche des parcours de vie.....	39
DEUXIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DU CADRE OPÉRATOIRE	43
<i>Chapitre 5 : Méthodologie</i>	43
5.1 Les objectifs.....	43
5.2 Les approches méthodologiques.....	44
5.3 Les outils de collecte	45
5.4 Le recrutement.....	48
5.5 L’échantillon.....	49
5.6 Le profil des répondants	50
5.7 Le tableau des données.....	51
5.8 Le déroulement des entretiens	52

5.9 Les considérations éthiques.....	53
5.10 La méthode d'analyse.....	56
5.11 Les limites méthodologiques.....	60
TROISIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DES ANALYSES.....	62
<i>Chapitre 6 : La première trajectoire d'engagement : la carrière politique.....</i>	65
6.1 Les cas de la trajectoire <i>carrière politique</i>	66
6.2 Les caractéristiques de la trajectoire <i>carrière politique</i>	68
<i>Chapitre 7 : La deuxième trajectoire d'engagement : le communautaire</i>	87
7.1 Les cas de la trajectoire <i>communautaire</i>	88
7.2 Les caractéristiques de la trajectoire <i>communautaire</i>	92
<i>Chapitre 8 : La troisième trajectoire d'engagement : le projet de soi.....</i>	107
8.1 Les cas de la trajectoire <i>projet de soi</i>	108
8.2 Les caractéristiques de la trajectoire <i>projet de soi</i>	114
DISCUSSION ET CONCLUSION.....	139
1. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement <i>carrière politique</i>	139
2. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement <i>communautaire</i>	141
3. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement <i>projet de soi</i>	144
4. Le rôle des organisations citoyennes.....	147
5. Conclusion.....	153
BIBLIOGRAPHIE.....	156
ANNEXE A : CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE	166
ANNEXE B : LE GUIDE D'ENTRETIEN	168
ANNEXE C : LE CALENDRIER DE VIE.....	174
ANNEXE D : FICHE SOCIODÉMOGRAPHIQUE.....	175

Introduction

Divers responsables d'organisations déplorent aujourd'hui une crise de l'engagement des jeunes adultes puisqu'ils seraient moins nombreux à se mobiliser, réticents à rejoindre les organisations et peu enclins à intégrer les groupes partisans (Ion, 2012). Situé dans un contexte d'affaiblissement des appartenances traditionnelles et d'individualisme des modes de vie, ce groupe de la population serait poussé à adopter des formes d'engagement individualisé pour assurer la construction de leur identité et pour répondre aux diverses épreuves imposées par la société moderne (Beck, 2001; Martuccelli, 2010). Pragmatiques et réalistes, les jeunes s'impliqueraient, depuis la seconde modernité¹, de manière plus ponctuelle et plus distanciée afin d'intervenir concrètement sur des enjeux liés à leur expérience personnelle (Beck, 2001; Quéniart et Jacques, 2004).

Toujours concernée par les questions d'intérêt public, la jeunesse serait désormais porteuse d'un engagement « plus éclectique et bricolé » situé hors des organisations institutionnelles (Quéniart et Jacques, 2004). En quête de reconnaissance, elle cherche plutôt à participer à l'intérieur d'espaces associatifs axés sur la socialisation, et valorisant des rapports égalitaires et un mode de décision consensuelle (Ion, 2012).

¹ La seconde modernité s'ouvre lors des années 1970. Cette deuxième phase d'individualisation se caractérise par l'obligation des individus de se former eux-mêmes en tant qu'individus ainsi que par le déclin des institutions et des normes d'encadrement telles que la famille (Beck, 2001).

Simultanément à cette transformation de l'engagement, nous assistons au Québec, depuis les années 2000, à une éclosion d'organisations citoyennes dont la mission est de soutenir l'engagement des jeunes.

En fonction de ce portrait, l'objectif de cette thèse est de comprendre les processus d'engagement social à une période où certains jeunes préfèrent s'impliquer hors des instances du système représentatif (Ogien et Laugier, 2014). Plus encore, elle cherche à saisir l'influence et les rôles des organisations citoyennes sur la trajectoire d'engagement des personnes de 18 à 35 ans qui ont fréquenté l'Institut du Nouveau Monde, plus précisément son École d'été. Il s'agit d'un milieu qui réunit chaque année des centaines de jeunes impliqués à travers le Québec ayant à cœur l'acquisition de connaissances et de compétences citoyennes pour intervenir dans le débat public.

Cette étude s'attarde à répondre, à l'aide de données secondaires récoltées dans le cadre d'un projet de recherche dirigé par Stéphanie Gaudet et auquel j'ai participé en tant qu'assistante de recherche, à la question de recherche suivante : **Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social de jeunes Québécois de 18 à 35 ans?**

Pour répondre à cette question de recherche, j'examinerai tout d'abord le phénomène de l'engagement des jeunes. Le **chapitre 1** a pour objectif de situer et de saisir les transformations des pratiques d'engagement dans leur contexte social. Puis, une littérature scientifique plus empirique sera présentée pour saisir concrètement le rapport entre les organisations citoyennes et l'engagement des jeunes.

Pour contextualiser et comprendre les changements de l'engagement des Québécois, je présenterai ensuite, au **chapitre 2**, un bref historique des années 1960 jusqu'aux années 2000. Il offrira un éclairage du concept de l'engagement qui a été associé à diverses pratiques et idéologies à travers les nombreuses transformations qu'a subies la société québécoise, de la montée de l'État-providence jusqu'à l'instauration du néolibéralisme.

Puis, le **chapitre 3** sur le cadre conceptuel présentera les concepts mobilisés dans la question de recherche. C'est dans cette section que j'exposerai, à l'aide de la littérature scientifique, les concepts d'engagement social, de jeunes, d'organisations citoyennes et d'Institut du Nouveau Monde.

Le cadre théorique et l'approche des parcours de vie seront ensuite développés au **chapitre 4** afin de préciser l'angle d'analyse de cette thèse. En privilégiant l'approche des parcours de vie, j'expliquerai que mon but est d'étudier l'expérience subjective de l'engagement des jeunes comme un processus. Ainsi, les notions de temps et de trajectoire seront centrales dans le cadre de cette étude.

C'est dans le **chapitre 5** sur la méthodologie que seront présentés la question de recherche et les objectifs théoriques, pratiques et personnels. La théorisation ancrée sera ensuite décrite comme l'approche épistémologique la plus pertinente puisqu'elle permet de catégoriser les processus d'engagement. Je poursuivrai ce chapitre en exposant les deux outils privilégiés de collecte de données : l'entrevue semi-dirigée de type récit de vie ainsi que le calendrier de vie. Enfin, le recrutement, l'échantillon, le profil des répondants, le déroulement des entretiens, les

considérations éthiques, la méthode d'analyse et les limites méthodologiques seront abordés dans ce même chapitre.

Pour comprendre la diversité de l'engagement des jeunes, je présenterai ensuite, au **chapitre 6**, trois trajectoires : la trajectoire *carrière politique*, la trajectoire *communautaire* et la trajectoire *projet de soi*. Ces trajectoires d'engagement exposeront comment s'articule l'implication des jeunes au fil de leur parcours de vie en analysant : (1) le type d'engagement et les actions privilégiées, (2) les organisations fréquentées et (3) le moteur de l'engagement. Il s'agit de mettre en lumière à la fois les processus d'engagement et les formes d'actions privilégiées ainsi que l'impact des différentes organisations et divers espaces sociaux sur la trajectoire d'engagement.

À titre de **conclusion**, j'exposerai, dans un premier temps, les caractéristiques qui distinguent les trois trajectoires. Dans un second temps, je présenterai les trois rôles des organisations citoyennes relevés dans l'ensemble des trajectoires d'engagement : (1) elles représentent une porte d'entrée pour l'engagement social, (2) elles agissent à titre de levier pour l'engagement social et (3) elles sont des lieux de formation à des savoirs citoyens essentiels pour la suite de leur engagement social.

Première partie : Problématique, cadres conceptuel et théorique

Chapitre 1 : Problématique

En matière d'engagement social et politique, plusieurs études relèvent une baisse considérable de la participation formelle des jeunes au Canada, étant donné leur faible taux de participation électorale et leur désintérêt pour l'engagement partisan ou syndical (Tossutti, 2007; Milan, 2005). Les statistiques démontrent que ce désengagement serait profondément ancré chez les jeunes de 18 à 35 ans puisque leur taux de participation électorale demeure en deçà de celui de leurs aînés de façon constante depuis les années 1980 (Blais et Loewen, 2011). Caractérisée par l'indifférence et l'apathie dans l'espace public, cette génération est alors présentée au grand public comme celle qui a perdu le sens de la solidarité et de la collectivité.

Au Québec, nous assistons cependant depuis quelques années à une recrudescence de diverses formes d'engagement déployées par les jeunes, comme en témoignent le mouvement étudiant de 2012, les rassemblements d'occupation de 2011, la création de blogues, l'adoption d'un mode de vie alternatif ou encore la signature de pétitions (Milan, 2005; Quéniart et Jacques, 2008; Caron, 2014). Des observateurs constatent un regain du militantisme chez les jeunes adultes, qui privilégient désormais des actions extra-institutionnelles pour agir sur des enjeux autant locaux que planétaires (Quéniart et Jacques, 2008; Ogien et Laugier, 2014). Ainsi, tout porte à croire que cette tranche de la population a une volonté de se mobiliser, mais, cette fois, en dehors des pratiques traditionnelles et institutionnalisées de la démocratie représentative.

La société québécoise vivrait donc une transformation de l'engagement qui renvoie à une implication plus informelle en raison de sa nature spontanée, distanciée et déterritorialisée (Gaudet, 2012). Porteuse d'une nouvelle exigence, soit celle de l'efficacité, la jeunesse cherche à atteindre des objectifs atteignables en adoptant des actions en cohérence avec ses revendications (Ion, 2012). Loin d'être dépolitisé, ce groupe de la population serait porteur d'un mode d'engagement où l'important semble d'agir ici et maintenant dans des milieux de proximité en adoptant des actions individualisées pour assurer le changement social (Quéniart et Jacques, 2008; Ogien et Laugier, 2014).

Ainsi, il se produirait une mutation des liens entre les individus et la collectivité où les citoyens cherchent moins à adopter les grands principes des organisations, comme c'était le cas dans les années 1970. Ils défendent plutôt des causes en cohérence avec leur identité et leurs valeurs personnelles (Ion, 2012). En raison de la montée de l'individualisme et de l'hétérogénéité des sociétés, l'implication des jeunes se présente sous forme de regroupements d'individus peu affiliés dont le but est d'agir rapidement sur des enjeux ponctuels (Dufour et coll., 2015; Ogien et Laugier, 2014). La temporalité de l'engagement se retrouve dès lors rythmée par cette quête de résultats engendrant un raccourcissement de la durée de l'implication. Le sociologue Jacques Ion a qualifié ce phénomène « d'engagement *post-it* » pour désigner une participation pragmatique à forte intensité et de courte durée qui nécessite un investissement personnel important. Cette implication s'éloigne ainsi du modèle qui était autrefois valorisé, soit « l'engagement *timbre* », qui exigeait un engagement d'une durée quasiment illimitée au sein d'organisations plus hiérarchiques. Cette transformation signe alors la fin d'un certain « nous » dans les regroupements, pour faire place à des « je » autonomes étant moins liés à leurs appartenances communes (Ion, 2012). Depuis cette transition, les structures associatives correspondent davantage à des rassemblements d'acteurs

autonomes valorisant des structures non hiérarchisées qui laissent place à la réflexivité et aux affects des individus.

Parallèlement à ce phénomène, des auteurs attirent notre attention sur le processus d'individuation qui traverse la société actuelle, c'est-à-dire cette volonté de se différencier et de faire entendre sa « voix singulière » en dehors des grandes organisations (Martuccelli, 2010). En fonction de ce contexte, la société québécoise vivrait un éclatement des comportements sociaux qui influencerait les façons de s'engager et les processus d'affiliation aux organisations. Ce morcellement occasionnerait une stagnation de l'appartenance des jeunes à des organisations partisans et hiérarchiques ainsi qu'une multiplication de leur adhésion à des milieux alternatifs (Tossutti, 2007; Quéniart et Jacques, 2008).

Roudet (2004) précise en ce sens que la jeunesse préfère adhérer à des organisations centrées sur l'accomplissement personnel qui offrent des activités récréatives, sportives ou culturelles. Ces espaces sociaux investis en grand nombre par les jeunes proposent alors des formes d'action qui se situent à l'écart des contraintes, des hiérarchies et du monde économique (Ion, 2012). Rebuté par les complexités des contraintes administratives et des modes de fonctionnement rigides, ce groupe de la population délaisse les canaux conventionnels de l'engagement pour adopter des pratiques alternatives, car elles apparaissent plus accessibles et porteuses de changement social (Van Deth, 2014). Les jeunes seraient ainsi plus critiques, voire cyniques à l'endroit de la démocratie représentative, ce qui explique sa faible présence dans les organisations politiques et partisans (Guay et coll., 2014).

Certains auteurs évoquent même l'idée selon laquelle cette transformation des pratiques d'engagement illustre les effets de la crise de légitimité dont souffre le modèle de la démocratie représentative ainsi qu'une remise en question de la citoyenneté élaborée lors du siècle des Lumières, c'est-à-dire universelle et abstraite (Ion, 2012; Ogien et Laugier, 2014). Les luttes qui étaient inscrites dans la modernité destinées à assurer l'émancipation et la décolonisation ainsi qu'à éradiquer l'oppression se sont retrouvées désarticulées par le facteur identitaire devenant de plus en plus flou (Thériault, 2009). Les sociétés marquées par le pluralisme et par l'individualisme ont en effet engendré une multiplicité d'identités (sexe, âge, classe), ce qui a obligé les individus à se singulariser et à se penser comme acteurs de leur propre vie (Martuccelli, 2010). Le citoyen anonyme développé au cours du siècle des Lumières est alors remplacé par cet individu singulier, concret et plus autonome vis-à-vis de ses différentes appartenances. Forcé de se définir lui-même pour exister socialement, il a alors remplacé son identité d'appartenance par cette identité « fabriquée » (Ion, 2012). En raison de cet éclatement identitaire, les grands idéaux émancipatoires de la modernité sont ainsi moins en mesure de rallier les citoyens sous des organisations collectives et par des revendications communes.

Les mobilisations collectives sont alors remplacées par des projets identitaires personnalisés. Ce mouvement diffus et décentralisé propose un changement qui s'opérationnalise par l'action individuelle de manière concrète et continue à travers la vie ordinaire (Neveu, 2015). Il s'agit d'un engagement qui tend moins à modifier directement la société, mais surtout à agir sur le cadre de la vie quotidienne de manière informelle. Les individus préfèrent ainsi utiliser leur mode de vie pour actualiser leurs valeurs politiques (Haenfler & al., 2012; Greissler, 2014). Ce phénomène serait lié, selon Dubet (2011), à la perte d'influence de la structure des classes sociales et à la diversité des inégalités, qui empêchent la création de groupes homogènes capables de se

mobiliser (Dufour et coll., 2015). Les transformations de la structure des classes des sociétés industrielles devenant de plus en plus poreuses expliqueraient en partie la désaffection des militants des organisations formelles et la difficulté d'adopter des pratiques citoyennes collectives.

Pour comprendre la transformation de l'engagement des individus à la suite de cette crise de la modernité, Dufour et ses collaboratrices (2015) qualifient cet engagement de « *do-it-yourself politics* » pour référer à cette idée de s'impliquer et de faire de la politique soi-même. Ce courant, qui a émergé à la suite du mouvement de la contre-culture des années 1970, est associé à cette volonté de se réapproprier les outils et les savoir-faire permettant la production et l'échange de biens pour s'éloigner du marché et des acteurs dominants (Dufour et coll., 2015). Les citoyens engagés pratiquent directement ce qu'ils souhaitent voir comme changement, au lieu de se tourner vers les institutions et les organisations. La participation de type *DIY* s'éloigne ainsi du système de la démocratie représentative pour valoriser les habiletés des citoyens ordinaires, qui seraient les mieux à même d'assurer le changement social.

1.1 L'engagement des jeunes au prisme des organisations citoyennes

Tossutti (2007) illustre, à ce sujet, que les organisations citoyennes constituent un élément essentiel de la démocratie en assurant un certain engagement de la population. Cette auteure évoque l'idée selon laquelle les membres d'une organisation politique ou apolitique seraient plus susceptibles que les non-membres de voter aux élections et de se joindre aux partis politiques. Plus encore, les individus membres d'une organisation sont associés à un plus haut taux de participation politique non conventionnelle et informelle (Tossutti, 2007). Une personne qui s'implique au sein d'une organisation a alors plus de chance de s'engager puisqu'elle est amenée à élargir sa sphère de préoccupations et à acquérir des habiletés nécessaires pour prendre part au débat public. Les

organisations citoyennes correspondent à une courroie permettant aux individus de projeter les difficultés du quotidien et de la vie privée sur les scènes politique et publique. Tossutti (2007) mobilise la thèse d'Alexis de Tocqueville, précurseur de la sociologie et écrivain français, pour démontrer que la présence d'associations non hiérarchiques contribue à une démocratie capable de contrer l'individualisme et d'encourager la coopération pour la création de projets collectifs.

Il est observé à ce sujet que les jeunes sont peu enclins à donner de leur temps à des organisations politiques et syndicales (Muxel, 2010; Turcotte, 2015). Malgré cette baisse de fréquentation des milieux hiérarchiques qui exigent une adhésion totale, il est noté que les jeunes préfèrent s'inscrire dans le milieu associatif (Becquet, 2004; Barthélemy, 2000). L'engagement associatif, bien perçu auprès de la jeunesse, lui permet de défendre des causes en cohérence avec son identité. Ces jeunes valorisent également ces espaces puisqu'ils peuvent y adhérer sur une courte période sans adopter d'étiquettes ou encore d'affiliations politiques ou idéologiques. Le milieu associatif privilégie des actions sectorielles, tout en offrant un espace « aux singularités de la parole individuelle » (Quéniart et Jacques, 2008). L'important pour ces jeunes est de pouvoir rester soi-même et de conserver une liberté de parole. L'engagement doit correspondre à leurs aspirations et passions afin que leurs actions mobilisent leur identité et leurs valeurs personnelles (Quéniart et Jacques, 2008). Plus encore, le milieu associatif est susceptible de mobiliser les jeunes, surtout si ses enjeux sont significatifs et que les formes d'action sont ponctuelles et orientées vers le terrain (Gaiser et de Rijke, 2004). Les associations répondent en effet à ce besoin des jeunes d'actions concrètes (Muxel, 2010).

Becquet (2013) note que l'engagement dans des associations et des organisations jeunesse favorise une socialisation aux valeurs civiques qui assure une certaine intégration des jeunes à la

sphère politique. Ces espaces sociaux leur permettent d'acquérir des connaissances sur les institutions et les enjeux sociétaux. Les jeunes apprennent ainsi qu'ils font partie de la collectivité et qu'ils peuvent avoir un réel impact sur la société (Belley-Pelletier et coll., 2012). En croyant à son pouvoir de changement social, la jeunesse perçoit, par ces milieux, l'espoir de changer les choses à la fois sur les plans individuel et collectif (Couture, 2013). Plus encore, l'engagement dans les organisations agit sur la perception des jeunes en leur démontrant l'utilité de différentes formes d'implication, par exemple l'action collective. Indirectement, ces milieux inculquent aux jeunes la coopération, le vivre-ensemble et la connaissance de soi (Ouellet et coll., 2004). Les associations citoyennes peuvent en effet devenir un vecteur essentiel en matière « de développement identitaire, de réseau relationnel et d'affirmation de soi » (Gaiser et de Rijke, 2004). Ces organisations permettent aux jeunes d'apprendre à se connaître ainsi que d'acquérir une plus grande confiance en soi et en autrui (Couture, 2013). La confiance constitue un tremplin vers l'acquisition de connaissances citoyennes essentielles à leur engagement telles que l'autonomie, le sens des responsabilités et la solidarité (Couture, 2013). Les associations et les organisations citoyennes, espaces de socialisation, permettent aux jeunes de façonner à la fois leur identité et leur citoyenneté (Neveu, 2013).

La jeunesse peut donc s'engager dans des projets dans le but de développer son sens citoyen dans des espaces sécuritaires (Goyette et coll., 2013). Le tissu associatif joue ainsi un rôle d'intégration sociale auprès des jeunes (Barthélemy, 2000). C'est en ce sens que des milieux de vie ont été créés pour éveiller une citoyenneté active par le vecteur du sentiment d'appartenance. Il s'agit de milieux d'apprentissage dont l'approche est plus éducationnelle et préventive (Goyette et coll., 2013). Pour amener le jeune à réaliser son plein potentiel, plusieurs organismes jeunesse valorisent la notion de responsabilisation. Cette approche vise à développer des individus capables

de s'acquitter de leurs responsabilités de citoyen pour participer activement au devenir de leur milieu (Ouellet et coll., 2004). Dans cette optique, « la responsabilité se manifeste non seulement dans la conscience d'appartenir au monde, mais aussi dans le devoir de préserver celui-ci pour les générations futures » (Jutras et coll., 2010). Concrètement, les jeunes sont poussés à acquérir des compétences pour prendre des décisions et pour mener à terme des projets (Goyette et coll., 2013). Les organisations qui interviennent à l'aide de l'approche *pour et par* adoptent généralement cette posture pour former les jeunes en tant que leaders capables de lancer des initiatives et d'intervenir sur des enjeux ciblés. Ces milieux cherchent à offrir une prise de pouvoir aux jeunes à travers l'échange d'idées et la mise sur pied de projets d'implication (Drolet, 2012). À titre d'exemple, des organisations comme les Forums Jeunesse outillent les jeunes à influencer la société civile et les structures organisationnelles (Belley-Pelletier et coll., 2012).

Il y a plusieurs recherches qui ont également documenté le rôle des organisations et des programmes dont le mandat est de venir en aide aux jeunes à risque, par exemple les Carrefours jeunesse-emploi (Assogba, 2000; Pierrine, 2012; Becquet, 2013). Il s'agit de milieux qui valorisent davantage l'insertion socioprofessionnelle en accompagnant les jeunes pour qu'ils obtiennent un emploi ou encore s'inscrivent à un programme d'études. L'engagement social est dans ces organisations un moyen pour assurer leur intégration à l'échelle économique. Greissler (2014) note à ce sujet que les jeunes en situation de marginalité privilégient les milieux artistiques permettant l'expression de leur individualité grâce à diverses formes d'art et à l'occupation de l'espace urbain. Les lieux créatifs sont perçus par la jeunesse comme des espaces plus ouverts, tolérants et riches en expériences. Ion (2012) souligne que c'est dans ce secteur que les jeunes des milieux populaires affirment être le plus à l'aise de s'inscrire, étant donné les occasions d'accomplissement personnel et professionnel. Cet auteur analyse ce type d'investissement comme

un désir de s'éloigner des mécanismes de la démocratie représentative afin d'introduire différents modes de fonctionnement.

L'engagement en ligne est aussi une forme d'implication privilégiée par la jeunesse. En effet, certains jeunes n'hésitent pas à donner de leur temps par le biais des sites de réseautage tels que Facebook, YouTube et Instagram pour diffuser des messages sociaux et politiques. Cet engagement plus personnel permet à la jeunesse une transition de la sphère privée à la sphère politique en acquérant une « voix publique » (Caron, 2014). Ce type d'expérience a été observé, entre autres, par la création de blogues ou de vidéos. Ces moments intimes et relationnels de l'engagement peuvent ainsi contribuer à une politisation de l'expérience individuelle (Caron, 2014). C'est en ce sens que cette frontière entre les événements du quotidien et l'adhésion à des causes sociales et politiques apparaît assez poreuse. L'expression intimiste de cette forme d'engagement redessine en quelque sorte les contours de la dichotomie public/privé. Instruments de connaissance et d'échange, les médias sociaux sont aussi capables de favoriser des mobilisations spontanées. Le cybermonde favorise dès lors la démocratie participative en permettant aux jeunes de s'exprimer et d'assurer l'action collective (Muxel, 2010). L'Internet possède toutefois ses revers et contribue davantage, selon certains auteurs, à polariser l'opinion publique et à alimenter le narcissisme, plutôt que d'assurer un capital social et la solidarité (Dahlberg, 2007). De manière générale, l'arrivée des médias sociaux est sans équivoque venue modifier les pratiques et les milieux d'engagement.

Pour bien saisir cette profonde transformation de l'engagement, je présenterai, au cours du deuxième chapitre, une ligne du temps qui met en relief l'implication de la société civile québécoise en lien avec les différents contextes sociaux.

Chapitre 2 : Histoire de l'engagement au Québec

Ce chapitre vise à dresser un portrait historique de l'engagement de la société civile québécoise afin de mieux saisir les pratiques actuelles d'engagement des jeunes.

Tout d'abord, depuis la colonisation européenne jusqu'aux années 1960, l'implication des Québécois a été façonnée par l'Église catholique, institution omniprésente sur le territoire. Comparativement aux autres provinces canadiennes, le clergé a occupé une place prépondérante dans la société québécoise sur une longue période en s'impliquant dans toutes les sphères de la vie communautaire. Son travail consistait à répondre aux problèmes sociaux à l'aide d'une structure d'assistance essentiellement confessionnelle, institutionnelle et privée (Mayer, 2002). Dans un tel contexte, l'engagement des citoyens était associé à cette idée d'entraide naturelle offerte par la famille, par les congrégations religieuses et par l'association de charité pour remplir les fonctions de solidarité et de reproduction sociales (Thériault, 2009).

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que de nouveaux acteurs ont fait leur entrée dans l'espace public tels que les travailleurs québécois (francophones), les femmes et la gauche chrétienne, qui se sont affirmés comme une nouvelle force sociale autonome. Ils ont en effet cherché à ébranler les valeurs et les structures traditionnelles à l'aide de mobilisation et de sensibilisation. C'est donc à partir des années 1950 que le paysage québécois a été marqué par de nombreuses grèves réclamant de meilleures conditions de travail, une éducation gratuite et obligatoire, une nationalisation des services publics et une mise en place d'un filet de sécurité sociale (Rouillard, 1998). Ces luttes syndicales, qui combattaient simultanément avec la gauche chrétienne et le mouvement féministe le « laisser-faire » de l'État, tentaient d'offrir une plus grande

place des groupes « invisibilisés » dans le but d’orienter les décisions politiques et le marché économique en leur faveur. Cette soif de justice sociale a alors animé les citoyens à descendre dans la rue et même à mettre sur pied des associations syndicales, sociales ou communautaires pour défendre leurs intérêts (Bourbeau, 2011). En menant ces combats, au nom de la démocratie et de l’égalité, ces mouvements sociaux se sont mieux organisés qu’ailleurs au Canada (Noël, 2009).

2.1 Un engagement social émancipateur : les années 1960

Les problèmes sociaux étant de plus en plus complexes dans les villes industrialisées, le Québec a assisté à une rationalisation de l’assistance sociale afin de rompre avec la notion de charité (Bourbeau, 2011). Le début des années 1960 a alors été marqué par la Révolution tranquille, processus de modernisation des structures, des modes d’intervention ainsi que du milieu artistique (Lavoie et Panet-Raymond, 2011). Cette transformation cherchait à établir une démocratie capable de tenir compte des revendications des groupes défavorisés. En succédant à l’Église catholique comme institution de régulation de la société, l’État a alors développé un ensemble de politiques publiques sociales, économiques et culturelles. C’est dans ce contexte que la modernité a permis d’affranchir les individus des coutumes et des traditions contrôlant leur destinée (Jetté, 2006).

À ce sujet, l’État a travaillé en étroite collaboration avec les syndicats et les groupes populaires pour assurer le changement revendiqué dans la décennie précédente. Ces trois piliers de la société ont acquis une force et une légitimité hors du commun en Amérique du Nord, à un point tel que plusieurs s’entendent pour parler du modèle « québécois » (Noël, 2009). Ce modèle universaliste et concerté s’est enraciné dans la société civile dans le but de briser les inégalités. C’est donc grâce aux politiques d’éducation, de francisation et de développement économique que

le gouvernement a permis aux francophones de prendre davantage leur place dans le domaine socioéconomique et ainsi d'améliorer leurs conditions de vie.

Ce contexte historique a eu par conséquent un réel impact sur la « psyché collective » des Québécois ainsi que sur leur niveau d'engagement (Côté et Lévesque, 2009). L'attitude des Québécois à cette époque se distinguait des autres provinces canadiennes puisqu'ils valorisaient davantage les politiques sociales généreuses et l'intervention de l'État, et puisqu'ils étaient « plus égalitaires, plus sympathiques aux syndicats et plus féministes » (Noël, 2009). La Révolution tranquille a permis une construction d'un « nous » québécois empathique aux diverses réalités sociales qui encourageaient la population à se positionner et à s'engager en ce sens (Pineault, 2014).

Au cours des années 1960, le moteur de l'engagement renvoyait à ce désir d'émancipation identitaire, dont le but était de s'appropriier son environnement et sa destinée (Thériault, 2009). La société québécoise a par ailleurs été marquée par la lutte nationaliste regroupée sous le slogan *Maître chez nous*. De nombreux mouvements sociaux ont aussi été portés par ce désir d'indépendance du Québec. À titre d'exemple, le syndicalisme, en plus d'être un instrument de lutte économique et de revalorisation sociale, est devenu à cette époque un projet nationaliste et politique (Crevier et coll., 2015).

Cette quête identitaire collective a contribué également à l'émergence d'organisations populaires ou communautaires reposant sur une implication forte de la part de citoyens pour porter les revendications sur le plan politique. Concrètement, de nombreux comités de citoyens ont été fondés dans les quartiers populaires pour discuter de diverses préoccupations sociales comme l'éducation, l'accès aux soins de la santé, la rénovation urbaine et l'aménagement du territoire. Ces

groupes, appuyés par des animateurs sociaux, ont travaillé à formuler des revendications pour obtenir des services de proximité par l'entremise d'organisations autonomes afin de répondre aux problèmes sociaux : des maisons de quartier, des cliniques de santé, des cliniques juridiques, etc. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011). Ces groupes populaires ont ainsi créé des organisations militantes pour agir sur les difficultés quotidiennes, surtout dans les quartiers ouvriers, afin de mobiliser les travailleurs, les chômeurs, les ménagères et les assistés sociaux (Dorval et coll., 1978). Ce mouvement communautaire unique en son genre a été en mesure de réunir différents secteurs d'activité de manière permanente pour assurer à la société civile une capacité de négociation avec les instances publiques (Boucher, 2004). En encadrant l'engagement des individus, l'État travaillait à démocratiser l'engagement des groupes défavorisés. Cependant, certaines analyses soutiennent que ces comités de citoyens ont eu peu d'emprise sur les politiques et que, trop souvent, leur engagement s'est retrouvé instrumentalisé (Godbout et Collin, 1997). En somme, le désir de s'affirmer de la société civile et de posséder un plus grand contrôle sur sa vie a contribué à un foisonnement de pratiques citoyennes, comme en témoignent les nombreuses actions et revendications de l'époque provenant de mobilisations indépendantistes, communautaires, féministes et syndicales (Thériault, 2009).

2.2 Les luttes sociales : les années 1970

Au Québec, les années 1970 correspondent à un véritable éclatement idéologique, autant dans les domaines politique, social que culturel. Cette période a alors été marquée par des rassemblements visant l'émancipation collective, dans une dynamique de lutte des classes. L'engagement social a pris la forme de luttes sociales inspirées du marxisme, dont l'objectif était de combattre l'oppression et l'exploitation des groupes marginaux (Bresson, 2014). C'est alors

dans la foulée des mouvements de décolonisation que la société civile s'est revendiquée comme le contre-pouvoir afin de développer des ressources autogérées pour mieux répondre aux besoins de la collectivité. L'objectif était de prendre en charge et d'exercer un contrôle sur les services, étant donné l'échec de la Révolution tranquille en créant, par exemple, des coopératives, des comptoirs d'alimentation, des groupes de défense de droits, etc. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011). Plutôt que de faire appel à l'État pour la mise en place de services, les citoyens ont cherché à résoudre eux-mêmes les problèmes de la cité. Véritables lieux d'implication, des espaces publics ont été investis en grand nombre par les citoyens pour qu'ils agissent concrètement sur leur quotidien.

La période des années 1970 a également été marquée par l'institutionnalisation du milieu communautaire. Les actions menées par la société civile étaient désormais portées par les professionnels qui, progressivement, arrivaient à prendre en charge l'administration du secteur communautaire. L'engagement correspondait dès lors à un outil pour obtenir la coopération de la population. À ce titre, plusieurs initiatives se sont incorporées et ont eu recours à l'État pour obtenir les ressources nécessaires afin de soutenir leurs interventions. Ce phénomène a transformé en quelque sorte l'engagement social à des pratiques de concertation et de collaboration, en parallèle avec les instances gouvernementales (Lavoie et Panet-Raymond, 2011).

Cette décennie a finalement été influencée par le courant de la contre-culture, qui tentait de remplacer les idéologies dominantes par des principes alternatifs et humanistes. L'abondance de cette période a ainsi favorisé l'émergence d'une société en quête de plaisir qui était insouciante quant à son avenir en raison des bonnes perspectives d'emploi et d'un salaire minimum garantissant un certain niveau de vie. Les individus pouvaient ainsi s'épanouir sans forcément adopter un mode de vie effréné et rentable. Selon Sirois-Trahan (2016), c'est ce contexte économique qui a exacerbé

le début de cette baisse d'intérêt pour le militantisme d'autrefois. En ce sens, ce n'était plus la classe ouvrière qui constituait le moteur du changement social, mais bien les individus en marge de la société qui luttaient de manière individuelle contre les idéologies qui institutionnalisèrent le pouvoir. Cette révolution, qui s'est déroulée dans l'intimité et le privé, a ainsi préconisé la jouissance et la liberté pour assurer une réelle émancipation collective.

2.3 L'institutionnalisation de l'engagement : les années 1980 et 1990

C'est au cours des années 1980 que les conditions de vie des citoyens se sont dégradées en raison de la crise de l'État-providence et du désengagement de l'État dans le domaine social. C'est dans ce contexte que de nombreux acteurs se sont mobilisés pour souligner les lacunes du réseau public telles que la centralisation excessive, la bureaucratisation et le déficit démocratique au sein de l'Administration. L'État a décentralisé les pouvoirs vers les régions et les services communautaires ont permis à plusieurs initiatives locales de revitaliser leur territoire (Mercier, 2009). Dès lors, une recomposition du pouvoir s'est traduite par une décentralisation et par la délocalisation des services sociaux (Bresson, 2014), un phénomène occasionné par la nouvelle gestion publique (NGP). L'État aurait ainsi modifié sa gouvernance pour adopter des pratiques plus pragmatiques occasionnant une réduction de son rôle dans plusieurs domaines (Mercier, 2009).

Cette redéfinition du rôle de l'État a nécessité un nouveau partage des responsabilités entre le secteur public et le tiers secteur. Les institutions qui assuraient traditionnellement l'intégration sociale (famille, Église) n'arrivant plus à assumer leur rôle, de nouvelles formes de solidarité ont vu le jour, par exemple les organisations communautaires (Assogba, 2000). C'est dans ce contexte que des groupes ont travaillé à offrir des options autres que le réseau public pour répondre aux besoins sociaux grandissants des exclus de la société. Des organisations communautaires

autonomes privilégiant de nouvelles pratiques sociales à la fois préventives et collectives ont alors proliféré (Lavoie et Panet-Raymond, 2011).

La crise de l'État-providence s'est fait sentir notamment dans l'intégration des jeunes en raison des hauts taux de chômage et de décrochage scolaire. C'est ainsi qu'une pléthore d'organisations a vu le jour pour soutenir la jeunesse à l'échelle socioprofessionnelle. C'est à partir des années 1980 que le mouvement communautaire a adopté des pratiques qui conciliaient des objectifs économiques et sociaux sous forme de partenariats public-privé pour répondre aux problèmes sociaux.

Le *Sommet de la jeunesse* de 1983 a constitué la pierre angulaire de ce changement dans le paysage des organisations jeunesse en réunissant des milliers de jeunes pour échanger sur les approches qui assureraient leur intégration en société (Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse, 2000). De ce sommet est né le Secrétariat à la jeunesse, organisations dont le mandat est d'agir à titre de porte-parole des jeunes Québécois auprès des diverses instances démocratiques. C'est dans la foulée de ces revendications jeunesse que le gouvernement provincial s'est donné le *Plan d'action jeunesse 1998-2001*, qui déterminait trois chantiers d'intervention essentiels à l'intégration des jeunes : l'emploi, l'éducation et le mieux-être. Le contexte de crise économique et politique des années 1980 a ainsi exacerbé les difficultés des jeunes, mais a également amené différentes instances à se pencher sur l'exclusion de ce groupe de la population. C'est ainsi qu'il y a eu une éclosion importante d'organisations et d'espaces sociaux dont le mandat consistait à offrir une plus grande place aux jeunes pour s'exprimer et pour intégrer l'espace public.

2.4 L'engagement altermondialiste : les années 2000

Les années 2000 se sont caractérisées, quant à elle, par la mondialisation et par la globalisation du marché économique. Dans ce contexte, certains citoyens ont semblé plus que jamais préférer s'engager de manière individuelle dans la sphère locale pour répondre aux difficultés du quotidien. Concrètement, ces pratiques d'engagement ont pris la forme de boycottage, d'adoption d'un mode de vie alternatif ou encore de création de blogues à vocation politique (Milan, 2005; Quéniart et Jacques, 2008; Caron, 2014). Ce phénomène a démontré en quelque sorte le refus d'une partie de la population de vouloir s'inscrire dans des organisations trop structurées. Plus encore, il apparaît que ces individus privilégiaient un engagement où il était possible de conserver sa singularité (Ion, 2012).

Cet engagement distancié des grandes organisations s'est également observé à l'échelle de la collectivité. En effet, il y a eu plusieurs mouvements sociaux qui ont fait leur apparition dans le paysage politique, par exemple le mouvement *Occupy* de 2011. Ces militants, inspirés par le mouvement altermondialiste, ont ainsi innové dans les pratiques d'engagement en se faisant remarquer par leur nature festive, spontanée, anarchiste et par leur utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication (TIC). Sans leader et à l'écart de l'idée de démocratie représentative, les acteurs ont mobilisé leurs émotions lorsqu'ils s'impliquaient et formulaient des revendications. À titre d'exemple, le mouvement *Occupy* de 2011 ou encore la grève étudiante de 2012 ont pris forme grâce à l'appel aux émotions telles que la colère, l'indignation, l'exaspération et le dégoût (Ogien et Laugier, 2014). Les affects agissaient en ce sens comme un moteur d'engagement permettant de repenser la domination, le politique et la démocratie dans une perspective du souci de l'autre (Ogien et Laugier, 2014). Ces militants ont alors valorisé

une nouvelle éthique inspirée d'une approche féministe, le *care*, pour adopter des actions et des revendications qui valorisent une certaine sensibilité et une attention aux spécificités d'autrui. Concrètement, les rassemblements d'*Occupy* ont organisé des actions collectives qui laissent à chacun la liberté de faire entendre sa voix sans instaurer aucune hiérarchie (Ogien et Laugier, 2014). Les pratiques déployées au sein de ce mouvement reflètent cette nouvelle attitude singulière dans le militantisme capable d'assurer le respect de chacun et le pluralisme des points de vue. Ce mouvement d'occupation a tenté de donner une validité aux voix ordinaires dans les débats publics dans le but de revendiquer une nouvelle sensibilité dans le domaine politique : « Changer le politique, c'est changer le regard sur la vie ordinaire, faire attention à ce qui est invisible » (Ogien et Laugier, 2014). Le *care* correspond ainsi à un outil démocratique capable d'intégrer les voix ordinaires et les réalités quotidiennes habituellement inaudibles au sein des affaires publiques (Abensour, 2009).

Le mouvement altermondialiste a également émergé au Québec grâce aux mouvements sociaux préexistants tels que les mouvements syndical et féministe. Ils ont notamment contribué à la création d'un nouvel espace social comme les Forums sociaux québécois (FSQ), dont le mandat est de proposer des options différentes du système actuel. Ce milieu, inspiré des Forums sociaux mondiaux (FSM) et instauré à Porto Alegre, offre un lieu favorisant la réflexion et la mise en commun de revendications pour nourrir la lutte sociale qui s'oppose au capitalisme néolibéral (Lavoie et Panet-Raymond, 2011). Ce lieu a en effet influencé l'action de différents mouvements sociaux sur des enjeux mondiaux permettant de canaliser leurs énergies dans un projet commun et alternatif à la mondialisation néolibérale.

Chapitre 3 : Cadre conceptuel

Pour bien comprendre ma question de recherche qui est la suivante : « *Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social de jeunes Québécois de 18 à 35 ans?* » je présenterai, dans ce chapitre, les trois principaux concepts qui la composent : l'engagement des citoyens, les jeunes et les organisations citoyennes. J'y expose aussi mon terrain de recrutement : l'Institut du Nouveau Monde. L'objectif est d'effectuer un tour d'horizon théorique de ces concepts pour effectuer ensuite une analyse à la lumière des écrits scientifiques.

3.1 L'engagement des citoyens

Le concept de l'engagement a fait l'objet de nombreuses études, ce qui a engendré une prolifération de concepts tels que la participation citoyenne, la participation publique, la participation politique, l'engagement ou encore la participation sociale.

La participation citoyenne

Ainsi, plusieurs chercheurs ont privilégié l'utilisation du terme « participation citoyenne » pour référer à la fois à un résultat visé et à un processus qui s'organise sous l'initiative de la société civile ou des décideurs, à travers un cadre institutionnel ou informel (André et coll., 2012; Chevrier et Panet-Raymond, 2013). Active et volontaire, la participation citoyenne tente alors de changer les conditions de vie des communautés en exerçant un pouvoir sur les décisions relatives aux affaires publiques (Duperré et Deslauriers, 2011). Plus précisément, elle permet aux citoyens ordinaires et marginalisés de reprendre un certain contrôle des services reçus par l'État ou par les

organisations à but non lucratif afin de se prémunir des oppressions économiques et sociales (André et coll., 2012). Selon Lamoureux (2001), cette approche permet aux individus de devenir les sujets de leur propre existence et d'assurer la construction d'un meilleur avenir (Duperré et Deslauriers, 2011). C'est en traduisant leurs témoignages en revendications que les membres de la société civile se mobilisent dans le but de « déprivatiser » les espaces pour transformer les modes de fonctionnement des organisations et de la politique en fonction de leurs intérêts (Pelchat, 2010). Cette implication exige alors d'investir des lieux de pouvoir tels que les organisations de la société civile (*bottom-up approach*) ou les dispositifs participatifs administratifs/politiques (*top-down approach*) afin de rendre visibles les situations d'inégalité et de formuler de nouvelles exigences de justice sociale (Pelchat, 2010; Foisy, 2013). Les individus sont alors sommés d'influencer le débat public, et ce, peu importe le moyen de communication (André et coll., 2012). Le concept de participation citoyenne renvoie donc à cette idée des citoyens ordinaires qui arrivent à prendre part aux affaires communes pour agir sur les enjeux de leur communauté et pour influencer les orientations de la société (Conseil permanent de la jeunesse, 2004; Greissler, 2014).

La participation publique

Depuis les années 2000, ce type de participation adopte un virage plus institutionnel en raison des législateurs, qui cherchent à consulter les citoyens sur différentes questions d'intérêt public (Chevrier et Panet-Raymond, 2013). C'est ainsi que certains auteurs ont préféré adopter l'expression « participation publique » pour désigner l'implication des citoyens dans ces processus d'élaboration de politiques publiques (Berher, 2011). Il s'agit d'une action collective qui permet aux citoyens et aux organisations d'exprimer leurs opinions et d'influencer la décision publique par le biais de consultations publiques, de concertations ou encore de forums (Rowe et Frewer,

2005; Fortier et Gravelle, 2015). L'avènement de cette gouvernance plus participative contribue à créer un dialogue entre les gouvernants et les citoyens pour assurer une certaine cohésion sociale (Bresson, 2014). Certains auteurs soutiennent que cette procéduralisation de l'action publique vise à répondre à une certaine efficacité politico-administrative, plutôt qu'au « principe démocratie » (Blondiaux, 2001; Ogien et Laugier, 2014). Par conséquent, ce nouvel esprit de l'action publique induit une injonction à la population de s'engager dans des processus formels encadrés par des professionnels experts (Gagnon et coll., 2014). Pour l'État, cette approche standardisée, portée par la nouvelle gestion publique, permettrait de canaliser les revendications citoyennes, de réduire les tensions et conflits ainsi que de prévenir les oppositions éventuelles (Blondiaux, 2001). Cette participation apparaît alors davantage comme un instrument au service de l'appareil gouvernemental facilitant la planification technocratique (Gagnon et coll., 2014). À cet égard, plusieurs auteurs mettent en doute son artificialité. Cette démarche servirait aux gouvernants pour qu'ils réalisent des projets en toute quiétude, tout en maintenant le statu quo social (Patsias et Patsias, 2009). Les dispositifs participatifs sont alors critiqués en tant que simples outils de communication politique pour pacifier les individus (Gourgues, 2015).

Au cœur de ce modèle de participation se retrouve également cette injonction d'autonomie et de responsabilisation. Ce phénomène renvoie à cette idée que l'individu doit (re)prendre du pouvoir sur lui-même pour devenir acteur de sa propre vie (Bresson, 2014). C'est ainsi que le terme de « participation » a également été associé à partir des années 2000 au concept d'*empowerment*, qui réfère à une démarche d'affranchissement des personnes qui arrivent à prendre en main leur destin pour faire avancer leur cause (Le Bossé et Lavallée, 1993; Bresson, 2014). Les personnes tirent de cette expérience un sentiment de contrôle sur leur propre vie pour s'éloigner progressivement d'un sentiment d'impuissance (Le Bossé et Lavallée, 1993). Ce processus de

subjectivation permet alors aux individus de développer une meilleure estime et confiance en soi (Lamoureux, 2001; Pelchat, 2010). Sur le plan communautaire, cette démarche conduit les personnes à agir ensemble afin de dépasser leurs obstacles communs et à susciter un changement social dans un climat d'entraide (Ninacs, 2008; Foisy, 2013). L'*empowerment* exige alors l'acquisition de compétences telles que le savoir-être, le savoir-faire et le savoir-dire pour développer chez les citoyens une « personnalité démocratique » (Pelchat, 2010). Cependant, cette démarche pourrait être interprétée comme la nécessité de « mettre à niveau » certains individus afin qu'ils correspondent au citoyen idéal (Bresson, 2014). Plus encore, ce processus d'émancipation pourrait s'effectuer uniquement de manière individuelle en trouvant sa voix singulière, en s'affirmant et en se réalisant (Pelchat, 2010).

La participation politique

Dans la sous-catégorie de la participation citoyenne, de nombreuses recherches ont travaillé à documenter la notion de « participation politique » associée à la prise de décisions politiques et institutionnelles qui s'actualise généralement par le vote et par le militantisme partisan (Greissler, 2014). Plusieurs chercheurs constatent toutefois un effritement, voire une crise de la participation politique de la population, et ce, surtout auprès des jeunes adultes (Milan, 2005; Turcotte, 2015). Comme il a été mentionné subséquemment, ils observent que « les jeunes votent peu, semblent peu intéressés par le processus électoral et peu nombreux à devenir membres d'une organisation ou d'un parti politique » (Quéniart et Jacques, 2008). L'intérêt des jeunes est alors plus orienté vers des formes d'implication individuelles de courte durée telles que signer une pétition, prendre part à des manifestations, chercher de l'information sur une question politique et boycotter des compagnies ou des produits pour des raisons éthiques (Milan, 2005; Ion, 2012). En raison de cette

participation moins visible et plus silencieuse, les formes d'implication prônées par les jeunes sont difficilement reconnues par la conception classique de la participation politique (Greissler, 2014). C'est ainsi que plusieurs chercheurs ont évoqué la nécessité d'élargir ce registre sémantique pour y intégrer « l'arrière-scène participative », qui est plus ancrée dans le mouvement associatif et dans les pratiques individuelles que dans les partis politiques ou syndicaux (Quéniart et Jacques, 2002; Mazzoleni et Masulin, 2005; Greissler, 2014; Breviglieri et Gaudet, 2014). Cet élargissement conceptuel annonce, dès lors, la venue d'un nouveau répertoire politique composé de plusieurs formes d'implication situées à l'écart des circuits traditionnels (Muxel, 2010).

L'engagement

C'est en ce sens que Quéniart et Jacques (2004) préfèrent, quant à elles, utiliser la notion « d'engagement » pour référer aux actions militantes ou de défense de droits capables d'assurer un changement politique. Cette implication correspond ainsi au passage à l'acte et à une prise de position afin de rendre visibles et audibles les réalités des laissés pour compte dans le débat public (Quéniart et Lamoureux, 2002). L'action de s'engager dans les milieux politiques, syndicaux ou associatifs est alors associée à la notion de responsabilité que l'individu a envers soi-même et les autres. Il s'agit de la capacité des personnes de demeurer sensibles à la différence d'autrui, pour ensuite endosser un engagement et le respecter (Quéniart et Lamoureux, 2002). C'est ce qui explique que l'engagement peut aussi s'inscrire à travers la sphère privée, par exemple la vie amicale, amoureuse, familiale, professionnelle, religieuse, etc. (Becquet et De Linares, 2005). Cette forme d'implication plus exigeante demande notamment de mettre en gage sa personne sur la place publique ainsi qu'un grand investissement personnel dans la continuité de soi, de ses valeurs et de ses affects (Becquet et De Linares, 2005).

La participation sociale

Le concept de « participation sociale » est aussi mobilisé dans la littérature pour référer à des actions situées à l'extérieur de la sphère domestique et dont le but est de contribuer à la collectivité par le don de temps (Gaudet, 2012). Utilisée comme un opérateur du concept d'engagement, cette posture théorique assure au chercheur d'observer des pratiques sociales à partir d'échanges de temps gratuits auprès d'organisations, d'individus ou d'une cause. Les individus entrent ainsi dans cette spirale infinie du don dans laquelle chacun donne, reçoit et rend (Gaudet, 2015). Cette notion de la participation sociale permet de relever plusieurs formes d'implication qui se situent soit dans les milieux formels (les organisations et les associations), soit dans les milieux informels (l'entraide au sein du réseau social). Pour plusieurs auteurs, ce concept correspond surtout à la participation des individus à des associations ou à des mouvements qui défendent des droits sociaux pour transformer les politiques, les structures et les normes sociales (Panet-Raymond, 2008). Perçue comme plus efficace pour concrétiser les revendications des citoyens, la participation sociale apparaît ainsi alternative à l'engagement politique traditionnel et le militantisme partisan (Barthélemy, 2000; Ion, 2012).

Il m'apparaît pertinent de conjuguer les notions d'engagement et de participation sociale. Elles contribueront à saisir à la fois les contours et la complexité de l'implication des jeunes adultes. D'une part, ce positionnement se justifie par un désir d'observer une diversité de pratiques de la vie ordinaire en fonction du temps qui circule gratuitement, à travers des espaces formels (être membre d'un parti politique, participer à une conférence, participer à une vie coopérative) et informels (faire du *couchsurfing*, rédiger une lettre ouverte, adopter un mode de vie écoresponsable). D'autre part, l'utilisation du concept d'engagement permet de saisir la subjectivité

des individus ainsi que du contexte dans lequel s'inscrit leur participation afin de documenter mon sujet d'étude comme un processus.

3.2 Les jeunes

Bien que la jeunesse ne correspond pas à une catégorie clairement définie et homogène, dans le cadre de ce projet, l'usage des termes « les jeunes adultes », « la jeunesse » et « les jeunes » réfère aux individus de 18 à 35 ans. Ce groupe de la population a été priorisé puisque de nombreuses organisations qui interviennent auprès de la jeunesse privilégient habituellement cette tranche d'âge. Associée à l'entrée dans l'âge adulte, cette période de la vie représente une transition particulièrement exigeante puisqu'elle est marquée par une quête d'autonomie, par une exploration identitaire et par une acquisition de responsabilités (Gaudet, 2001). Cette période correspond à un moment fort de socialisation permettant au jeune de construire son identité en fonction de soi, des autres, des normes sociales et des institutions (Molgat, 2010). Ce passage à la vie adulte était autrefois caractérisé par une séquence de quatre phases : la fin des études, le départ du domicile familial, l'insertion dans le marché du travail et la formation du couple. Depuis une trentaine d'années, le parcours qui conduit vers l'âge adulte est devenu de plus en plus complexe en raison de la précarité du marché du travail, de la libéralisation des mœurs, de l'accès à l'école et de l'individualisation des modes de vie (Quéniart et Jacques, 2004; Mazzoleni et Masulin, 2005). Cette transition entre le monde de l'adolescence à celui de l'adulte s'est par conséquent retrouvée allongée et désynchronisée en raison de contraintes structurelles, notamment celles de l'allongement des études et de l'augmentation du nombre d'emplois précaires (Bjenk et Hamel, 2000). La jeunesse, devant une pluralité de repères institutionnels, est désormais poussée à faire ses propres choix et à naviguer dans l'incertitude (Gaudet, 2001).

Influencés par ce contexte démocratique individualisé, les jeunes sont en quelque sorte devenus les représentants de cette individualisation des valeurs, par exemple l'épanouissement personnel et la liberté (Quéniart et Jacques, 2004; Muxel, 2010; Ion, 2012). La création de liens sociaux est alors devenue essentielle puisque c'est à travers la rencontre avec « l'autre » qu'il est possible d'acquérir une certaine indépendance. Les relations permettent aux individus de se développer, de se transformer et ainsi d'acquérir leur individualité (Vermeersch, 2004). L'individu contemporain, moins dépendant de ses appartenances primaires, fait cependant toujours face aux difficultés d'établir et de maintenir des relations sociales. Devant ce risque de ne pas être en mesure de s'insérer en société, les jeunes adultes empruntent désormais le canal de l'expérimentation pour exercer et donner à leur citoyenneté un sens et une certaine « dignité ». La jeunesse est encouragée à s'ouvrir à l'action communautaire et bénévole pour tenter de s'insérer en société et d'acquérir le droit de cité (Bjenk et Hamel, 2000). Les parcours de vie des jeunes sont par conséquent moins linéaires, et comportent plusieurs revirements et intermittences (Molgat, 2010). Pour certains auteurs, cette hétérogénéité des trajectoires semble plutôt compliquée, et freine les processus d'intégration et de consolidation de l'identité politique des jeunes (Mazzoleni et Masulin, 2005).

Lapeyronnie (2005) soutient, à ce sujet, que l'engagement social est davantage associé à la phase adulte puisque c'est à ce moment que l'individu détient une identité stabilisée. Cet auteur caractérise ainsi la jeunesse comme une période « d'indécision, de flottement et d'expérimentation, oscillant entre apathie et excès » (Lapeyronnie, 2005). L'imprévisibilité et la fragmentation des parcours rendent, dès lors, impossible d'opérationnaliser uniquement le concept de jeunesse à partir de la catégorie de l'âge (Mazzoleni et Masulin, 2005). Étant donné le phénomène de la détraditionnalisation, c'est-à-dire la diversification des normes sociales qui définissent l'entrée à l'âge adulte, les parcours de vie des jeunes sont alors devenus déstandardisés (Gaudet, 2007). Les

caractéristiques qui différencient le jeune adulte de l'adolescent sont donc plus floues puisqu'elles dépendent d'expériences vécues ainsi que de nouvelles normes sociales (Quéniart et Jacques, 2004; Gaudet, 2007). Certains diront que la période de la jeunesse se définit comme un état d'esprit (Quéniart et Jacques, 2004). Ce constat met ainsi au premier plan la subjectivité des individus pour saisir cette transition vers la vie d'adulte puisque les jeunes sont appelés à prendre eux-mêmes leurs décisions (Molgat, 2010). Moins encadré par les appartenances et par le statut de l'individu, le passage à l'âge adulte correspond à un processus, plutôt qu'à l'accès à un statut (Gaudet, 2001).

3.3 Les organisations citoyennes

La confiance des jeunes envers la démocratie représentative apparaît ébranlée créant une distanciation des institutions politiques et des gouvernants. En effet, la jeunesse s'intéresse moins aux discours, aux idéologies et aux organisations, et préfère adopter des actions non conventionnelles de nature protestataire pour atteindre des enjeux ciblés de manière efficace (Muxel, 2010). Désireux de s'affranchir des cadres institutionnels et organisationnels, ce groupe de la population privilégie un engagement à l'intérieur d'espaces sociaux plus informels qui adoptent une logique d'égalitarisme, c'est-à-dire un milieu à l'écart des contraintes et des hiérarchies verticales (Gaiser et de Rijke, 2004; Ion, 2012). C'est ce qui explique que les jeunes privilégient le terrain associatif, plutôt que les organisations partisans ou syndicales (Muxel, 2010). Bien qu'ils y adhèrent rarement de façon durable, les associations et les organisations communautaires ont gagné en popularité puisqu'elles agissent concrètement de manière ponctuelle sur des enjeux ciblés. Elles répondent ainsi à cet idéal d'implication pragmatique plus libre à partir de structures non hiérarchisées laissant place à la réflexivité et aux affects des individus (Ion, 2012). L'exaltation de la société civile à s'impliquer au sein des associations renvoie à sa capacité de

favoriser à la fois la socialisation et l'individualisation permettant aux individus d'étayer leur identité (Gagnon, 1995; Vermeersch, 2004).

Afin d'analyser l'engagement social des jeunes au prisme des organisations citoyennes, je me suis intéressée à différents milieux tels que les organisations communautaires, les associations, les sociétés à but non lucratif, les centres de loisirs, etc. J'ai décidé de privilégier, dans le cadre de cette thèse, les organisations qui soutiennent l'acquisition de compétences civiques chez la jeunesse. Ces milieux qui travaillent à remplir cette mission le font généralement de deux manières : ils outillent et conscientisent les jeunes à une culture démocratique pour agir dans ce monde ainsi que pour le transformer et ils favorisent l'application de leurs apprentissages à des expériences citoyennes significatives (Weinstock, 2005; LeVasseur, 2006). Ces organisations citoyennes essentielles à la démocratie contribuent à renouveler des milieux d'appartenance qui permettent de tisser des liens sociaux nécessaires à la construction d'une citoyenneté active (Lamoureux, 2001). En élargissant les canaux de l'engagement, ces organisations, généralement issues de la société civile, favorisent la compréhension d'enjeux sociopolitiques et permettent d'agir sur ceux-ci. Plusieurs de ces milieux cherchent aussi à soutenir les jeunes dans leur globalité afin qu'ils prennent leur place en société (Assogba, 2000).

Analyser ces milieux dont la mission est de promouvoir l'engagement des jeunes constitue un angle de recherche pertinent afin d'appréhender les interactions entre les individus, les organisations et les influences structurantes de la société traversée par la désinstitutionnalisation et l'individuation.

3.4 L'Institut de Nouveau Monde

Un des objectifs de cette thèse est de mieux appréhender le rôle des organisations sur l'engagement social des jeunes. À ce titre, une organisation montréalaise dédiée à l'éducation à la citoyenneté, soit l'Institut du Nouveau Monde (INM), et plus précisément son École d'été, a été retenue puisqu'elle constitue un terreau fertile pour recruter de jeunes de différents horizons qui ont fréquenté plusieurs organisations citoyennes. L'INM recrute en effet la plupart de ses participants par l'entremise d'organisations dédiées à l'engagement des jeunes au Québec, dont Oxfam-Québec, les Forums jeunesse, Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIC), Katimavik, les Tables de concertation jeunesse (TCJ), l'aile jeunesse d'un parti politique, le Forum social mondial (FSM), les associations étudiantes, Québec sans frontières (QSF) et les Carrefours jeunesse-emploi (CJE).

Les jeunes rencontrés dans le cadre de cette recherche possèdent plusieurs expériences d'engagement au sein de ces organisations, ce qui permet de saisir les processus d'implication ainsi que les rôles des espaces sociaux au sein de leur trajectoire d'engagement. L'INM a également été sélectionné puisqu'il arrive à conscientiser un nombre important de jeunes adultes de 15 à 35 ans à une culture démocratique, tout en offrant des espaces favorisant l'application de ces nouvelles compétences et connaissances citoyennes.

Fondé par un groupe d'universitaires et par le journaliste Michel Venne, l'INM a été mis sur pied en 2003. L'objectif de départ était de relancer un débat public sur l'avenir de la société québécoise pour édifier de nouveaux repères et pour renouveler les idéaux de la Révolution tranquille (INM, 2015). Dans un contexte de mondialisation, les fondateurs soutenaient que le Québec avait grandement besoin de solutions novatrices pour mieux répondre aux enjeux actuels

(INM, 2015). Organisme non partisan, non scolaire et non militant, l'INM s'est donné comme mandat de réunir des citoyens de divers horizons autour d'enjeux sociopolitiques. Cette organisation cherche donc à accroître l'engagement de la population à la vie démocratique afin d'effectuer des changements sociaux et d'agir concrètement sur la réalité des individus. Il s'agit d'une mission qui s'est actualisée notamment par l'animation de dialogues entre citoyens et experts, par la publication annuelle de l'ouvrage *L'état du Québec* et par l'encouragement de l'entrepreneuriat social à l'aide de son programme *À go, on change le monde!* (INM, 2015).

Pour ce faire, cette organisation indépendante a adopté trois stratégies pour assurer l'engagement des citoyens. Elle offre, d'une part, de développer les compétences civiques à l'aide d'une démarche délibérative basée sur la formule « informer, débattre, proposer » (INM, 2015). L'organisation assure, d'autre part, l'animation de débats sur les enjeux sociétaux pour contribuer au renouvellement des idées et à l'élaboration de solutions afin de répondre aux difficultés actuelles. Enfin, elle offre des activités de promotion de la démocratie afin de rendre accessible la connaissance à ce sujet. L'INM travaille ainsi à promouvoir le débat public pour renforcer le lien social et pour valoriser les institutions démocratiques à partir de perspectives « de justice et d'inclusion sociale, dans le respect des valeurs démocratiques et des principes du développement durable, et dans un esprit d'ouverture et d'innovation » (INM, 2015).

Dans le cadre de cette recherche, je me suis intéressée plus particulièrement à son École d'été. Chaque année, elle réunit environ 350 jeunes de 15 à 35 ans à travers le Québec qui ont le désir de s'impliquer et d'apprendre davantage sur les enjeux sociopolitiques. Pour une période de trois jours, elle tâche de transmettre des connaissances citoyennes à partir de conférences, de séminaires, d'ateliers et de cours (INM, 2015). Elle travaille également au développement des

compétences citoyennes des jeunes pour que chacun puisse exercer sa citoyenneté. C'est à l'aide d'ateliers que les participants acquièrent, lors de ce séjour, des capacités démocratiques telles que l'analyse du discours, l'esprit critique, l'ouverture d'esprit et l'art oratoire. L'apprentissage de ces compétences s'effectue en compagnie de mentors, de politiciens, d'artistes et de citoyens engagés pour encadrer la réflexion et, ultimement, pour mettre sur pied un projet de société. L'objectif de cette école citoyenne est de transformer les connaissances en compétences pour que les savoirs puissent devenir des savoir-faire (INM, 2015). En conjuguant les volets éducatif, délibératif, ludique et artistique, l'INM désire transmettre aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté active.

Chapitre 4 : Cadre théorique

Le cadre conceptuel de cette recherche repose sur la sociologie de l'individuation puisqu'elle permet de saisir comment le contexte historique, la société et les organisations façonnent l'engagement des jeunes. Cette approche théorique offre un éclairage de l'objet d'étude – l'engagement des jeunes au prisme des organisations citoyennes – à partir du singulier, c'est-à-dire l'individu et, plus précisément, de son parcours de vie. Je chercherai ainsi à mieux appréhender l'engagement des jeunes et le rôle des organisations à travers le parcours de vie des jeunes.

4.1 La sociologie de l'individuation

Depuis l'entrée dans la seconde modernité (Beck, 2001), les individus ne sont plus perçus comme des sujets statiques, mais plutôt comme des identités aux multiples visages qui bénéficient d'une marge de manœuvre pour effectuer leurs propres choix (Carpentier et White, 2013). Ce processus d'individualisation entamé dans les dernières décennies a engendré une hétérogénéité croissante des expériences de vie, qui, à son tour, a mené à une désinstitutionnalisation ou une désynchronisation des parcours de vie en raison de ce chamboulement des différentes étapes de la vie marquées par de nouvelles transitions, des rites de passage inversés ainsi que des réarrangements continuels (Carpentier et White, 2013). Pour saisir les phénomènes sociaux actuels, il apparaît pertinent d'ancrer l'analyse en fonction des expériences individuelles en raison de cet éclatement des logiques d'action des différents systèmes de société (Martuccelli, 2006).

Cette approche découle d'une conviction théorique selon laquelle l'étude de la société contemporaine doit s'effectuer à partir du spécifique; c'est en jetant la lumière sur les expériences singulières qu'il est possible de mieux appréhender le social. En ayant l'individu comme unité

d'analyse, cette recherche s'intéresse au processus d'individuation, c'est-à-dire à la manière dont cette société fabrique structurellement « les destins des individus » (Martuccelli, 2006). Il est alors important de distinguer cette approche de la notion d'individualisation, qui réfère au processus de différenciation des parcours personnels (Martuccelli, 2009). C'est en ce sens que l'individu contemporain remis à lui-même doit désormais s'émanciper de ses liens hérités et faire preuve de ses qualités personnelles en agissant de son propre chef (Ion, 2012). Puisqu'il ne dépend plus des modes de vie standardisés et de la prise en charge institutionnelle qui caractérisaient la société industrielle, les parcours biographiques deviennent plus autoréflexifs. Chacun est alors appelé à répondre et à s'adapter aux différentes contradictions du système sur le plan biographique (Beck, 2001). Toutefois, la société reste malgré tout structurante puisque c'est elle qui produit l'individualisation.

Le concept d'individuation consiste à illustrer comment le processus historique conduit des individus à se différencier (Ion, 2012). Cet angle d'analyse permet de relever les mécanismes sociaux qui « fabriquent » les individus (Martuccelli, 2009). Il s'agit d'une analyse dont l'objectif est de « retracer les transformations structurelles en cours en s'appuyant sur les expériences des individus, et de rendre compte de la façon la plus fine et singulière possible des défis éprouvés par les individus » (Martuccelli, 2010). Ainsi, la sociologie de l'individuation élaborée par Martuccelli cherche à comprendre le social en relevant le rôle des grands processus historiques et l'effet des positions sociales à travers les biographies. Puisque la société façonne des individus qui cherchent à être reconnus comme singuliers, cette approche exige de saisir les singularisations structurelles en fonction du processus d'individuation (Carpentier et White, 2013).

Pour analyser cette articulation entre l'individu et la société, il est proposé d'utiliser la notion d'épreuve comme opérateur analytique (Martuccelli, 2010). Ces épreuves correspondent à des « défis historiques socialement produits, inégalement distribués » que chacun est forcé d'affronter (Martuccelli, 2006). Les individus doivent ainsi traverser des systèmes d'épreuves communs qui se succèdent et qui se chevauchent au fur et à mesure qu'ils évoluent dans la vie. Cette succession ponctuée de réussites ou de revers ne se déroule pas à l'improviste puisque la société constitue un système d'épreuves standardisé (Martuccelli, 2009). Elle impose en effet des épreuves aux individus qui, par leur manière de les vivre et de les saisir, participent à l'élaboration de l'histoire commune (Martuccelli, 2006). L'étude du processus d'individuation permet de saisir les épreuves collectives et les manières dont se forment les individus au prisme des enjeux sociétaux et des défis que doivent affronter les acteurs.

Un des effets de cette individuation correspond à ce passage d'une identité d'appartenance à une identité négociée (Ion, 2012). Les individus étant moins définis par leurs appartenances données à la naissance, la question des attachements et de la reconnaissance prend une importance dans la construction de leur identité (Honneth, 2000). Contraints de se définir eux-mêmes, les individus cherchent à se faire reconnaître auprès de leur entourage pour confirmer leurs choix et leurs idéaux ainsi que pour assurer leur inclusion dans la société (Gagnon et coll., 2004). C'est ainsi que les individus sont désormais tenus de se constituer en développant des actions autonomes et une identité propre (Dubet, 1994). Les épreuves constituent des moments importants permettant aux individus de se façonner une identité afin de répondre à cet idéal d'un moi autonome et singulier (Ion, 2012). La sociologie de l'individuation est alors plus que nécessaire dans ce contexte de flottaison des identités et de l'exigence d'autoréalisation pour mieux appréhender, à l'échelle des individus, la société (Martuccelli, 2010). En somme, je serai en mesure, grâce à la sociologie

de l'individuation, de mieux saisir l'engagement social des jeunes à partir de leurs expériences individuelles.

4.2 L'approche des parcours de vie

Ma question de recherche : *Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social des jeunes Québécois de 18 à 35 ans ?* sera appréhendée à l'aide de l'approche des parcours de vie. Cette approche théorique et empirique est pertinente pour cette étude puisqu'elle permet une compréhension de l'engagement social comme un processus. Plus encore, elle contribue à l'élaboration d'une explication sociologique du phénomène en fonction de l'individu et de sa réalité subjective située dans un contexte historique. L'objectif de cette approche multidisciplinaire est de conceptualiser une analyse macrosociologique en se penchant sur les changements et les continuités au sein des trajectoires des individus. Il s'agit ainsi d'un paradigme qui permet d'organiser la complexité de la vie sociale en tenant compte de la temporalité, du contexte sociohistorique, des contraintes structurelles et des capacités actanciennes (*agency*) des individus (Carpentier et White, 2013).

Pour Gaudet (2013), le terme « parcours de vie » est plurivoque puisqu'il peut s'agir soit de scripts sociaux, d'un paradigme ou du parcours biographique.

En tant que scripts sociaux

En premier lieu, le parcours de vie en tant que scripts sociaux renvoie aux différentes formes d'institutionnalisation des âges de la vie qui normalisent en quelque sorte les parcours de vie. Ces scripts sociaux proposent des manières d'être et de faire en fonction de l'âge biologique qui agissent comme « des injonctions symboliques, des modes de socialisation ou des formes de contrôle

social » (Gaudet, 2013). Il est donc essentiel de considérer cette construction sociobiologique de l'âge comme un élément structurant de l'organisation sociale, des modes de vie ainsi que de l'engagement (Gaudet et Turcotte, 2013).

En tant que paradigme

En deuxième lieu, le parcours de vie en tant que paradigme propose une analyse multidimensionnelle et processuelle. Elder et ses collaborateurs (2003) ont énoncé en ce sens cinq principes heuristiques qui permettent de guider les recherches qui s'inspirent du paradigme des parcours de vie.

Le premier de ces principes soutient qu'il est essentiel de tenir compte de l'entière des parcours de vie, qui se déroulent sur un continuum composé « d'une suite d'évènements et de cumuls d'expériences individuelles et collectives » (Carpentier et White, 2013). D'un point de vue méthodologique, il convient de considérer le passé pour saisir le présent (Gherghel et Saint-Jacques, 2013).

Le deuxième principe estime qu'il est nécessaire d'analyser les parcours de vie en fonction du temps, de l'époque et de l'endroit à l'intérieur desquels le parcours s'articule. Il est nécessaire de tisser des liens entre l'expérience individuelle et les changements sociaux pour identifier les effets structurels sur le parcours de vie des individus.

Le troisième principe sur lequel repose l'analyse des parcours de vie renvoie à cette idée que les vies sont interreliées et évoluent en réseau (Elder et coll., 2003). Pour cerner les parcours

de vie comme des entités interdépendantes, le chercheur doit s'intéresser aux relations interpersonnelles.

Le quatrième principe renvoie à la capacité d'agentivité des individus puisqu'ils sont en mesure d'envisager diverses actions afin de guider leur propre trajectoire (Carpentier et White, 2013). L'analyse des parcours de vie repose en effet sur la capacité des individus d'agir et de changer de position sociale, même s'ils demeurent soumis aux contraintes sociales.

Le cinquième principe, soit celui de temporalité de la vie, permet de comprendre comment les évènements influencent les trajectoires et, plus précisément, comment s'articulent les transitions. Il est donc question de tenir compte des différentes transitions en fonction du moment dans la vie de la personne, car « tout enchaînement d'évènements laisse des empreintes sur les trajectoires, mais leurs effets varient selon la position dans la structure sociale » (Carpentier et White, 2013).

En tant que parcours biographique

Finalement, la notion des parcours biographiques renvoie aux déroulements des différentes trajectoires du parcours de vie d'une personne telles que les trajectoires familiales, professionnelles, résidentielles ou conjugales (Gaudet, 2011). Les parcours de vie sont ainsi fragmentés en trajectoires permettant de saisir comment les différents aspects de la vie s'influencent entre eux. La notion de trajectoire renvoie donc à « l'idée d'un objectif, d'une destination, alors que le parcours désigne davantage le déroulement des trajectoires à un moment précis » et situé dans un contexte social (Gaudet, 2013). Grâce à cette approche, il est possible de relever le récit de vie des individus à partir des temps sociaux ponctués d'évènements, de transitions

et de bifurcations. Plus encore, cette échelle biographique permet de cerner les liens entre l'histoire individuelle, le contexte historique et les interactions entre les différentes temporalités (Gaudet, 2013). Cette approche permet à la fois d'intégrer à l'analyse la singularité et la subjectivité de l'individu à des éléments structurants (Grossetti, 2006).

Cette conceptualisation des parcours de vie contribuera, dans le cadre de cette thèse, à saisir, à travers les trajectoires qui composent le parcours d'un individu, les processus d'engagement social au prisme des organisations citoyennes.

En somme, la perspective des parcours de vie reconnaît les caractères interactif et contingent de l'environnement dans lequel l'individu participe continuellement à la construction et à la définition de son milieu (Carpentier et White, 2013). L'approche des parcours de vie apparaît adéquate pour cette recherche puisqu'elle permet de rendre intelligible l'engagement social des jeunes dans un contexte caractérisé par l'imprévisibilité et par l'hétérogénéité des expériences de vie. Il s'agit également d'un outil qui permet d'analyser les processus au regard des transitions et des bifurcations au cours des parcours de vie des jeunes. Cette approche assure ainsi une analyse en fonction des individus capables d'ajuster leurs comportements dans un contexte donné. Elle est alors en mesure de rendre compte à la fois de l'expérience subjective des participants et du poids des structures sociales.

Deuxième partie : Présentation du cadre opératoire

Chapitre 5 : Méthodologie

5.1 Les objectifs

Jusqu'à ce jour, plusieurs recherches ont documenté l'engagement des jeunes sous l'angle de la politique (Muxel, 2010; Turcotte, 2015), des modes d'engagement associatifs (Ion, 2012; Roudet, 2005), de la participation en ligne (Caron, 2014) et de la défense de droits et du militantisme (Quéniart et Jacques, 2004; Agrikoliansky et coll., 2010). Or, très peu de recherches ont analysé l'engagement social des jeunes adultes au prisme des organisations citoyennes, et encore moins à l'aide de l'approche théorique et empirique des parcours de vie. Il apparaît ainsi nécessaire de mener une étude dont l'objectif est de comprendre l'effet des organisations citoyennes sur le parcours de ce groupe de population afin d'approfondir notre connaissance et notre compréhension de ce phénomène social.

L'objectif général de cette recherche consiste alors à mieux appréhender le rôle des organisations citoyennes en fonction des différents types de trajectoires participatives des jeunes. À ce titre, une organisation dédiée à l'engagement des jeunes, soit l'Institut du Nouveau Monde (INM) et plus précisément son École d'été, a été retenue comme lieu d'échantillonnage.

Pour ce qui est des objectifs spécifiques de cette thèse, ils seront à la fois théoriques, pratiques et personnels. Pour les objectifs théoriques, il est question de comprendre les processus d'engagement des jeunes afin de saisir la manière dont ils s'articulent et se transforment, pour

ensuite cerner le rôle et l'influence des organisations. Il s'agit donc d'identifier les processus et retombées, individuels et collectifs, des organisations citoyennes sur les trajectoires d'engagement de jeunes de 18 à 35 ans. Quant à l'objectif pratique, il permet de relever, à travers les trajectoires d'engagement, les incitatifs ainsi que les obstacles de l'engagement des jeunes pour mieux outiller les organisations mandatées à cet effet. Enfin, l'objectif personnel provient d'une curiosité qui découle d'expériences personnelles et d'un désir de contribuer à une meilleure compréhension de l'engagement des jeunes.

Je propose donc, dans cette foulée d'objectifs, de répondre plus précisément à la question suivante : *Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social de jeunes Québécois de 18 à 35 ans?*

5.2 Les approches méthodologiques

Dans le cadre de cette recherche, je cherche à mieux comprendre les expériences vécues des jeunes Québécois en matière d'engagement social, et ce, à l'intersection de leur fréquentation d'organisations citoyennes. Puisque je m'intéresse au « comment » et au processus d'implication, l'approche qualitative et l'analyse par théorisation ancrée ont été privilégiées dans le but de proposer une explication compréhensive du phénomène social. Cette approche itérative assure ainsi de nouvelles interprétations de l'objet d'étude en conjuguant les théories émergentes à la connaissance existante.

Il convient en ce sens que le chercheur effectue une immersion dans les données empiriques pour élaborer une théorie, si petite soit-elle. Les gestes, les discours et les échanges symboliques

constituent le point de départ de la recherche afin d'arriver à construire de manière inductive des concepts, des hypothèses et des propositions, pour ensuite développer une théorie (Anadón, 2006).

La méthode dans ce contexte est appelée à se modifier pour s'adapter aux données qui émergent du terrain. Il s'agit d'une approche qui exige un aller-retour entre les données recueillies et le processus de théorisation (Méliani, 2013). Il est question à cette étape de procéder à des analyses comparatives et constantes (Glaser et Strauss, 1967) des données jusqu'à saturation atteinte, c'est-à-dire « lorsqu'aucun autre élément ne vient apporter quelque chose de neuf ou modifier ce qui est déjà trouvé » (Anadón, 2006). Cette méthode d'analyse circulaire a pour principe :

« le retour constant à la comparaison entre les produits d'analyse et les données empiriques. [...] Au lieu, de “forcer” des théories “sur” les données empiriques pour les interpréter, le chercheur s'ouvre à l'émergence d'éléments de théorisation ou de concepts qui sont suggérés par les données de terrain et ce, tout au long de la démarche analytique. » (Guillemette, 2006)

Le travail du chercheur demande de s'ajuster continuellement en fonction de ce qui ressort du terrain en passant par l'élaboration de la problématique, par le processus de collecte et d'analyse des données ainsi que par la théorisation.

5.3 Les outils de collecte

Pour mettre en lumière la complexité du phénomène à l'étude, l'entrevue semi-dirigée de type récit de vie (Bertaux, 1997) a été privilégiée comme outil méthodologique. Cette approche permet de collecter des données en donnant aux participants un espace adéquat pour présenter leur

vision et leurs pratiques d'engagement. Elle offre également une certaine flexibilité au chercheur d'exploration scientifique lors des entretiens :

« Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé. » (Gauthier, 2009)

La mise en récit des expériences permet d'appréhender le point de vue subjectif des participants. Les répondants ont été encouragés à décrire de façon détaillée leur vécu, leurs comportements et la trame sous-jacente de leurs actions (Savoie-Zajc, 1997). Dans cette optique, il a été possible de relever le sens du phénomène tel qu'il est perçu par les participants grâce à cette dynamique de coconstruction entre l'enquêté et l'enquêteur (Savoie-Zajc, 1997). Ainsi, cet outil permet à la fois de découvrir l'univers de jeunes engagés et de le rendre explicite. Par le fait même, les données produites sont riches en détails et en descriptions (Gauthier, 2009).

D'une durée de deux à trois heures, les entrevues semi-dirigées ont été conduites pour questionner les jeunes à propos de leurs pratiques d'engagement social. Concrètement, nous leur avons demandé d'expliquer leur participation à l'École d'été ainsi que leur trajectoire formelle (école, association, groupe communautaire, loisir) et informelle (entraide, boycottage, achat responsable) en matière de pratiques et d'organisations fréquentées.

Il y a eu, en 2013, une première vague d'entretiens auprès de 11 jeunes par Stéphanie Gaudet et Mélanie Claude. Ces entrevues se sont déroulées dans des espaces publics (café ou

restaurant) ou encore à la maison des interviewés. Puis, en 2016, il y a eu la seconde vague d'entretiens menés par le groupe de recherche du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM), composé de quatre chercheurs (dont moi-même) qui ont interviewé un total de 8 personnes. La majorité de ces rencontres se sont déroulées par appels vidéo à l'aide du logiciel Skype. Seules quatre entrevues de cette seconde vague ont été retenues, car plusieurs d'entre elles ont été réalisées de manière exploratoire dans un cadre scolaire. Il s'agissait d'ailleurs pour certains chercheurs de leur première expérience à donner des entrevues, donc nous avons eu besoin d'un moment d'ajustement.

Pour bien saisir l'objet d'étude, nous avons également recueilli de l'information à l'aide de la fiche sociodémographique et de la grille du calendrier de vie.

La fiche sociodémographique a été utilisée pour relever les effets sociodémographiques sur l'engagement des jeunes. Nous avons donc récolté des informations générales relatives à leur revenu, leur sexe, leur éducation, leur âge, leur lieu de naissance, leur situation matrimoniale et la composition de leur ménage actuel. Ces jeunes ont aussi été questionnés à propos de leur profession, de leur éducation et de leur salaire ainsi que de celui de leurs parents.

Quant à l'outil du calendrier, il nous a permis d'identifier les différents éléments qui jalonnent les trajectoires de vie telles que les éléments familial, scolaire, professionnel et résidentiel. Pour les besoins de la recherche, nous avons ajouté à ces différents éléments de trajectoire celui de l'engagement social (Gaudet et Turcotte, 2013). Il s'agit d'une méthode pour identifier dans le temps les événements considérés comme importants par les interviewés. Cette

approche permet aussi aux chercheurs de mieux comprendre la durée et les lieux au sein desquels se déroule le récit.

5.4 Le recrutement

Pour le recrutement des participants, nous avons eu recours à trois différentes stratégies : (1) la participation à l'École d'été de l'INM en 2012 et en 2015, (2) les réseaux personnels des chercheurs et (3) le recrutement par « effet boule de neige ». Il y a eu deux vagues de recrutement sur le terrain de l'École d'été.

Pour ma part, j'ai participé à l'École d'été de l'INM en 2015 avec Stéphanie Gaudet. Lors de cet évènement, nous sommes entrées en relation avec plusieurs participants. Nous leur avons proposé de participer à cette recherche et avons recueilli les coordonnées des personnes intéressées. Nous sommes ainsi entrées en relation quelques mois plus tard avec ces participants pour leur proposer une entrevue.

Nous avons également utilisé les réseaux des chercheurs pour recruter de nouveaux participants, étant donné que certains membres de l'équipe avaient vécu des expériences d'engagement dans des organisations jeunesse, ce qui leur a permis de rencontrer de jeunes adultes ayant des parcours d'engagement diversifiés et singuliers.

Puisque cette recherche aspire à appréhender des cas particuliers, nous avons profité de ces relations pour recruter de nouveaux participants, c'est-à-dire que nous avons complété ces deux stratégies de recrutement en utilisant la méthode « effet boule de neige ». Pour ce faire, les premiers participants de notre recherche ont transmis les coordonnées de notre équipe de recherche à des

personnes actives dans le domaine de l'engagement social et susceptibles d'être intéressées à participer à notre recherche. Cette méthode a été particulièrement fructueuse et nous a permis de recruter de nombreux participants supplémentaires.

5.5 L'échantillon

L'échantillon pour cette recherche est composé de 15 jeunes Québécois de 18 à 35 ans ayant participé à l'École d'été de l'Institut de Nouveau Monde (INM) au cours des cinq dernières années (en 2012 et en 2015). Ces jeunes ont été recrutés par un échantillonnage par cas multiples, qui vise la saturation empirique par homogénéisation (Pires, 1997). Ils ont été sélectionnés en raison de l'intérêt qu'ils manifestent pour l'engagement social et, surtout, parce qu'ils ont, pour la plupart, déjà fréquenté diverses organisations citoyennes. Ces jeunes ont également été choisis puisqu'ils étaient déjà sensibilisés à la notion d'engagement. Ainsi, ils ont pu parler avec expérience, alors nous avons pu éviter un décalage entre le discours et les actions de leur implication. Ils pouvaient en effet discuter, lors de l'entretien, de leurs pratiques concrètes d'engagement, ce qui nous a permis d'éviter de verser dans les perceptions de l'engagement.

La présence du chercheur à l'École d'été de l'INM a permis une sorte de triage des participants pour que notre échantillon contienne des jeunes qui participent concrètement au sein d'organisations ou pour une cause. En conséquence, l'INM n'est pas forcément notre objet d'étude, mais plutôt un lieu pour recruter des jeunes engagés. Cette organisation dédiée à la participation des jeunes correspond ainsi à un milieu inestimable pour arriver à homogénéiser l'échantillon puisque l'École d'été permet de réunir, chaque année, un grand nombre de jeunes engagés ou curieux d'en savoir davantage et dont l'engagement social est protéiforme (implication au sein de l'aile jeunesse d'un parti politique, entrepreneuriat social, coopération internationale,

développement local, etc.). Finalement, des 15 participants sélectionnés pour cette étude, l'entretien de Simon n'a pas été retenu pour l'analyse puisqu'il a partagé avec nous sa vision de l'engagement, plutôt que ses pratiques concrètes d'implication.

5.6 Le profil des répondants

La taille de l'échantillon est de 15 jeunes de 24 à 33 ans. L'âge moyen des participants est de 27,4 ans. Parmi les participants, 9 sont de sexe féminin et 6 sont de sexe masculin.

Ils ont pour la plupart (14/15) une éducation universitaire. Les parents de ces participants sont également éduqués. Parmi ces 15 participants, 10 des familles des participants détiennent au moins un parent avec un diplôme universitaire. Plusieurs des participants ont un parent qui possède un emploi bien rémunéré dans un domaine libéral, par exemple vétérinaire, médecin, juge, gestionnaire, entrepreneur, ingénieur ou comptable.

Quant au revenu des participants, 2 répondants ont déclaré avoir un revenu annuel se situant entre 0 et 9 999 \$; 5 répondants entre 10 000 et 19 999 \$; 2 répondants entre 20 000 et 29 999 \$; 2 répondants entre 30 000 et 39 999 \$; 2 répondants entre 40 000 et 49 999 \$ et 1 répondant entre 80 000 et 99 999 \$.

La majorité de ces jeunes résident actuellement à Montréal (9/15) et aux alentours (Laval, Longueuil, Boucherville et Saint-Jean-sur-Richelieu; 4/15) ou encore à Gatineau (2/15). Ainsi, ils vivent dans les grands centres urbains, en raison notamment de leurs études universitaires. De ce groupe, 8 participants sont célibataires et 1 individu est un parent. Il y a 4 jeunes interviewés qui

sont nés en dehors du Canada, soit en Corée, en France, en Tunisie et au Bénin. Enfin, il y a 1 personne racisée de ce groupe qui est née au Canada.

5.7 Le tableau des données

Participant	Sexe	Date de naissance (Âge*)	Lieu de naissance	Lieu de résidence actuel	Situation matrimoniale actuelle	Profession	Niveau de scolarité
Fabrice	M	1986 (27 ans)	Bénin	Montréal	Célibataire	Assistant de recherche	Maîtrise en gestion de projet
Kim	F	1985 (28 ans)	Montréal	Montréal	Célibataire	Actrice	Bacc. en finance et marketing
Julien	M	1985 (28 ans)	France	Montréal	Avec conjointe	Conseiller en management	Maîtrise en management
Camille	F	1990 (23 ans)	Montréal	Montréal	Avec conjoint	ND**	Bacc. en comm., politique et société
Valérie	F	1981 (32 ans)	Laval	Montréal	Divorcée et célibataire	Travailleur autonome en communication	Maîtrise en éducation
David	M	1988 (25 ans)	Boucherville	Boucherville	Célibataire	Vérificateur comptable	Comptabilité et MBA
Simon	M	1983 (30 ans)	Séoul	St-Jean-sur-Richelieu	Avec conjointe	Étudiant	Bacc. en travail social
Alexandre	M	1989 (24 ans)	Jonquière	Montréal	Avec conjointe	Travaille pour un parti politique	Bacc. en littérature
Julie	F	1985 (28 ans)	Saint-Hubert	Montréal	Avec conjoint	AVSEC***	Bacc. multidisciplinaire
Mélissa	F	1988 (25 ans)	Longueuil	Longueuil	Avec conjoint	Couturière de robes	DEP en couture
Andréanne	F	1985 (28 ans)	Valleyfield	Montréal	Célibataire	Conseillère en développement régional	Maîtrise en géographie
Caroline	F	1991 (25 ans)	Montréal	Laval	Célibataire	Bibliothécaire	Bacc. en relations internationales
Nicholas	M	1984 (31 ans)	Gatineau	Gatineau	Célibataire	AVSEC	Bacc. en anthropologie
Alice	F	1991 (24 ans)	Saint-Hyacinthe	Gatineau	Célibataire	Étudiante (à la maîtrise)	Bacc. en développement international
Daila	F	1983 (33 ans)	Tunis	Montréal	Avec conjoint	Chargée des participants, FSM Montréal	Bacc. en architecture d'intérieur
* Âge à la date de l'entretien ** ND = Non disponible *** Animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire							

5.8 Le déroulement des entretiens

Le recrutement en 2015 nous a permis d'entamer les entrevues avec certains jeunes rencontrés lors de l'École d'été de cette année. Le groupe de recherche a contacté ces jeunes par courriel pour les convoquer en entrevue. Le courriel présentait l'objectif de la recherche, le temps moyen de l'entretien et une plage horaire proposée pour organiser une rencontre. Nous leur avons envoyé ensuite, lorsque l'entretien était confirmé, deux documents : la lettre officielle explicative du projet et la fiche de consentement.

C'est au cours de la rencontre que les chercheurs se sont présentés et ont expliqué brièvement le cadre de la recherche. Il s'agissait également d'une occasion de créer un lien de confiance avec le participant. Ils ont discuté de l'objectif de la recherche, puis obtenu le consentement écrit ou verbal de l'interviewé.

Ensuite, nous avons rempli, avec le participant, le calendrier de vie pour identifier les événements marquants dans le temps de sa trajectoire professionnelle, scolaire, résidentielle, relationnelle et participative. Cette étape a permis d'obtenir une vue d'ensemble du parcours de vie de la personne ainsi que les formes d'engagement au fil de sa trajectoire. Une fois le calendrier de vie complété, il a été mis de côté pour passer à l'étape de l'entrevue semi-dirigée.

C'est à ce moment que l'enregistrement débutait, et ce, toujours sous l'approbation du participant. Pour commencer, nous discutons de sa participation à l'École d'été de l'INM afin de comprendre comment il était arrivé au sein de cette organisation. Nous lui demandons à quelles activités il avait participé, les expériences les plus et les moins positives ainsi que ses

apprentissages. L'objectif était de relever ses impressions sur cette expérience et sur comment l'École d'été a influencé sa trajectoire.

Puis, il était question d'explorer la trajectoire d'engagement formel et informel afin de saisir les pratiques et les organisations fréquentées au fil de son parcours de vie. Pour comprendre l'engagement dans son ensemble, nous avons abordé, dans la deuxième partie du questionnaire, l'engagement social à travers les différentes trajectoires : familiale, professionnelle et résidentielle. La troisième partie de l'entretien questionnait le participant à propos de son identification aux groupes et aux causes.

Lorsque l'entretien était terminé, nous devions envoyer par courriel une liste de ressources d'aide psychologique, la fiche sociodémographique et le formulaire de consentement à remplir. Finalement, nous avons, dans certains cas, envoyé la transcription de l'entretien lorsqu'elle était demandée par le participant.

5.9 Les considérations éthiques

Selon Tracy (2010), l'éthique est l'un des huit grands critères importants pour une bonne recherche qualitative. Lors de cette recherche, l'équipe de chercheurs a pris en considération que « *ethics are not just a means, but rather constitute a universal end goal of qualitative research itself* » (Tracy, 2010). Dans le modèle de Tracy (2010), l'éthique se présente alors selon quatre grands types : (1) l'éthique procédurale, (2) l'éthique situationnelle, (3) l'éthique relationnelle et (4) l'éthique de diffusion. Ces notions sont reprises ici pour retracer le processus éthique de cette recherche.

L'éthique procédurale

Tout d'abord, l'éthique procédurale (*procedural ethics*) correspond aux actions éthiques jugées obligatoires par les universités et par les comités gouvernementaux, telles que l'approbation éthique du Comité d'éthique de la recherche (CÉR) et la signature d'un formulaire de consentement éclairé par le participant. Dans le cadre de cette recherche, il a été nécessaire de remplir le formulaire de demande d'approbation éthique du CÉR pour données secondaires² de l'Université d'Ottawa, un formulaire qui assure que les chercheurs ont bien pris connaissance de l'*Énoncé de politique des trois Conseils* (EPTC 2). Une des procédures les plus cruciales avant de recevoir l'approbation éthique est d'identifier les risques auxquels pourraient être exposés les participants de la recherche. Pour cette recherche, les risques identifiés étaient plutôt marginaux, ce qui n'empêchait pas de les considérer sérieusement et d'avoir recours à des mesures permettant d'amoindrir les effets négatifs pouvant être envisagés. Par exemple, il est plus difficile d'assurer entièrement l'anonymat de participants connus dans la sphère publique.

L'éthique situationnelle

D'autres considérations éthiques apparaissent selon la situation et les circonstances spécifiques d'une recherche : celles-ci font partie de l'éthique situationnelle (*situational ethics*) (Tracy, 2010). Certains de nos participants habitent à distance et n'étaient pas disponibles pour un entretien en personne : dans ces scénarios, les entretiens ont été effectués par Skype. Cette méthode fait en sorte que le consentement libre et éclairé doit être accordé en premier à l'oral et, par la suite,

² Pour le groupe de recherche, nous avons eu l'approbation du CÉR puisque la recherche s'est déroulée dans le cadre du cours Méthodologie. C'est ensuite que j'ai fait une demande d'éthique auprès du CÉR pour avoir accès aux données secondaires de cette recherche, soit des première et deuxième vagues d'entretiens.

à l'écrit. Ces participants ont récité à voix haute qu'ils ont « (1) été informés des objectifs de la recherche et des conséquences de leur participation ; et (2) confirmé leur compréhension de l'entente et leur volonté de participer » (Gaudet et Robert, 2018). À la suite de l'entretien, une copie du formulaire de consentement a été envoyée à ces jeunes par courriel afin qu'ils le signent et nous le retournent. Cette procédure permet d'assurer le respect de l'éthique en considérant les particularités de la situation de la recherche.

L'éthique relationnelle

Tout au long du processus de recherche, l'éthique relationnelle (*relational ethics*) reposait sur une reconnaissance et une considération du respect, de la dignité et du rapport envers les participants de notre recherche (Tracy, 2010). Plusieurs étapes ont été suivies afin d'assurer un rapport enquêteur-enquêté fondé sur le respect et sur la dignité. Avant même de commencer l'entretien, le chercheur a demandé au participant son approbation pour enregistrer l'entretien. Il a également revu avec l'enquêté le formulaire de consentement libre et éclairé afin de recevoir son approbation. De la sorte, les participants ont été avisés qu'ils avaient la possibilité de demander l'arrêt de l'enregistrement ou de ne pas répondre à certaines questions lors de l'entretien. Les participants ont aussi été informés qu'ils avaient le choix de se retirer du projet à tout moment sans conséquence. Lors de l'entretien, il était important d'accorder la parole aux participants et de bien les écouter, car cela permet au chercheur d'établir une relation de confiance auprès des participants. À la fin de l'entretien, le chercheur a rappelé aux participants qu'il veillerait à respecter leur anonymat : toutes les informations recueillies lors de l'entretien et dans la fiche de données sociodémographiques demeureraient confidentielles. Une liste de ressources, d'informations et de nos coordonnées a été remise en cas de besoin ou de questions futures.

L'éthique de diffusion

Puisque les considérations éthiques dépassent le travail de terrain, il est important de respecter l'éthique de diffusion (*exiting ethics*), qui renvoie à la façon dont les chercheurs quittent le terrain et partagent les résultats de recherche (Tracy, 2010). Pour assurer l'anonymat promis aux participants, un système de codes et de pseudonymes est utilisé pour identifier les données : ces codes apparaissent dans toute la documentation (fiche sociodémographique, calendrier de vie, analyse verticale, verbatim et rédaction du projet de recherche) (Gaudet et Robert, 2018). Lors de la diffusion des résultats de recherche, les participants, renommés par des pseudonymes, ne seront pas identifiables et pourront demeurer anonymes.

De surcroît, l'éthique doit être respectée lors de la gestion des données, et ce, à la suite de la publication des résultats de recherche. C'est pour cela que les données seront conservées pendant cinq ans sous clé dans le bureau de la chercheuse principale (Stéphanie Gaudet). Tous les membres de l'équipe de recherche ont la responsabilité et la tâche d'assurer l'anonymat des participants et de respecter les procédures éthiques.

Ce bref retour sur le processus éthique de recherche permet de démontrer en quoi les normes éthiques ont bien été respectées et demeurent un souci constant pour les membres de notre équipe.

5.10 La méthode d'analyse

La méthode d'analyse privilégiée pour cette recherche est d'abord inspirée de la théorisation ancrée. Cette démarche analytique vise à élaborer une ou des théories en fonction de la réalité empirique (Paillé et Mucchielli, 2012). Cette thèse s'inscrit alors dans un processus itératif qui a

pour objectif d'assurer une montée en généralité en réalisant simultanément trois types d'analyses : verticale, horizontale et théorisante.

L'analyse verticale

L'analyse verticale permet d'étudier le matériel brut dans son contexte, pour ensuite condenser l'information pertinente en fonction de la question de recherche, tout en conservant une description riche et complexe du phénomène social.

Cette première étape de l'analyse verticale permet de condenser l'information provenant du corpus empirique, c'est-à-dire les enregistrements audiovisuels et les verbatims de chacun de nos entretiens. L'objectif est d'identifier les éléments plus pertinents au regard de la question de recherche. Il s'agit de faire une condensation la plus ouverte possible afin de cataloguer les principaux thèmes de l'analyse. Pour ce faire, le narratif des participants a été reconstruit pour se pencher sur les unités de sens ainsi que sur le fil conducteur présent dans l'entretien au regard de leur parcours d'engagement social. Concrètement, cette condensation « sémantique » s'est réalisée à la fois avec un questionnement ouvert et dirigé. Le questionnement ouvert nous a permis d'identifier les thèmes émergents à partir d'une démarche inductive. La condensation dirigée s'est inscrite, quant à elle, dans une démarche déductive, guidée par des thèmes extraits de notre cadre théorique. Cette immersion dans les données permet de découvrir de nouveaux concepts ou hypothèses de travail et d'analyse.

Pour organiser et structurer ces analyses, des fiches analytiques ont été élaborées pour chacun des entretiens afin de relever l'intrigue et les thèmes principaux des récits de vie. Les séquences temporelles des répondants ont été intégrées dans ces fiches analytiques pour distinguer

le récit du discours. Le récit correspond à la construction d'une réalité chronologique des événements passés, tandis que le discours réfère aux arguments et aux représentations sociales de l'individu (Varro, 2008). Cette thèse cherchera alors à analyser « la matérialité du langage » (Varro, 2008) en se concentrant davantage sur le récit pour comprendre les actions de l'engagement des jeunes adultes. Varro (2008) propose en ce sens de rendre compte de la temporalité dans les entretiens biographiques en appréhendant des allers-retours entre le récit de l'enquêté (ensemble de séquences organisées dans le temps) et son discours (produit dans le dialogue avec l'enquêteur). Cette opération est possible lorsque le chercheur saisit « les marques formelles du passage du sujet et du temps » sur le plan grammatical (Varro, 2008). Cette perspective analytique permet non seulement de retracer les séquences des événements, mais également de les analyser à l'aune de la subjectivité des participants. Ainsi, pour chaque participant, une analyse biographique a été rédigée pour relever les thèmes, les processus et les événements sociohistoriques marquants au sein de son parcours de vie.

L'analyse horizontale

Par la suite, l'analyse horizontale est l'étape qui assure une comparaison entre les différentes sources empiriques afin de relever des thèmes qui les relient. L'étape de la catégorisation a pour but de faciliter la comparaison des unités de sens entre les matériaux retenus pour explorer les conditions sociales, culturelles et symboliques du phénomène à l'étude (Gaudet et Robert, 2018). Concrètement, à l'aide du logiciel d'analyse qualitative *NVivo*, il convient de condenser les données et de regrouper les thèmes relevés lors de l'analyse verticale. Cette théorisation en progression consiste à réduire et à synthétiser l'information entre les divers matériaux empiriques pour faire émerger les éléments pertinents par rapport à la question de

recherche. Il s'agit dès lors de créer des « catégories conceptualisantes » de manière inductive pour dégager le sens du phénomène à l'étude (Paillé et Mucchielli, 2012).

L'analyse théorisante

Pour terminer, l'analyse théorisante permet, quant à elle, de tendre vers une généralisation théorique à partir d'une triangulation des données recueillies à la recension des écrits élaborés subséquentement. Ce retour à la théorie et à la documentation scientifique permet de soulever de nouvelles observations en fonction de ce qui est connu empiriquement (Savoie-Zajc, 1997). Pour élaborer ce type de théorisation, une analyse typologique sera privilégiée pour témoigner à la fois les processus structurels ainsi que les attitudes et les comportements des individus (Schnapper, 2010). Selon cette auteure, la typologie est un instrument riche pour le sociologue qui lui permet de « substituer à l'incohérence du monde humain des relations intelligibles ». Elle a donc pour vertu de mettre en lumière les relations entre les phénomènes globaux et singuliers (Schnapper, 2010).

Pour assurer ce degré d'analyse, il convient d'effectuer une construction théorique de la réalité en isolant les éléments les plus significatifs des trajectoires d'engagement des jeunes, pour ensuite les accentuer. Il est alors impossible de retrouver empiriquement ces idéaux puisqu'ils sont des utopies. Cette typologie permettra alors de saisir la logique des conduites et de montrer que, selon leur proximité avec un des types élaborés, les individus adoptent systématiquement une série de conduites et de discours (Schnapper, 2010). Elle facilite la comparaison des différentes trajectoires d'engagement et favorise une explication sociologique du phénomène en fonction de l'individu et sa subjectivité dans un contexte historique. La construction de catégorisation des processus d'engagement permet de présenter les différentes trajectoires typiques des jeunes en

fonction de leurs pratiques d'engagement concrètes, de leur moteur d'engagement et des lieux d'engagement privilégiés. Ces catégorisations permettront de cerner dans le temps le rôle des organisations citoyennes sur les trajectoires d'engagement.

5.11 Les limites méthodologiques

Finalement, certaines limites méthodologiques sont inhérentes à cette recherche. Tout d'abord, il est question du « problème de l'INM ». Les jeunes rencontrés résident pour la plupart à Montréal ou dans ses agglomérations (Laval, Longueuil, Boucherville et Saint-Jean-sur-Richelieu). Il est donc difficile dans ce contexte de dresser un portrait exhaustif de l'engagement des jeunes Québécois. L'analyse semble plutôt documenter les processus d'engagement des jeunes Montréalais³.

Par ailleurs, l'École d'été dure trois jours. Nous avons donc rencontré des jeunes qui avaient le temps de participer à cette activité, qui pouvaient s'absenter de leur travail ou encore qui avaient l'occasion de participer à l'École d'été dans le cadre de leur milieu de travail⁴.

L'INM, sous sa formule « informer, débattre, proposer », attire également des jeunes interpellés par des formes d'engagement plus formelles et institutionnelles. Plus encore, le lieu de recrutement de l'INM se fait généralement à travers des organisations (aile jeunesse d'un parti

³ Étant donné que certains jeunes ne résident pas à Montréal (p. ex., à Gatineau), nous avons décidé de conserver les jeunes Québécois comme échantillon.

⁴ Puisque l'inscription est généralement payée par des organisations en partenariat avec l'INM, la question financière n'a pas été considérée comme étant un frein à la participation des jeunes.

politique, association étudiante, organisme communautaire). Les jeunes non affiliés ont alors moins de chance de se retrouver dans cette recherche.

En conséquence, il est difficile de produire une analyse générale et représentative qui rend compte de l'entière du phénomène de l'engagement des jeunes Québécois au prisme des organisations citoyennes, seulement en s'attardant à l'INM comme lieu de recrutement pour les raisons explicitées ci-dessus. Nous avons tout de même tenté de produire une analyse la plus juste en considération de ces limites méthodologiques.

Troisième partie : Présentation des analyses

Cette recherche à propos de l'engagement social des jeunes au prisme des organisations citoyennes cherche à répondre à la question : *Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social de jeunes Québécois de 18 à 35 ans ?*

L'objectif premier de cette recherche a été de dresser le portrait actuel de l'engagement social des jeunes, un groupe de la population généralement décrit comme étant apathique et apolitique. Pour ce faire, trois trajectoires d'engagement social ont été élaborées pour saisir l'implication des jeunes au fil de leur parcours de vie en analysant : (1) les actions privilégiées, (2) les organisations citoyennes fréquentées et (3) le moteur de l'engagement. Il a donc été question d'identifier les différentes caractéristiques qui distinguent les processus d'engagement social à travers les parcours de vie des jeunes participants.

Le deuxième objectif de cette recherche est de relever l'impact des différentes organisations citoyennes et des divers espaces sociaux sur ces trois catégories d'engagement. Cette recherche vise ainsi à comprendre l'engagement social des jeunes de manière diachronique pour saisir l'influence des organisations citoyennes sur leur trajectoire participative. Enfin, dans le cadre de cette recherche, les trois catégories relevées d'engagement sont : (1) la *carrière politique*, (2) le *communautaire* et (3) le *projet de soi*.

La première trajectoire d'engagement : la carrière politique

La première trajectoire d'engagement se caractérise par un engagement de type *timbre*, c'est-à-dire une implication exigeante qui se déroule à long terme. Ces jeunes s'engagent dans des organisations sociopolitiques qui offrent des leviers institutionnels pour influencer, revendiquer et mobiliser les membres qu'elles représentent. L'engagement politique a donc pour but d'agir sur les structures et sur la politique dans l'optique d'améliorer le bien commun.

La deuxième trajectoire d'engagement : le communautaire

La deuxième trajectoire d'engagement s'articule dans les organisations qui offrent une hiérarchie horizontale et des leviers institutionnels pour agir sur des enjeux sociétaux. Les jeunes de cette trajectoire investissent des organisations issues de la société civile pour intervenir collectivement sur des enjeux sociaux, tout en conservant leur identité personnelle et leur voix singulière. Ainsi, ces jeunes privilégient le milieu associatif puisqu'il leur permet de s'engager efficacement à l'échelle locale. L'objectif de leur implication est de porter des causes sociales dans l'espace public pour sensibiliser à la fois la société civile ainsi que les structures démocratiques. Pour être en cohérence avec leur discours, ces jeunes s'engagent également à travers leur mode de vie, par exemple par l'achat responsable ou encore le végétarisme. Finalement, la justice sociale correspond à la motivation de l'engagement de ces jeunes.

La troisième trajectoire d'engagement : le projet de soi

La dernière trajectoire d'engagement se caractérise par l'engagement *post-it*. Il s'agit d'une implication par projet de courte durée dont le but est d'obtenir des résultats très concrets dans l'environnement immédiat. Distanciés des organisations et des groupes organisés, ces jeunes

privilégient un engagement individualisé pour contribuer à la fois au destin commun et à l'expression de leur individualité. Pour ce faire, ils mettent sur pied un projet d'entrepreneuriat social pour agir sur le cadre économique de manière à rester en cohérence avec leurs valeurs et leur identité personnelle.

Chapitre 6 : La première trajectoire d'engagement :

la carrière politique

Dans le cadre de cette recherche, trois jeunes s'inscrivent dans la trajectoire *carrière politique*, soit Valérie, David et Alexandre. Afin de bien comprendre leur engagement politique, j'ai cerné cinq caractéristiques qui distinguent cette trajectoire d'engagement.

La première caractéristique est l'adoption d'un engagement *timbre*, c'est-à-dire une implication sur une longue période, et ce, de manière intense (Ion, 2012). La deuxième caractéristique est liée aux sentiments de fidélité et de loyauté envers leur milieu d'implication. C'est ainsi que ces jeunes adhèrent sans hésitation aux valeurs de l'organisation et font passer le groupe avant leurs intérêts personnels. Le troisième élément qui distingue cette trajectoire est le fait que ces jeunes s'engagent surtout dans des organisations sociopolitiques telles que les associations étudiantes et des partis politiques à titre de bénévoles ou de travailleurs. Ils préfèrent ainsi s'impliquer dans des organisations plus hiérarchiques qui possèdent un mode de fonctionnement structuré. La quatrième caractéristique de cette trajectoire correspond au travail de porter les revendications dans l'arène politique. Pour ces jeunes, le changement social passe par l'accès au pouvoir et aux leviers institutionnels. La cinquième et dernière caractéristique de cette trajectoire correspond au moteur d'engagement, qui est la cause du bien commun. Cette trajectoire d'engagement est alors intitulée *carrière politique* puisque ces jeunes s'impliquent dans des organisations qui représentent des membres dont le mandat est d'influencer et d'agir dans le domaine politique.

6.1 Les cas de la trajectoire *carrière politique*

Valérie

Valérie (32 ans) vit ses premières expériences d'engagement au secondaire. Par exemple, pour conserver son équipe sportive que la direction scolaire menaçait d'abolir, Valérie organise une pétition. Elle s'implique également au cours de cette période comme entraîneuse dans des équipes de soccer. Elle fait aussi du bénévolat auprès de jeunes en difficulté et à la radio étudiante. L'engagement de Valérie s'intensifie lors de ses études aux cycles supérieurs. En effet, au cours de la première réunion de son programme d'études, Valérie est sollicitée par ses pairs pour un premier mandat dans son association étudiante. Elle est alors élue par acclamation. Pendant son mandat, elle organise une manifestation à Québec. Le taux de participation est très élevé, ce qui valide sa capacité à mobiliser des gens. Elle coordonne ensuite, avec différents acteurs, plusieurs manifestations pendant le mouvement étudiant de 2012. De 2011 à 2012, l'engagement de Valérie est très exigeant et « prend toute la place dans sa vie ». Valérie abandonne ses études, après le mouvement étudiant, pour entamer une nouvelle carrière dans le domaine des communications. Elle vit également une rupture avec son conjoint de l'époque. Par la suite, elle pose sa candidature pour un parti politique, mais elle n'est pas élue.

David

David (25 ans) commence son implication dans le scoutisme à 9 ans. Il s'engage à titre de bénévole dans une foule d'activités au sein de cette organisation, notamment pour la Guignolée et les paniers de Noël. Cinq ans plus tard, David s'inscrit dans les Cadets, car il apprécie la discipline et la structure de l'organisation. Les Cadets deviennent un autre endroit où il donne beaucoup de son temps pour s'impliquer. C'est au cégep qu'il rédige des articles dans le journal local pour

contester des projets de développement urbain. Puis, à 20 ans, David rencontre un kiosque de recrutement d'un parti politique au cégep et décide de donner son nom pour s'impliquer. Il reçoit quelques semaines plus tard un appel du parti, qui le sollicite davantage. L'année suivante, David s'engage politiquement de manière très intense. Il obtient différents postes et évolue rapidement dans l'aile jeunesse du parti. Il fait énormément de réseautage pour recruter de nouveaux membres lors de ces mandats. Il décide de faire le tour du Québec à ses frais pour solidifier sa base électorale. Au cours de cette même année, David est sollicité par le maire afin de créer un comité municipal jeunesse pour élaborer des propositions politiques. En parallèle, David s'implique dans un autre parti politique pour recruter de nouveaux membres et pour renouveler les membres actuels. Il fait du porte-à-porte, parle aux gens, organise des soupers de financement et des conférences. David est encore sollicité à 24 ans par la permanence du Forum jeunesse de son secteur pour siéger au conseil d'administration. Il accepte de s'y impliquer puisque le comité jeunesse de sa ville cesse ses activités. Aujourd'hui, il travaille à titre de député.

Alexandre

Alexandre (24 ans) entame sa trajectoire d'engagement social au secondaire lorsqu'il participe à un programme pour faciliter l'intégration des nouveaux élèves du secondaire. Alexandre et ses amis se proposent en croyant qu'il serait « le fun de donner au suivant ». À son arrivée au cégep, Alexandre est sollicité par un ami pour s'engager dans l'association étudiante de son programme. Quelques semaines plus tard, une étudiante fait une présentation dans la classe d'Alexandre pour inviter les élèves à l'assemblée générale de l'association étudiante de l'école. C'est alors qu'il intègre de manière très intense cette autre association étudiante de son école. À 20 ans, Alexandre déménage à Montréal, à la suite d'une demande de son ami, pour s'impliquer dans

une des associations étudiantes. Son engagement l'occupe à temps plein, d'autant plus qu'il arrive lors du mouvement étudiant de 2012. C'est lui qui s'occupe de l'organisation des mobilisations ainsi que des affiliations avec différents acteurs de la société civile. En 2012, il arrête son implication et décide de retourner aux études. Après un an, il se fait solliciter par ses colocataires pour travailler dans un parti politique dans le but de stimuler la participation des jeunes. Alexandre croit qu'il a été sollicité pour ses « talents d'organisation ». L'année suivante, il reçoit un appel d'un ami qui travaille pour un parti politique afin d'exécuter des tâches similaires à ce qu'il a accompli auparavant. Il poursuit en 2013 ses études en littérature et pense avoir trouvé sa voix.

6.2 Les caractéristiques de la trajectoire *carrière politique*

6.2.1 *La première expérience d'engagement politique*

Avant de présenter en détail les différentes caractéristiques de la trajectoire *carrière politique*, je vais d'abord explorer les premières expériences d'engagement politique des jeunes de cette trajectoire. Pour ces jeunes, l'engagement arrive souvent par le biais d'évènements contingents et de manière anodine.

Dans le cas de Valérie, son implication débute aux cycles supérieurs à un moment où elle vit beaucoup d'isolement. Elle affirme avoir reçu un courriel intempestif qui l'informe du manque d'un représentant des cycles supérieurs dans sa faculté. Comme elle « s'ennuie », Valérie décide d'aller à cette rencontre étudiante. Elle est alors sollicitée par ses pairs pour siéger au comité de son programme. Une sollicitation qui n'est pas sans lien avec le fait qu'elle se fait remarquer par sa capacité à s'exprimer et à prendre les devants. Ce tournant dans la trajectoire d'engagement de Valérie marque le début de son parcours au sein du mouvement étudiant.

L'engagement politique de David débute, quant à lui, lorsqu'il remarque, en sortant de son cours au cégep, une assemblée d'un parti politique. Il est sollicité pour prendre part à un important rassemblement de l'organisation dans son école. David soutient avoir vraiment « tripé » pendant cet événement et en conserve un très bon souvenir. Six mois plus tard, il croise encore à son cégep un kiosque de ce parti; il décide donc de donner son nom pour s'impliquer. C'est alors qu'il reçoit un appel deux semaines plus tard : « Ils me disent : “Ça te tente-tu d'aller à un gros congrès ?” Là, c'était à Québec. J'ai dit : “Ah bien, bien oui, pourquoi pas ?” Il y avait une course de la direction, des jeunes puis tout ça. » Cette expérience est pour David « une grosse découverte » : il est fasciné par ce milieu politique. C'est à ce moment que l'engagement politique de David se matérialise.

Dans le cas d'Alexandre, il entame son engagement à la suite de la sollicitation d'un ami dans l'association étudiante du cégep. Au cours de la même année, une étudiante vient faire une présentation en classe afin d'inviter les élèves à l'assemblée de l'association étudiante de son établissement. La pizza est gratuite et Alexandre a oublié son repas. Il décide donc d'y participer et y découvre un monde qu'il ne connaissait pas. Les gens sont en train de « s'arracher la tête » et Alexandre ne comprend pas de quoi ils discutent, mais il est captivé par le déroulement de cet événement. Alexandre soumet sa candidature et il est élu. À partir de ce moment, sa trajectoire d'engagement bifurque et il est propulsé dans le mouvement étudiant.

L'école joue un rôle dans la trajectoire d'engagement politique puisque ce milieu correspond à un lieu de recrutement pour les partis politiques et à une occasion d'implication dans une association étudiante. Ces premières expériences d'engagement politique arrivent subitement et prennent rapidement toute la place dans la vie des jeunes. L'événement qui les pousse vers l'engagement politique arrive toujours par hasard. Or, il est difficile de prédire le tournant de leur

trajectoire d'engagement étant donné la nature contingente de cette entrée. Pour Valérie, c'est un courriel intempestif; pour David, un kiosque au cégep; et pour Alexandre, l'offre de pizza un jour où il avait oublié son repas. Ce sont des individus curieux de nature, ce qui fait qu'ils ne se laissent pas intimider par le « jargon » de ces organisations politiques. Aussi, ce sont des jeunes avec une grande sociabilité. Le mode électoral n'est pas un frein à leur engagement, car ils sont capables de rallier les gens et de survivre aux jeux de coulisses.

Il est important de mentionner que le contexte politique a joué un rôle important dans la trajectoire de ces trois jeunes adultes. Le mouvement étudiant de 2012 a permis à Valérie et à Alexandre de s'impliquer intensément dans leur association étudiante au cours d'une période d'effervescence politique. Pour David, il est entré dans un parti politique à un moment où il était en pleine reconstruction. Ce contexte a constitué une occasion pour David de se tailler une place comme leader dans l'organisation. Ces premières expériences d'engagement politique ont permis à ces trois jeunes d'acquérir des compétences et des connaissances essentielles pour la suite de leur trajectoire d'engagement politique. Ils ont été appelés à mobiliser des gens, à organiser des manifestations, à prendre d'importantes décisions et à négocier avec différents acteurs de la société civile. Sans ce contexte particulier, ces individus n'auraient probablement pas eu un parcours d'implication aussi riche.

6.2.2 L'engagement timbre

La première caractéristique de l'engagement politique des jeunes de la trajectoire *carrière politique* est la durée de leur implication, qui se déroule à long terme de manière très intense. À la lumière des travaux d'Ion (2012), il s'agit d'un engagement de type *timbre* puisque ces jeunes donnent beaucoup de leur temps pour s'impliquer et restent fidèles à leur implication, même en

périodes difficiles. Ces participants soutiennent à ce sujet que leur engagement politique est généralement un travail à « temps plein ». Ainsi, tout leur parcours de vie est orienté en fonction de leur trajectoire d'engagement. Valérie nous explique concrètement comment son engagement dans les associations étudiantes « a pris toute la place » et a influencé les autres trajectoires de sa vie :

« C'est comme un job à temps plein, c'est-à-dire qu'on doit encore être étudiant. Il faut suivre au moins un cours. Il y en a qui vont suivre un cours à distance. Au doctorat, j'étais comme en arrêt. J'étais en rédaction pendant un bout de temps, puis je me suis retirée, puis j'ai juste arrêté et puis je suivais des cours pas rapport en droit. Mais c'est ça que j'ai fait pour rester étudiante, pour garder mon poste. Mais c'est impossible de faire le travail qui est exigé des associations et d'être étudiant à temps plein. Il n'y a personne qui est capable de faire ça : c'est impossible. » (Valérie)

Étant donné qu'ils consacrent énormément de temps à leur implication, ces jeunes modifient leur mode de vie en fonction de leur engagement. Par exemple, David avoue qu'il conçoit son travail uniquement comme un moyen de « mettre du pain sur la table ». Le travail lui assure donc une stabilité financière qui lui permet de poursuivre son engagement. Par ailleurs, le choix du lieu de l'emploi est fait en fonction de son engagement. L'objectif est de se trouver un emploi près de son domicile, car le temps qu'il économise sur le transport peut être transféré à son implication.

Ainsi, les nombreuses heures données à leur engagement ont d'importantes conséquences sur les vies personnelle et professionnelle de ces jeunes. Il est en effet difficile pour eux d'arriver à un certain équilibre entre leurs différentes trajectoires en raison de l'intensité de leur implication. Leur engagement demande ainsi plusieurs sacrifices personnels importants allant jusqu'à

compromettre leurs relations sociales et leur emploi. Ils nous ont confié concrètement avoir perdu leur emploi, vécu un divorce, retardé leur trajectoire scolaire ou encore souffert de situations économiques difficiles. À titre d'exemple, David reconnaît avoir perdu son emploi en raison de son implication trop prenante :

« Je pense que j'ai perdu mon emploi à cause de ça, l'autre, là. Parce que j'étais tellement fatigué que je n'étais plus productif au bureau. Je pense que c'est ça, là. Parce que c'est sûr, je veux dire, quand tu te couches à minuit et que tu te lèves à 5 h du matin, puis tu fais ça sans arrêt... Puis, je me disais toujours que si ce n'est pas moi qui le fais, eh bien, il n'y a personne qui va le faire. Ça fait que... (Rires) Puis, je considérais ça comme vraiment nécessaire, puis... Je ne le regrette pas, mais je dirais que, si ça se reproduisait, je ne le referais pas, par exemple. C'est parce que quand je me suis embarqué, je savais que c'était beaucoup de travail. [...] En fait, tu le sais... tu ne le réalises pas tant que tu ne le vis pas, tu sais. Puis, une fois que tu es dedans, eh bien, moi, je me dis je vais jusqu'au bout, tu sais. Puis, on travaille ça, là. »
(David)

L'engagement politique est pour ces jeunes très intense et exigeant. Ils soutiennent ainsi que leur engagement nécessite un important « sacrifice de soi » qui passe sur le plan de la conciliation travail-famille-amis-loisirs. Selon David, pour s'engager, l'individu doit faire des choix. Il doit renoncer à certaines activités et savoir gérer son temps :

« Un autre obstacle, ça pourrait être financier, dans le sens que... je trouve que, dans le fond, quand tu fais le choix de t'impliquer socialement, eh bien, tu fais le choix de laisser d'autres choses de côté. Tu sais, ça peut être laisser de côté ta famille un peu ou ça peut être laissé de côté tes amis, ton travail, tes études. Ça fait que ça coûte quelque chose, de s'impliquer. » (David)

La notion de « sacrifice » jalonne et caractérise la trajectoire d'engagement de ces trois jeunes adultes. Ils valorisent, à travers leur récit, le groupe aux dépens de l'individu. Comme un bon capitaine, ces jeunes comprennent qu'il est important de faire passer l'équipe en premier. L'individu s'oublie au nom de la cause et du bon fonctionnement du groupe. À ce sujet, Valérie mentionne que sa mère pense qu'elle a le syndrome de mère Teresa puisqu'elle aide beaucoup les gens, souvent au détriment de son propre bien-être. Par exemple, elle donne de l'argent à une amie dans le besoin à un moment où elle éprouve d'importantes difficultés financières. Ces jeunes se sentent donc responsables d'agir pour améliorer le bien commun. Simultanément à ce sentiment, ils ont l'impression d'être les plus compétents à accomplir le travail d'engagement :

« Mais je ne sais pas si je serais capable de différencier le souci de prendre soin des autres et l'implication. Parce que, pour moi, je l'ai fait parce que je pensais – ça a l'air un peu *funny* – que c'était comme un peu un sacrifice personnel parce que je pensais que j'étais la seule qui pouvait le faire à ce moment-là. Puis, c'est drôle parce que c'est souvent des hommes qui vont faire ça. Ils vont dire : “Je suis le seul qui peut faire ça, alors je me lance.” Moi, c'est un peu ça qui a fait que je me suis présentée. Parce que les femmes, habituellement, il faut les sortir. »
(Valérie)

Valérie présente bien cette idée du dévouement et du sacrifice à travers son engagement politique dans l'association étudiante. Ce sentiment de responsabilisation pousse ces jeunes à se donner pour la cause, malgré les difficultés de l'engagement et les impacts négatifs sur leur vie. Leur implication est perçue comme un combat. Lorsqu'ils s'impliquent, ces jeunes acquièrent un sentiment d'épanouissement personnel, mais ils s'engagent surtout pour assurer la réalisation du projet social. La trajectoire *carrière politique* se caractérise alors par son intensité et par le nombre

d'heures données pour la cause. L'engagement politique exige pour ces jeunes d'importants sacrifices et un dévouement personnel au nom de la cause.

6.2.3 La socialisation des organisations formelles

À un très jeune âge, ces jeunes fréquentent des organisations jeunesse et sportives comme les Cadets, les scouts ou encore l'équipe de soccer. Il s'agit d'une première expérience d'engagement qui est marquée par une socialisation à l'esprit d'équipe, au cadre et à une certaine hiérarchie. Il apparaît que ces organisations de type formel ont permis à ces jeunes d'intégrer très tôt cette idée du dévouement, de l'importance du groupe et de l'implication à long terme.

Par exemple, David a été façonné par la vision des scouts qui valorise une implication dans la communauté au service du bien commun. Le scoutisme amène ainsi les jeunes à voir leur engagement comme un « devoir envers les autres ». Les Cadets ont aussi été pour David un lieu d'apprentissage important. Cette expérience lui a notamment appris à atteindre des objectifs et à respecter l'ordre établi. Elle lui a aussi permis d'apprendre à gérer des groupes, les tensions ainsi qu'à se présenter devant eux avec confiance.

L'expérience de Valérie comme capitaine d'équipe de soccer lui a permis d'acquérir des compétences essentielles au travail d'équipe telles que coordonner un groupe, gérer les conflits et se présenter devant un groupe.

Ces organisations jeunesse et sportives ont été pour ces jeunes des lieux d'apprentissage à la citoyenneté active et au vivre-ensemble (Bjenk et Hamel, 2000). David explique en ce sens que

les compétences acquises à travers les Cadets et les scouts lui ont été très utiles lors de son engagement dans l'aile jeunesse d'un parti politique :

« C'est une expérience qui a fait en sorte qu'après ça, en politique, j'étais capable de m'occuper des gens, de dire : "Toi, fais donc ça; toi, fais ça puis tout ça". Puis, admettons qu'on organise un évènement, je sais présenter. Quand je présente devant du monde, je ne *shake* pas comme ça, tu sais. (Rires) Je suis moins stressée. Pour ce côté-là, je pense que ça m'a beaucoup aidé. Et puis, gérer des ressources humaines, par exemple... Ça ne paraît pas, mais c'est toujours de la gestion de ressources humaines, je trouve. Dans les Cadets, il y a des gens qui ne s'aiment pas dans les petits groupes. Ce n'est pas parce que tes amis sont là que tout va bien... C'est comme dans une équipe de hockey : il y en a qui ne s'aiment pas dans la même équipe. La politique, c'est la même chose. Donc, ça continue tout le temps, puis en étant tout le temps un peu responsable de ça, tu gères les tensions entre les personnes aussi là-dedans. » (Valérie)

Au fil de leur récit, Valérie et David tissent des liens avec leurs premières expériences d'implication, car elles ont façonné leur vision actuelle du leadership et de l'engagement. Concrètement, Valérie dresse des parallèles entre les domaines politique et sportif pour expliquer comment elle construit une équipe politique comme une équipe sportive. Valérie est une personne très rassembleuse et elle soutient, tout comme David, être capable de faire travailler en équipe des forces opposées. Elle fait ainsi une comparaison très intéressante entre le choix des alliés politiques et sa position de défenseuse au soccer :

« Eh bien, c'est ça... C'est un peu ça. C'est des gens en qui je pense avoir confiance. Des gens qui se sentent compétents. Des gens qui ont des expériences. Pour moi, c'est ça. Même au soccer, c'est ma position

– je suis le dernier défenseur, alors je vois comment ça se joue. Je vois qui joue quoi et je suis capable de voir où se préparent les jeux. Pour moi, c’est un peu la même chose que de faire une *game* politique. C’est placer des pions et voir comment ils réagissent, puis pouvoir dire : “Là, on était faibles, puis on va mettre un peu plus de place à droite.” Pour moi, c’est une stratégie, une *game* d’échecs. C’est un jeu de soccer. »
(Valérie)

Les organisations fréquentées par ces jeunes leur ont inculqué des valeurs essentielles à l’engagement politique telles que l’esprit d’équipe, le sacrifice de soi et le respect des structures. Plus encore, ces milieux ont inculqué à ces jeunes l’implication sur une longue période au sein d’organisations assez structurées. Finalement, grâce à une éducation par le jeu et par les loisirs, les organisations jeunesse et sportives ont donné le goût aux jeunes de la découverte et de prendre des initiatives, des qualités qui les amèneront à se faire connaître dans divers milieux d’implication (Seyrat, 2007).

6.2.4 L’engagement affilié

La deuxième caractéristique de l’engagement politique renvoie au fait d’être *affilié* au groupe d’implication dans lequel ces jeunes donnent tout leur temps. Contrairement à l’engagement *affranchi*, ces jeunes se sentent responsables de leur milieu d’implication (Ion, 2012). Par conséquent, ils intègrent sans problème les valeurs des organisations sociopolitiques à travers leur engagement et développent un réel sentiment d’appartenance à celles-ci. Ces jeunes ont ainsi de la difficulté à refuser une invitation à s’impliquer. Par exemple, lorsqu’Alexandre est sollicité pour s’engager, il ne dit jamais non, par loyauté :

« Je suis un gars extrêmement loyal. Puis, le principe de frère d'armes, de famille, je trouve ça très important. Puis, lorsqu'un ami me demande quelque chose, je ne peux pas le lui refuser. Puis, je me dis "Ça va être un défi, ça ne sera pas plaisant, mais, dans un an, on pourra en rire, puis ça va être fini. » (Alexandre)

C'est alors la solidarité au groupe qui prévaut puisque ces jeunes perçoivent leur milieu d'implication comme leur nouvelle famille. Selon Hamidi (2002), ces milieux constituent dès lors un espace de construction identitaire qui permet aux jeunes de se sentir appartenir à un groupe. Cet attachement les pousse en quelque sorte à mener des projets à terme, alors que leur trajectoire professionnelle ne leur offre pas toujours cette possibilité. L'engagement constitue ainsi un levier d'intégration et de réponse devant la désaffiliation que peuvent éprouver les jeunes. Ils se voient désormais comme des acteurs à part entière de la société civile, capables d'agir sur la société.

Cette affiliation aux organisations et au projet d'engagement s'observe notamment dans l'intensité des liens sociaux entre les membres. Par conséquent, ils créent des réseaux d'individus engagés qui favorisent l'implication de ces jeunes. Ils se font ainsi grandement solliciter par ce réseau, qui intensifie leur trajectoire d'engagement. Par exemple, Alexandre tisse des liens à travers l'association étudiante. Ce réseau d'amis engagés qu'il développe pendant son implication le sollicitera tout au long de son parcours. Il soutient à ce sujet que, lorsqu'il a déménagé à Montréal pour son engagement, il a été accueilli dans un appartement composé d'anciens membres de l'association étudiante. Il s'agit ainsi d'une tradition d'héberger les anciens membres pour offrir à ce réseau un lieu dans lequel ils se sentent à l'aise :

I : « Oui, d'ailleurs, je ne te l'ai pas demandé tantôt, mais quand tu es arrivé, comment as-tu choisi ton premier lieu d'habitation avec tes colocataires? Étaient-ce des gens que tu connaissais? »

Alexandre : « Oui, c'étaient tous des anciens de l'association étudiante. Eux cherchaient un autre endroit, puis l'appartement qu'on avait là, c'était celui des anciens de l'association étudiante. On a juste repris l'appartement. »

I : « C'est un réseau? »

Alexandre : « Oui, c'est toujours ça. Puis, cette année, on a accueilli des gens de l'association étudiante, en tout cas. Le principe de famille. »

Grâce à ces groupes, ils ont accès à diverses occasions d'implication. Ainsi, ces jeunes sont de plus en plus sollicités en raison de leurs compétences techniques, qu'ils développent au cours de leur trajectoire d'engagement. Alexandre affirme qu'après le mouvement étudiant, il a été recruté par son réseau surtout pour ses compétences d'organisateur et de mobilisateur. Valérie s'est fait, quant à elle, élire à différents postes au sein d'associations étudiantes grâce à sa capacité de s'exprimer devant un groupe. Elle a réalisé plusieurs discours qui lui ont permis de se faire connaître dans le milieu militant : « Là on commence à me craindre un peu parce que, quand je parle, les gens écoutent. » David a aussi été sollicité pour recruter de nouveaux membres d'un parti politique puisqu'il s'est fait remarquer précédemment par sa capacité à mobiliser plusieurs personnes. Enfin, les jeunes développent un important réseau d'individus très engagés dans les organisations sociopolitiques, ce qui contribue à intensifier leur engagement politique.

6.2.5 Les organisations sociopolitiques

La troisième caractéristique de cette trajectoire d'engagement correspond aux lieux d'engagement privilégiés par ces jeunes. Contrairement aux jeunes suivant les deux autres

trajectoires, ces jeunes donnent de leur temps majoritairement dans des organisations sociopolitiques telles que les associations étudiantes et des partis politiques, à titre de bénévoles ou de travailleurs. Ils s'impliquent alors dans des organisations plus hiérarchiques qui possèdent un mode de fonctionnement structuré. Il s'agit de milieux qui ont pour objectif de représenter des groupes de la société civile. Ces organisations sociopolitiques offrent également des leviers institutionnels pour participer au débat public et pour influencer les instances démocratiques. Elles permettent de diffuser des messages politiques et de positionner les jeunes sur des enjeux sociétaux. En leur donnant une voix dans l'arène politique, ces organisations constituent dès lors des milieux de pouvoir au sein desquels les jeunes peuvent proposer des solutions structurelles. C'est dans ces espaces que les jeunes de cette trajectoire arrivent à mener des luttes pour transformer les instances démocratiques et la politique.

Les organisations qu'ils fréquentent valorisent le principe de la démocratie représentative, car elles proposent notamment des processus démocratiques pour sélectionner leurs nouveaux membres et des procédures telles que le Code Morin pour encadrer le fonctionnement. Ces milieux sont donc régis par des règles, des normes et des valeurs que chaque individu du groupe prône. Par conséquent, les jeunes de cette trajectoire n'éprouvent aucune difficulté à adopter la culture et la langue commune de ces organisations (Ion, 2012). Ces milieux se caractérisent en ce sens par une forte sociabilité. Il y a des liens sociaux importants qui se tissent entre les individus qui convoitent ces organisations.

Il apparaît, comme il a été mentionné subséquentement, que ces jeunes ont été socialisés dans ce type d'organisations formelles. Les organisations sociopolitiques leur sont accessibles et leur permettent d'agir avec une certaine aisance. Ils sont désormais très à l'aise à s'engager au sein

de ces milieux. Ces jeunes adhèrent aux valeurs des organisations sociopolitiques et leur restent très fidèles pour le bien de la cause. L'institution est respectée puisqu'elle est considérée comme la meilleure courroie pour porter une cause. Ainsi, la cause est perçue comme étant plus importante que l'organisation. David soutient à ce sujet que « la cause passe même avant; elle passe quand même avant le groupe, je dirais ».

6.2.6 L'action sociale : la mobilisation

L'engagement de ces jeunes se démarque d'autre part par sa capacité à mobiliser les gens sous une même cause pour porter ses revendications dans l'arène politique. Cette quatrième caractéristique de la trajectoire *carrière politique* s'observe concrètement lorsque Valérie et Alexandre organisent plusieurs manifestations dans le contexte du mouvement étudiant de 2012, alors que David arrive à mobiliser un nombre faramineux de nouveaux membres dans l'aile jeunesse de son parti politique. Ces jeunes travaillent à convaincre différents acteurs clés de la société civile de créer une mobilisation sociale. À titre d'exemple, Valérie explique qu'elle comprend le pouvoir du réseautage pour acquérir des ressources lors de mobilisation :

« Moi, j'avais compris, par exemple, que si j'allais prendre une bière avec tel représentant et que je lui disais assez d'arguments, lui allait convaincre la moitié du monde. Je n'avais pas besoin de leur parler et je pouvais aller parler à d'autres personnes. »

Ces jeunes se démarquent alors par leur capacité de persuader les gens à s'engager pour leur cause. Ils se distinguent en effet par leurs compétences de négociation et d'influence auprès d'acteurs sociaux, d'institutions et des politiques. Ils possèdent des capacités communicationnelles qui leur permettent de formuler des revendications claires et rassembleuses. Une grande partie de

l'engagement de David est de rencontrer plusieurs individus sur le terrain et de prendre le temps de connaître leur position, pour ensuite les convaincre de s'impliquer. Valérie arrive, quant à elle, à créer un engouement pour sa candidature dans le mouvement étudiant grâce à sa capacité de s'exprimer avec confiance devant un public. Ils sont habiles à partager des messages de revendication qui unissent les gens pour agir collectivement dans le même sens. Alexandre explique qu'une partie de son mandat consistait à aller chercher l'appui de différents alliés politiques pour créer une force sociale dans le débat public. C'est grâce à ses capacités de persuasion et de création de liens de confiance qu'il est en mesure d'obtenir le soutien de groupes syndicaux, de partis politiques et d'organisations communautaires.

La négociation est aussi centrale dans l'engagement politique des jeunes de cette trajectoire. Par exemple, le travail de mobilisation de Valérie et d'Alexandre consistait à négocier avec différents acteurs de la société, par exemple le gouvernement, pour expliquer et rendre crédible leur projet afin d'influencer les politiques. C'est dans ce contexte que les jeunes de cette trajectoire d'engagement découvrent, au fil de leur parcours, les « jeux de couloirs », c'est-à-dire les manigances et les décisions prises dans l'ombre pour influencer le pouvoir. David affirme bien comprendre cette réalité dans le milieu politique :

« Vous voyez ça à la télévision, les jeux de coulisses, puis les putschs, puis les coups de poignard dans le dos. C'est la même affaire dans les ailes jeunesse. C'est tout un jeu de ça, pour *putscher* un, puis placer l'autre, tout ça pour qui va gagner. On pense que lui ferait mieux la job que l'autre ou encore lui on l'aime mieux, puis tout ça. » (David)

Ces jeunes savent naviguer dans cet environnement de lutte de pouvoir pour se tailler une place. Valérie mentionne avoir bâti une équipe capable d'affronter les différents obstacles dans le

milieu étudiant et les complots possibles. Son objectif était de créer une force politique pour faire avancer les idées lors des prises de décision. La capacité de Valérie d'être stratégique lui a permis d'être reconnue dans son milieu comme étant une personne redoutable et influente. Ces jeunes comprennent très bien l'arrière-scène des organisations sociopolitiques et usent de stratégies pour faire avancer leur cause. Alexandre explique, par exemple, comment son association étudiante a utilisé un enjeu bidon pour préparer l'équipe à la vraie mobilisation :

« Oui. Ce n'est pas un secret de polichinelle. Tu sais, je parlais tout à l'heure du programme canadien de bourses d'étudiant. Oui, on avait ce dossier-là. Mais on savait nous-mêmes que c'était de la pratique. Qu'on devait se pratiquer à organiser une manifestation. C'est quoi, nos façons de mobiliser? Puis, on savait que ça n'allait pas finir par quelque chose. Par une crise constitutionnelle, que Québec allait dire : "Eh bien, là, c'est au fédéral de nous donner..." Puis, on s'attendait bien sûr à ce que les libéraux allaient annoncer une autre hausse des frais de scolarité. Ça fait qu'à partir de tout ce bagage d'expériences, on savait que la grève en 2010-2011, c'était une grève de préparation. Donc, il fallait placer les structures pour nous permettre de créer une mobilisation. S'assurer que nos alliés politiques allaient bien sûr nous suivre lors du déclenchement de la grève. » (Alexandre)

Ils sont habiles sur le terrain hostile de la politique. Ces trois jeunes ont su tirer avantage de ces jeux de couloirs en influençant les décisions, sans compromettre leur position dans l'arène politique. Ils comprennent les rouages, ce qui leur permet d'organiser une mobilisation efficace. Ce savoir organisationnel est très important pour ces jeunes qui s'engagent dans des organisations sociopolitiques pour assurer un changement social en utilisant les leviers du pouvoir.

Ces jeunes assument également, à travers leur engagement politique, un rôle de représentation politique dans la société. Dans un jeu d'équilibre précaire, ils doivent à la fois représenter la vision des jeunes et celle du parti politique ou du mouvement étudiant. Pour David, la réussite de cet enjeu repose sur ses capacités à être sur le terrain, à mobiliser les gens et à prendre le temps de connaître les positions des autres. Valérie s'efforce, quant à elle, de consulter les militants afin de créer un front commun cohérent. Même si l'adhésion au groupe exige l'intégration d'un discours et des manières de faire, ces jeunes tentent de personnaliser leur implication par rapport à leurs expériences et à leurs valeurs. À cet engagement politique stratégique, ces jeunes soutiennent qu'ils s'assurent des relations humaines dans l'organisation. David affirme s'impliquer à la fois dans une perspective d'entraide et d'intérêt. Il soutient avoir donné beaucoup de son temps à écouter et à soutenir les membres de son parti politique pour solidifier leur adhésion au regroupement :

« Ça arrive tout le temps, mais, ce qui arrive souvent, c'est des états d'âme. Comme je dis, c'est vraiment de la gestion de ressources humaines : c'est l'enfer. On m'appelle tout le temps. Tu sais : "Ah, je n'ai pas aimé sa déclaration, aujourd'hui." Puis on jase de la déclaration. Puis là, tu peux jaser 3 heures avec un militant. Puis là, il y en a un autre qui t'appelle. Puis, quand il y a une crise, eh bien là, ça sonne de partout. Les courriels rentrent. (Rires) » (David)

David soutient que plus de la moitié de son engagement politique correspond à de l'entraide et du soutien auprès de ses collègues de l'aile jeunesse. Il apparaît que ces jeunes prennent soin des membres par humanisme, mais aussi par stratégie et au nom de la cause. Ces jeunes sont capables de bien s'entourer et de mettre sur pied une équipe pour mener leur lutte. Le travail d'équipe est pour ces jeunes une approche perçue comme nécessaire afin de mener des mobilisations, malgré

les nombreux déchirements internes. Valérie explique comment elle met à profit l'expertise de ses collègues lors d'une importante rencontre de l'association étudiante pour élaborer un plan d'action :

« C'était : "OK, toi, tu penses que ce serait mieux : pourquoi? Et tu ne penses pas que ce serait mieux ça?" Alors, je leur posais des questions. Pour moi, c'était comme un peu de l'enseignement que je faisais. J'avais une idée évidemment de ce que je voyais pour l'année, mais je ne voulais pas non plus l'imposer parce que, quand tu imposes une idée et qu'on ne te reconnaît pas encore le rôle de leader parce que tu viens d'arriver, c'est des plans, avec des têtes fortes, qu'elles claquent la porte et qu'elles s'en aillent de l'autre côté. Donc, je préférais prendre les choses tranquillement. » (Valérie)

Valérie arrive à lutter contre le travail en vase clos en demandant à toute l'équipe de participer à l'élaboration du plan de travail, ce qui n'a jamais été fait précédemment. Elle déclare à plusieurs reprises dans son discours l'importance de créer un « front commun. Parce qu'on était beaucoup plus forts ensemble que divisés, ou encore en train de s'entredéchirer. » Ces jeunes comprennent et intègrent à travers leur engagement cette idée qu'on va plus vite seul, mais plus loin ensemble. Grâce à leur capacité de travailler en équipe, ces jeunes ont développé, au cours de leur trajectoire d'engagement, un leadership participatif. Lorsqu'ils en viennent à assumer un rôle de leader, ils réalisent également que cela ne signifie pas nécessairement s'inscrire dans un rapport de pouvoir. Il s'agit d'amener les autres participants à croire en la cause et à avoir du plaisir à travers leur implication. David comprend, à ce sujet, lors de ses premières animations de conseils, que les relations humaines sont très importantes pour mener à terme des projets :

« Le côté humain est très important, ce que je ne comprenais pas au début de mon implication... Je me disais : "Non, l'important, c'est

qu'on se donne un objectif. On ramasse admettons 100 piasses. L'objectif, c'est d'aller tenir un kiosque à telle place." Je voyais faire la tâche, mais je ne voyais pas le fait que le côté humain est vraiment important. Puis, j'ai beaucoup découvert ça dans mon implication : dans le fond, le côté humain est aussi important que le reste, dans le sens de créer des liens avec les gens. Parce que les gens, ce qui fait qu'ils reviennent, ce n'est pas juste la cause ou l'implication, mais c'est aussi le fait qu'ils se font des amis, qu'ils créent des liens. Puis, il y a une attache qui se fait, puis ils reviennent plus. Au début, je ne le voyais pas comme ça. » (David)

Pour mobiliser les membres dans des organisations sociopolitiques, il est alors nécessaire de créer des milieux de travail amicaux. Les jeunes réalisent que l'engagement au sein de groupes structurés comporte une dimension « humaine », laquelle est parfois plus centrale que le rapport à la hiérarchie de pouvoir. Alexandre estime adopter, en ce sens, le rôle de modérateur dans les réunions d'associations étudiantes pour faire avancer le processus de décision :

« C'est toujours de calmer les esprits, de rattacher les gens sur le plancher. Puis, oui, il y avait beaucoup de fois où c'est moi qui ai dû attacher une décision autour de la table de l'association étudiante. »
(Alexandre)

Ces jeunes s'assurent de créer à la fois un climat propice au travail de groupe et de faire avancer leur projet plus rapidement.

6.2.7 Le bien commun : le moteur de l'engagement politique

Le moteur de l'engagement de ces jeunes correspond au désir de prendre part à une forme de changement social. Il est question de s'engager pour autrui afin d'améliorer le destin commun.

L'implication est ainsi perçue comme un combat pour réformer la société. Alors que les priorités de l'État québécois se déplacent du social à l'économique, ces jeunes revendiquent de meilleures conditions de vie en valorisant le modèle de l'État-providence. C'est ainsi qu'ils œuvrent à la transformation des conditions actuelles. Plus encore, ils mentionnent que la cause la plus importante pour eux est la souveraineté du Québec, ce qui n'est pas étrange à leur attachement aux idéaux du bien commun. Pour Alexandre, par exemple, la cause politique la plus importante est la souveraineté du Québec, car il s'agit d'un projet rassembleur et capable d'assurer de véritables changements :

Alexandre : « [...] la souveraineté. Je pense que c'est quelque chose qui va régler bien des problèmes d'un coup. Bien, pas d'un coup, mais... »

I : « De quelle façon? »

Alexandre : « La question de reprendre l'argent envoyé à Ottawa pour qu'on investisse ailleurs. Reprendre le contrôle sur nos ressources naturelles, sur notre fleuve. Je pense que tout va débouler. C'est un peu utopiste, mais je pense que régler cette question aura beaucoup d'influence sur bien des aspects de notre société. »

Ce discours souverainiste, qui appelle à une identification à des valeurs et à un avenir commun, façonne la vision de l'engagement de ces jeunes. Selon eux, ce projet de société permet de rassembler les citoyens autour de cet objectif qui permet de régler une partie des maux de la société actuelle. Ce mouvement identitaire transmet ainsi l'importance de lutter pour une cause commune et d'affirmer ses idées à travers l'engagement. L'engagement de la trajectoire *carrière politique* est donc inoculé par ce désir d'autonomie et de souveraineté. Les trois jeunes de cette trajectoire s'identifient donc au discours gauchiste du Québec et soutiennent que la souveraineté se situe au centre de leur trajectoire d'engagement.

Chapitre 7 : La deuxième trajectoire d'engagement :

le communautaire

Pour cette deuxième catégorie d'analyse, la trajectoire d'engagement *communautaire*, Caroline, Andréanne, Nicholas, Alice et Daila ont été retenus afin de déterminer les caractéristiques qui distinguent cette trajectoire d'engagement. Tout d'abord, ces jeunes sont socialisés à l'implication lors de leur passage à l'école. Ainsi, la première caractéristique de cette trajectoire est que les jeunes s'engagent pour développer un sentiment d'appartenance à leur milieu afin qu'il soit à l'image de leur personnalité. La deuxième caractéristique réfère à leur engagement dans les organisations internationales. Ces jeunes apprécient ces milieux puisqu'ils portent à la fois des causes sociales et offrent des modes de fonctionnement déjà bien établis. Au fil de leur trajectoire d'engagement, ces jeunes constatent les limites de cet engagement à l'échelle internationale et en viennent à privilégier des pratiques plus locales. C'est alors qu'ils privilégient un engagement associatif en donnant leur temps à des organisations issues de la société civile. La troisième caractéristique de cette trajectoire constitue l'engagement local puisque ces jeunes sont à la recherche d'espaces avec un mode de fonctionnement souple permettant l'atteinte de résultats concrets dans leur environnement immédiat. Le collectif est alors un lieu de rencontre d'individualité permettant aux jeunes de se réunir pour agir collectivement sur des enjeux sociopolitiques. La quatrième caractéristique de cette trajectoire est un engagement qui a pour but de sensibiliser la société civile et les instances démocratiques en fonction des causes portées par les organisations qu'ils fréquentent. Ils adoptent l'approche du « plaidoyer politique » afin de créer des rassemblements citoyens et des ateliers d'éducation populaire pour rejoindre le plus grand nombre d'individus. Pour porter leurs causes dans l'arène politique, ils rédigent des textes,

interviennent dans les médias ou encore organisent des marches citoyennes. La cinquième caractéristique renvoie à leurs pratiques d'engagement individualisé, qui consistent à agir dans la sphère privée, par exemple par le végétarisme ou l'achat local. L'implication de ces jeunes passe aussi par le mode de vie afin d'être en cohérence avec leur discours et leurs valeurs personnelles. Finalement, la dernière caractéristique de cette trajectoire est le moteur de leur engagement, qui est associé à une recherche d'une plus grande justice sociale.

7.1 Les cas de la trajectoire *communautaire*

Andréanne

Andréanne (28 ans) entame sa trajectoire d'engagement au secondaire dans le cadre du programme d'éducation internationale (PEI). Elle s'implique à l'aide au devoir auprès d'élèves en difficulté, organise des activités pour des personnes handicapées et est technicienne bénévole à l'auditorium de son école. En dehors de l'école, elle est entraîneuse de soccer pour une équipe de jeunes filles. C'est pendant sa maîtrise qu'Andréanne décide de s'impliquer dans l'association étudiante pour organiser des événements de socialisation tels que des 5 à 7 et des cafés-rencontres. Après ses études, Andréanne fait un stage professionnel de six mois en Afrique. Son mandat consiste à élaborer une formation sur les droits et sur la participation citoyenne des femmes. Elle revient ensuite un mois au Québec, puis repart comme coopérante internationale en Amérique centrale à titre de conseillère en égalité entre les femmes et les hommes. Elle met sur pied et anime des formations à propos de l'égalité des sexes. Deux ans plus tard, Andréanne décide de revenir au Québec et obtient un emploi comme conseillère en développement régional à un Forum jeunesse. Son mandat consiste à sensibiliser les jeunes à l'importance de la place des jeunes (femmes) en

politique et de voter. Parallèlement à ce contrat, elle est aussi accompagnatrice d'un groupe pour l'organisme Québec sans frontières qui ira en Afrique.

Caroline

Caroline (25 ans) s'implique aussi pour la première fois au secondaire dans le cadre du programme d'éducation internationale. Elle vit de multiples expériences ponctuelles de bénévolat pour faire la promotion de la lecture. Elle organise, par exemple, à travers son projet personnel, une collecte de livres usagés dans son école secondaire pour les remettre à des élèves du primaire. Au cégep, l'école propose à Caroline de remplacer son cours de français pour aider des étudiants en difficulté. C'est ainsi qu'elle devient tutrice de langue française auprès de deux étudiants pendant une session. Au cours de son baccalauréat, elle participe à deux simulations de l'ONU et à un jumelage linguistique. À 23 ans, Caroline devient, au cours de sa maîtrise, membre du conseil d'administration d'un Forum jeunesse. Depuis 2015, elle est aussi membre du conseil d'administration d'une troupe de théâtre.

Nicholas

Nicholas (31 ans) participe, pendant son secondaire, à plusieurs voyages d'initiation culturelle, à la troupe de théâtre et à son conseil étudiant. Il organise, entre autres, des midis cinéma et met en place un club de plein air. Au cégep, Nicholas se dit anarchiste et participe à des marches de protestation, se présente comme candidat pour un parti politique marginal et rédige un pamphlet politique. C'est aussi à cette époque qu'il décide de se déplacer à pied. Un mode de vie qu'il prône jusqu'à ce jour. Il participe aussi avec son école à deux voyages de solidarité à l'international. Après ses études, il part voyager pendant neuf mois. Nicholas est bénévole, pendant ce voyage,

dans un organisme. Pendant son baccalauréat, il s'implique dans l'association étudiante. En parallèle, il s'implique au café étudiant autogéré et met en place un groupe de découverte et d'échange culturels. À la fin de ses études, il découvre l'organisme Oxfam-Québec, avec lequel il mettra en place un projet personnel. Cette expérience d'engagement propulsera Nicholas dans le milieu communautaire. En effet, il s'impliquera par la suite à un Carrefour jeunesse-emploi, au Forum social mondial, à l'Observatoire jeunesse Oxfam-Québec et à une Table de concertation jeunesse. Ces expériences d'engagement lui permettront également de décrocher un emploi en tant que consultant pour Oxfam-Québec et comme animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire dans une école.

Alice

Alice (24 ans) entame sa trajectoire d'engagement au primaire lorsqu'elle organise une pétition au sujet de la pollution d'une rivière près de chez elle et écrit des articles dans le journal local. C'est également en 5^e année qu'elle prend la décision de devenir végétarienne. C'est dans le cadre du programme d'éducation internationale, au secondaire, qu'Alice passe plusieurs heures à faire du bénévolat. À l'université, elle s'implique auprès d'Amnistie internationale, d'un programme de parrainage d'étudiants réfugiés et de son association étudiante. L'année suivante, elle donne beaucoup de son temps dans le journal étudiant. Lors de ses études universitaires, elle participe au Forum social mondial. L'engagement d'Alice s'incarne aussi dans son mode de vie puisqu'elle fait du déchétarisme⁵ pour se nourrir avec ses colocataires. Une fois ses études terminées, Alice participe à un stage dans un pays du Sud. À son retour, elle réoriente son

⁵ Il s'agit d'un moyen de trouver et de récupérer de la nourriture dans les poubelles.

implication vers le développement local. Elle multiplie ses actions pour agir directement dans son milieu : elle rédige des articles pour le journal local, organise une marche pour la justice climatique autogérée, participe à des manifestations contre l'austérité, adopte un mode de vie collectif en allant habiter dans une commune et vit dans un campement autogéré pour lutter contre les hydrocarbures. Finalement, elle s'implique, au cours de sa maîtrise, dans un collectif d'art pour dénoncer l'embourgeoisement dans son quartier.

Daila

Daila (33 ans) s'est engagée très jeune dans le scoutisme dans son pays natal. Au secondaire, elle devient alors animatrice pour le camp d'été des scouts. À l'université, elle décide d'entreprendre la formation de secourisme du Croissant-Rouge. C'est alors le début d'une longue période d'engagement intense au sein de cette organisation. Pendant 10 ans, elle s'implique à titre de bénévole « humanitaire ». Elle donne des formations de secourisme, anime des ateliers pour sensibiliser les jeunes aux maladies transmises sexuellement et accueille des réfugiés. Son pays natal étant secoué par une révolution en 2011, elle participe au mouvement à travers Le Croissant-Rouge en assurant la sécurité dans les manifestations. L'année suivante, elle organise avec un ami une caravane à vélo dans le cadre du Forum social mondial. À 31 ans, Daila déménage à Montréal avec sa famille. Elle décide de s'impliquer au conseil d'administration du CPE de son fils. Elle s'implique sur une courte période dans un organisme d'éducation populaire. L'année suivante, un programme de soutien socioprofessionnel aux nouveaux arrivants oriente Daila vers l'INM pour trouver un emploi dans le milieu communautaire. Elle participe à l'École d'été de l'INM en 2015. Elle contacte le Forum social mondial, qui a lieu à Montréal, et obtient un contrat d'un an pour organiser la logistique de l'évènement. L'année suivante, elle devient, grâce à son nouveau réseau,

membre de l'Observatoire jeunesse Oxfam-Québec. Puis, à 33 ans, Daila s'implique dans trois conseils d'administration dans le milieu communautaire, dont un Forum jeunesse.

7.2 Les caractéristiques de la trajectoire *communautaire*

7.2.1 La socialisation de l'engagement à l'école

La trajectoire d'engagement *communautaire* débute généralement à l'école secondaire, un passage obligé pour chaque jeune. La majorité des jeunes de cette trajectoire soutiennent avoir commencé leur implication au sein de cette institution. Ils ont fréquenté des milieux scolaires qui offrent plusieurs occasions de s'engager, notamment grâce au programme d'éducation internationale (PEI) obligeant un certain nombre d'heures de bénévolat dans la communauté. Ce programme est pour ces jeunes une occasion de donner du temps pour une cause qui leur tient particulièrement à cœur à travers des organisations dans leur communauté. Par exemple, Caroline, interpellée par la cause de la langue française, fait la promotion de la lecture dans plusieurs organisations (p. ex., le Salon du livre et la Fondation pour l'alphabétisation) et dans certaines écoles primaires.

Ces jeunes soutiennent que ces premières expériences d'engagement scolaire ont été déterminantes pour la suite de leur trajectoire d'engagement. Par exemple, Andréanne affirme que son bénévolat scolaire lui a transmis le goût de poursuivre son engagement en dehors de l'école et lui a fourni les outils nécessaires pour ce faire. Elle mentionne que la méthode pédagogique de ce programme lui demandait d'élaborer, lors de chaque apprentissage, une réflexion à la fois scolaire et personnelle. Selon elle, c'est grâce à cette approche réflexive qu'elle aurait développé un intérêt pour les enjeux liés aux inégalités sociales :

Andréanne : « Je pense qu'en fait, dès le secondaire, avec l'expérience du PEI, chaque fois qu'on avait des projets... Je ne sais pas si tu connais le PEI? »

I : « Non, je ne suis pas familière avec ça. »

Andréanne : « Il y a cinq façons de – comment ils appellent ça? Des aires de création, en fait, des compétences que tu développes comme être humain. Puis, il y avait, je pense, apprendre à apprendre, des méthodologies d'apprentissage, du bénévolat, justement. Il y avait de l'international, il y avait de la solidarité. Ce sont des valeurs que, chaque fois qu'on faisait un travail, que ce soit en français, en maths ou en géo, on faisait une réflexion après, puis on disait : “Bon, qu'est-ce que j'ai appris là-dessus? Qu'est-ce que j'en ai retiré comme personne?” En cinq ans, on a été un peu *brainwashés* à réfléchir sur nos propres apprentissages de compétences, mais aussi comme personne et comme valeurs et tout. Donc, je pense, avec le recul, avec un petit peu de recul, que ça a vraiment été important dans ma vie parce que chaque petit projet qu'on faisait, il fallait réfléchir sur ce que ça nous apporte et tout. Puis, c'est ça déjà : c'est une sensibilité par rapport à l'international, puis aux inégalités et tout. On dirait que, dès qu'il y avait un choix, une liberté, j'essayais tout le temps de prendre un projet qui parlait de développement, qui parlait d'international. »

L'école est pour ces jeunes un milieu de socialisation important pour leur engagement. Ils acquièrent, d'une part, des connaissances et des compétences essentielles à leur implication, par exemple le travail d'équipe et l'entraide. D'autre part, ils sont conscientisés à divers enjeux sociopolitiques et apprennent à imaginer des moyens pour intervenir concrètement sur ces réalités problématiques. Plus encore, très jeunes, ils sont sensibilisés à donner du temps dans des organisations citoyennes. Par conséquent, ils n'hésitent pas à inscrire plus tard leur engagement

dans des milieux plus structurés. Leurs expériences d'implication scolaire deviennent en quelque sorte la pierre angulaire de leur trajectoire d'engagement. Caroline estime que ces différentes expériences d'engagement au secondaire ont influencé sa trajectoire d'engagement :

« Je pense que ce que j'ai fait au secondaire et avant me suit sur ce que je fais présentement. C'est comme un débouché, un peu. J'étais sensibilisée à cela plus jeune, puis maintenant, je le refais, mais ce n'est plus dans le cadre d'un programme scolaire où je suis obligée de faire des heures de bénévolat. Comme j'ai été sensibilisée à ça, maintenant j'ai le goût de le faire par moi-même. Donc, oui, tout à fait. » (Caroline)

Ces jeunes ont vécu des premières expériences d'engagement positives et très enrichissantes à l'école secondaire, ce qui les a motivés à poursuivre leur implication. Ils se sont en effet engagés par la suite au cégep et à l'université, notamment dans des associations étudiantes, dans des organisations plus structurées comme Amnistie internationale ou encore dans des groupes autogérés et d'entraide tels qu'un café étudiant. Ainsi, s'impliquer ne devient plus intimidant et ces jeunes sont désormais capables d'agir dans l'espace public avec une certaine confiance.

7.2.2 L'engagement pour développer un sentiment d'appartenance

L'engagement à l'école apparaît également comme une occasion pour ces jeunes de s'approprier leur environnement en s'amusant. En effet, ils s'engagent pour transformer le milieu à la lumière de leurs valeurs personnelles afin de créer un espace agréable où les individus peuvent développer un sentiment d'appartenance. Ainsi, lorsque leur espace est en cohérence avec leur personnalité et accessible, ils n'hésitent pas à donner de leur temps. Par exemple, Andréanne affirme que son engagement lui vient « naturellement » lorsqu'elle se sent appartenir à son groupe scolaire :

« Comme on était une petite gang, on était peut-être 20 ou 25 à faire une maîtrise. Moi, je la faisais. Donc, tout le monde se connaissait déjà du baccalauréat. Tout le monde s'entendait quand même assez bien. Puis, on était justement pas mal toute la même petite gang. Donc, naturellement, on avait le goût de se faire des 5 à 7, de se faire des petites activités, d'aller à une cabane à sucre, de faire ça. Donc, on dirait que c'était naturel... C'était plus mes amis que ma gang d'université en tant que telle. » (Andréanne)

Andréanne estime s'engager aussi pour « vivre un *trip* de gang ». Les jeunes de cette trajectoire cherchent alors à s'impliquer dans des milieux conviviaux où il est possible de tisser des liens avec des individus qui présentent les mêmes intérêts. L'engagement est pour eux un moyen d'offrir un milieu inclusif et dynamique dans lequel ils peuvent s'identifier. Nicholas, par exemple, a été à plusieurs reprises membre de son association scolaire afin de rendre son milieu de vie plus dynamique :

« [...] créer un milieu qui me reconnaissait plus et dans lequel je pouvais avoir plus de... qui me représentait plus et dans lequel je pouvais avoir plus de plaisir et d'agrément. Parce qu'au départ, à l'école surtout, c'était de créer un milieu de vie agréable pour tous. Ça fait qu'il y a deux choses là-dedans. Oui, c'est écouter ce que les autres disaient, mais il y a aussi toi, ce que tu penses. Il faut que tu parles de toi aussi un petit peu. Ça fait que c'était un peu les deux. » (Nicholas)

Leur implication vise à créer un milieu à la fois à l'image de leur identité et auquel les gens peuvent s'identifier. L'aspect ludique est essentiel à leur engagement et passe en quelque sorte par la voie des intérêts et passions. Nicholas nous confie, par exemple, que son engagement est d'abord motivé par ses intérêts personnels :

« Mon implication a commencé par quelque chose que j'aimais, par une passion ou juste un intérêt. Comme juste m'impliquer comme président de classe, c'est pour avoir... Je me rappelle avoir vécu plus de moments de projection de films parce que j'aimais bien ça aller voir des films, et on pouvait voir des midis films à l'école. » (Nicholas)

Ces jeunes s'engagent pour créer des événements ludiques où les individus peuvent se réunir et avoir du plaisir. Pour ce faire, ils donnent du temps dans des groupes où le mode de fonctionnement est plus flexible et informel, car ils ont plus de latitude pour agir et s'exprimer. Ils privilégient aussi ces espaces sociaux pour s'engager sous forme d'entraide et d'échange. Nicholas s'engage dans cette perspective lorsqu'il met sur pied un groupe de découvertes et d'échanges culturels et qu'il participe au café étudiant autogéré de son programme. L'implication de ces jeunes est, jusqu'à un certain point, influencée par leur trajectoire scolaire, qui s'articule au sein d'activités de type ludique ou encore d'entraide. Cette institution favorise ainsi l'acquisition de savoirs qui permettent aux jeunes de poursuivre leur trajectoire d'engagement.

7.2.3 Les organisations internationales

L'école est également un lieu propice pour s'engager dans de grandes organisations internationales. Ces jeunes ont le goût de la découverte et du voyage, ce qui les amène à participer à des stages à l'international et à des projets de coopération internationale. Ils sont en effet plusieurs à avoir fait du bénévolat humanitaire dans des pays du Sud ou encore à avoir suivi une session d'études à l'étranger. Cet intérêt pour l'international pousse, par exemple, Alice à participer, dans le cadre de ses études, à des recherches terrain en Afrique pour documenter l'impact du microfinancement. Ces jeunes sont très curieux, ouverts et cherchent à en apprendre davantage sur différentes cultures. C'est alors qu'ils n'hésitent pas à s'impliquer dans des organisations qui ont

pour but de répondre à des enjeux internationaux. À titre d'exemple, Alice et Caroline s'engagent, au cours de leur baccalauréat, dans un programme de parrainage d'étudiants pour aider les réfugiés dans leur intégration à l'école.

Cet intérêt amène ces jeunes à s'impliquer dans des organisations qui agissent sur des enjeux sociopolitiques à l'échelle internationale. Alice mentionne à ce sujet que, depuis son enfance, elle est :

« [...] vraiment attirée par la coopération internationale. Puis, moi, j'avais vraiment envie de partir du Canada le plus vite possible. C'était vraiment ça, là. J'étais vraiment attirée par l'extérieur, puis j'avais besoin de comprendre la justice sociale et de poser des questions à ce sujet. » (Alice)

C'est ainsi qu'Alice s'engage dans le groupe Amnistie internationale lors de son baccalauréat. Elle affirme qu'elle était à cette époque attirée par les « grandes » organisations puisque leur mode de fonctionnement est bien organisé :

« Amnistie internationale, c'est juste que c'est bien rodé, tu sais. Tu te dis que si tu commences là-dedans, ça va avancer et c'est une campagne qui est... Tu sais, ils vont proposer des campagnes, puis c'est un peu du déjà... tu sais, c'est tout cuit, là. Tu as juste à reproduire ce qu'ils t'envoient, puis ça va bien marcher. » (Alice)

Les organisations internationales sont ainsi attrayantes pour ces jeunes, car elles sont structurées et assurent des résultats sans exiger trop d'efforts. D'autre part, ces institutions portent des causes qui rejoignent ces jeunes qui s'impliquent pour une plus grande justice sociale. Désireux d'agir sur des enjeux liés à la mondialisation dans une perspective de coopération, ils privilégient

dès lors les organisations d'aide internationale. Concrètement, ces jeunes organisent dans ces milieux des pétitions ainsi que des marches et des campagnes de sensibilisation. Les pratiques des jeunes sont orientées pour influencer la société civile, plutôt que la politique. Selon Neveu (2011), les organisations non gouvernementales (ONG) tendent désormais à remplacer et à institutionnaliser les mouvements sociaux.

Ces jeunes sont grandement attirés par ce type de milieu, où il est possible d'agir sur les inégalités sociales dans un esprit de solidarité. C'est dans cette logique que certains jeunes adoptent un engagement de type « bénévole humanitaire ». Par exemple, Daila s'implique pendant 10 ans dans l'organisation humanitaire Le Croissant-Rouge, anime plusieurs ateliers de sensibilisation auprès de la population concernant des problèmes de santé publique et intervient pour assurer la sécurité lors des révolutions arabes et pendant une crise de réfugiés. Ces jeunes sont donc à la recherche de solutions pragmatiques afin de répondre à des problèmes urgents tels que le réchauffement climatique, l'abolition du financement d'organisations communautaires, la crise des réfugiés, etc. Par exemple, ce sont les sentiments de responsabilité et de devoir envers les autres qui poussent Daila à s'impliquer dans l'immédiateté lorsqu'il y a une crise de réfugiés dans son pays d'origine :

« [...] je considère l'action humanitaire... c'est un instinct. Donc, je ne sais pas, c'est... S'il y a une crise, moi, je trouve que tu ne peux pas dire : "Non, je ne m'implique pas." Donc, pour moi, c'est un devoir. »
(Daila)

Les organisations doivent donc fournir des outils nécessaires pour se prémunir contre les dangers issus de cette société du risque (Beck, 2001). L'idée est d'intervenir dans l'immédiat, même si leurs actions n'ont pas pour objectif de modifier les cadres économique et politique.

Les jeunes de cette trajectoire fréquentent aussi ces organisations puisqu'elles offrent des espaces de socialisation. Elles sont généralement des vecteurs capables de réunir des acteurs de la société civile. Par exemple, le Forum social mondial réunit annuellement des individus et des groupes engagés pour faire du réseautage et pour échanger à propos de leurs approches d'engagement. Plusieurs des jeunes de cette trajectoire ont fréquenté cette organisation en raison de la convivialité des rassemblements et pour partager leurs connaissances et expériences :

« Tu sais, ce n'est pas dans les salles que ça se passe. C'est plus que tu rencontres des gens et que vous partagez sur vos luttes. Tu sais, c'était vraiment beaucoup d'un coup, mais sinon j'ai apprécié ça. Mais c'est juste le fun de voir le dynamisme de la société civile et c'est comme tout un autre monde, en passant. C'était comme un peu la matérialisation de "c'est possible". Je dirais plus : d'autres mondes sont possibles, plutôt qu'un seul, dans le fond. C'était vraiment... Tu sais, c'est juste exaltant de voir qu'il se passe des trucs partout et qu'il y a un partage. » (Alice)

Au fil de leur trajectoire d'engagement, ces jeunes remarquent des irrégularités dans ces organisations internationales. Ils notent des relations de pouvoir au sein du groupe, des projets qui n'avancent pas assez rapidement ou encore une vision utilitariste des bénévoles. En réponse à ces embûches, ils orientent leur implication vers leur communauté :

« C'est vraiment lors du Forum social mondial que j'ai réalisé que pour avoir... en tout cas, pour avoir un impact plus concret, il faut que ça soit moins du pelletage de nuages. J'avais beaucoup plus d'emprise sur ma localité, ma municipalité que ce qui se passe à 20 000 kilomètres de chez nous. » (Nicholas)

Il y a alors une transition dans le parcours de ces jeunes au cours de laquelle ils prennent conscience de la difficulté de mener des actions et d'obtenir des résultats à l'échelle internationale. Ils comprennent les limites des organisations internationales et décident d'investir des espaces dans leur communauté afin de voir les résultats de leur implication. Ils se tournent ainsi vers des organisations issues de la société civile qui agissent à l'échelle locale pour avoir une certaine flexibilité et une meilleure emprise sur leur engagement.

7.2.4 L'engagement local et associatif

Au cours de leur trajectoire, ces jeunes en viennent à privilégier un engagement de proximité afin d'agir sur des enjeux à l'échelle locale. Ils optent ainsi pour une implication dans leur environnement immédiat puisqu'elle leur apparaît plus porteuse de changement. Ils souhaitent à la fois agir rapidement sur des enjeux concrets et observer les résultats de leur intervention. Par exemple, Caroline souhaite transformer sa ville à une « échelle humaine ». Elle choisit alors d'investir des organisations de sa communauté telles que le conseil d'administration d'un Forum jeunesse et d'une troupe de théâtre pour contribuer au développement de sa ville. Cette idée de développement local conjugué à l'engagement constitue pour ces jeunes un projet de société appelant à une certaine forme de démocratie directe et d'autogestion (Mercier, 2009). Il s'agit concrètement d'une demande de la base pour une plus grande prise en compte des points de vue des citoyens dans la gestion du développement de leur communauté. L'objectif de l'engagement local est pour ces jeunes un moyen d'acquérir du pouvoir sur leur vie personnelle et dans leur environnement. Par exemple, Alice passe d'un engagement ancré dans les grandes organisations internationales vers des espaces plus informels pour militer en faveur du développement des régions. Son engagement devient « axé sur le militantisme de région » en privilégiant des espaces

autogérés pour mener des luttes locales. Alice a le sentiment, dans ces espaces, d'avoir plus de pouvoir et d'autonomie d'action. Ainsi, la question d'autonomie est centrale dans les objectifs de l'action communautaire.

Pour contourner les distorsions des instances représentatives, les jeunes de cette trajectoire s'engagent à travers des organisations issues de la société civile pour représenter des groupes et pour défendre des causes sociales. Ces jeunes s'impliquent alors dans des milieux qui épousent à la fois la logique de la démocratie délibérative (Rosanvallon, 2006) et participative (Bacqué et Sintomer, 2001 ; Blondiaux, 2008). Ils privilégient des organisations qui proposent une hiérarchie plus horizontale et une certaine flexibilité pour conserver leur voix singulière à travers les luttes collectives. C'est en ce sens qu'ils sont attirés par les espaces sociaux qui permettent de s'engager dans une logique de *pour* et *par*. Ainsi, ces jeunes donnent de leur temps dans des espaces constitués de *je* autonomes où se rassemblent des individus issus d'appartenances multiples qui ont en commun la mission et les valeurs de l'organisation (Ion, 2012). Les structures investies par ces jeunes se présentent moins comme une collectivité homogène, mais plutôt comme un rassemblement d'acteurs autonomes moins attachés à ses appartenances héritées. En valorisant la place des individus plutôt que le sacrifice pour la collectivité, ces milieux se caractérisent par leur pragmatisme et par une intervention centrée sur l'action.

Ces jeunes s'impliquent ainsi dans des conseils d'administration (troupe de théâtre engagé, Forum jeunesse), des comités consultatifs (Observatoire jeunesse Oxfam-Québec) et des organisations jeunesse (Carrefour jeunesse-emploi). Il s'agit donc d'organisations qui encouragent ces jeunes à porter le changement social au sein de la société civile. Daila affirme à ce sujet avoir refusé des invitations pour s'engager dans un parti politique puisque, selon elle, le changement

social doit passer par la société civile. Ainsi, ces jeunes privilégient un engagement associatif puisqu'il offre une autonomie d'action et une possibilité d'autogestion. L'engagement de ces jeunes est alors plus pragmatique qu'idéologique, car ils s'impliquent surtout pour faire avancer des causes sociales et pour rompre avec le statu quo. Caroline estime à ce sujet que les organisations communautaires sont l'endroit par excellence pour porter les causes qui lui tiennent à cœur :

« Les causes qui me tiennent à cœur, je les défends dans les organismes pour lesquels je donne du temps. Donc, je ne me vois pas aller manifester tous les jours pour une cause en particulier, mais c'est par le temps que je donne pour une cause. » (Caroline)

Les jeunes sont à la recherche d'une certaine liberté d'action et de discours dans le milieu associatif. Ils cherchent également à avoir accès à des outils institutionnels pour agir concrètement au sein de la société. Leur engagement a donc pour objectif de créer une communauté forte capable d'améliorer ses conditions de vie. C'est en donnant du temps à des organisations de la société civile que ces jeunes cherchent à avoir une emprise sur leur environnement et ainsi à démocratiser la gouvernance locale.

7.2.5 L'engagement de sensibilisation : le plaidoyer politique

Une partie de l'engagement de ces jeunes consiste à sensibiliser divers acteurs de la société civile pour les encourager à agir sur des enjeux qui les concernent. Pour rejoindre les citoyens, ces jeunes n'hésitent pas à mettre sur pied des processus de consultation, des ateliers d'éducation citoyenne, etc. L'objectif est d'adopter une démarche d'*empowerment* pour rendre les « communautés acteurs et sujets de leur développement en les habilitant à faire des choix, à prendre des décisions et à passer à l'action dans le but d'exercer un meilleur contrôle sur leur devenir »

(Bourque, 2008). Concrètement, ils s'engagent à travers le milieu associatif pour sensibiliser les individus à propos de causes sociales pour donner, par exemple une plus grande place aux femmes en politique ou encore informer les gens du changement climatique et du racisme systémique. Ces jeunes travaillent aussi à mobiliser des groupes à agir sur les enjeux ciblés. Les associations fréquentées par ces jeunes tentent de centrer l'action sociale autour des besoins des groupes citoyens qui cherchent à faire valoir leurs droits et leurs intérêts. Le but de ces espaces sociaux est de développer un sentiment de responsabilité par l'entremise de la sensibilisation afin d'amener les gens à s'engager dans leur communauté.

À travers leur engagement associatif, ces jeunes cherchent également à sensibiliser les instances démocratiques en fonction des enjeux sociopolitiques qu'ils défendent. Ils acquièrent alors des compétences communicationnelles et organisationnelles qui leur permettent d'organiser des mobilisations et de formuler des revendications pour influencer les structures et l'opinion publique. Plusieurs de ces jeunes affirment s'impliquer dans une perspective de « plaidoyer politique » afin de déployer des messages dans l'arène publique pour une plus grande justice sociale. Ils estiment nécessaire de sensibiliser la population, mais aussi les organisations et les décideurs politiques pour intervenir sur le plan structurel. Pour ce faire, ils organisent des marches de protestation, rédigent des mémoires et interviennent dans les médias. Ils souhaitent publiciser leur cause en sollicitant le soutien de la population pour interpeler le gouvernement. Au Québec, les mouvements sociaux se retrouvent par conséquent majoritairement portés par les organismes communautaires, ce qui produit une institutionnalisation du changement social.

7.2.6 L'engagement à travers le mode de vie

Ces jeunes s'impliquent également à travers leur mode de vie. Ce type d'engagement renvoie moins à des pratiques qui se déploient au sein de la politique qu'un prolongement de la vie privée. Par exemple, Alice déploie une partie de son engagement à travers ses choix personnels. Elle explique notamment que, pendant ses études, elle n'a acheté aucun vêtement, a participé à des activités de déchéatarisme et est devenue végétarienne. Ces choix personnels sont pour Alice des revendications politiques qui lui permettent de contester les paradigmes du capitalisme. Elle soulève que cette approche plus personnelle de l'engagement lui assure de se différencier et de valoriser des modes de vie alternatifs. Au fil de sa trajectoire d'engagement, elle inscrit son implication dans des milieux autogérés afin d'agir de manière autonome. Elle participe, par exemple, à l'organisation d'une marche citoyenne ainsi que de « microluttes » autogérées pour une plus grande justice climatique. Plus encore, elle teste des modes de vie collective en allant habiter sur une terre commune et un campement pour protester contre les hydrocarbures au Québec. L'approche d'autogestion exige des individus d'apporter une attention à la fois au processus et aux résultats finaux.

Les jeunes adoptent cet engagement autonome pour actualiser leurs convictions. Il est important pour eux de s'impliquer par l'entremise d'actions individuelles et ponctuelles (Neveu, 2015). Leurs actions déployées dans la sphère privée ont pour objectif d'adopter un mode de vie en cohérence avec leurs valeurs personnelles. Ainsi, leur mode de vie devient un espace de changement social pour appliquer dans le quotidien leurs valeurs et leurs idéaux politiques. C'est dans ce sens qu'Andréanne soutient que tout est politique, jusqu'au choix le plus singulier de la vie quotidienne :

« Comment je définirais le citoyen? Je pense que c'est un peu une personne qui s'inscrit dans une société, dans un système, dans un mode de fonctionnement. Puis, en fait, pour moi, tout est citoyen, dans le sens où tout est... tout geste que l'on pose est un acte politique en soi. Le choix de boire du café qui vient de l'Équateur plutôt que de boire, je ne sais pas, un thé qui vient de Lanaudière. Bon, chaque décision, chaque vêtement qu'on achète, chaque truc, on peut en être conscient ou pas. On peut en être conscient, puis on décide de le faire quand même, même si ce n'est pas la meilleure décision éthique à faire, mais donc, en fait, chaque moment de notre vie est une déci... est un choix citoyen, est un geste que l'on pose. Je pense que tout est politique. Je suis dans les grandes théories ; je pense que chaque chose que l'on fait est politique. » (Andréanne)

Ce mode d'engagement individualisé valorise ici la consommation responsable pour soutenir une économie responsable (Waridel, 2005). Contrairement aux deux autres trajectoires d'engagement, ces jeunes affirment qu'une partie de leur militantisme passe par leurs choix personnels. Ils pratiquent ce qu'ils souhaitent voir comme changement en société sans formuler de revendication pour changer les structures. Ces jeunes sont dès lors en congruence avec les nouveaux modes de vie promus par la montée des individualismes (Jetté, 2006).

7.2.7 Le moteur d'engagement : la justice sociale

Inscrits dans la tradition de l'action communautaire des années 1970, les jeunes de cette trajectoire s'impliquent dans une perspective de justice sociale. Inspirés par ce courant, ils s'engagent dans l'optique d'offrir une plus grande égalité et d'assurer une solidarité en société. Ces jeunes s'impliquent pour une cause de manière très intense afin de faire valoir ce principe d'une meilleure redistribution des richesses et l'accès à de meilleurs services (Jetté, 2006). Concrètement,

ils donnent de leur temps pour faire entendre des groupes invisibilisés. Ils interviennent ainsi en faveur des exclus et des « sans-voix ». À travers leur engagement, ils prennent position dans le but de transformer les rapports sociaux sur la base des valeurs de la solidarité, de l'autonomie, de la démocratie et de la justice sociale. Il s'agit des valeurs qui incarnent et transcendent actuellement les pratiques de l'action communautaire et celles des jeunes de cette trajectoire (Lavoie et Panet-Raymond, 2011). Enfin, la justice sociale correspond au moteur d'engagement de ces jeunes.

Chapitre 8 : La troisième trajectoire d'engagement :

le projet de soi

Pour ce dernier chapitre d'analyse, Fabrice, Kim, Julien, Camille, Julie et Mélissa ont été sélectionnés pour construire la catégorie de trajectoire d'engagement *projet de soi*. La première caractéristique de cette trajectoire est l'engagement *post-it* de ces jeunes puisqu'ils s'impliquent par l'entremise de projets à court terme pour assurer des résultats très concrets dans leur environnement immédiat. La notion de proximité est nécessaire puisque l'engagement de ces jeunes a pour but d'agir sur des problèmes sociaux qu'ils ont vécus personnellement. La deuxième caractéristique de cette catégorie est l'engagement individualisé, car ces jeunes privilégient des pratiques sociales pour agir de manière autonome sur le destin commun. Ils s'affairent à se changer eux-mêmes, étant donné que le changement est perçu comme individuel. Par conséquent, le projet du développement de soi est central dans la trajectoire d'engagement de ces jeunes. Ainsi, ils s'impliquent généralement en dehors des organisations afin d'éviter de compromettre leur identité personnelle. La troisième caractéristique est alors l'affranchissement des organisations et des groupes trop hiérarchiques et structurés pour privilégier des espaces informels où les jeunes peuvent faire entendre leur voix singulière. Les participants ont ainsi développé un discours où « tout part de soi ». Il s'agit de réaliser un projet à petite échelle qui leur permet de contribuer à la fois au destin commun et à l'expression de leur individualité. La quatrième caractéristique est la mise sur pied d'un projet d'entrepreneuriat social qui permet aux jeunes d'avoir une carrière en cohérence avec leurs valeurs et leur identité personnelle. L'engagement entrepreneurial répond donc à ce désir d'authenticité et à ce souhait d'intervenir à leur manière sur le cadre économique. La cinquième caractéristique renvoie à l'utilisation par « intérêt » des organisations afin d'obtenir

des savoirs et des compétences essentielles à la réussite de leur projet entrepreneurial. Puis, la sixième caractéristique est l'importance de la socialisation de la famille et de l'engagement des jeunes de cette trajectoire. La dernière caractéristique qui distingue cette trajectoire concerne les moteurs d'engagement : le besoin de reconnaissance et le besoin de développer son identité. C'est en ce sens que cette trajectoire d'engagement a été intitulée *projet de soi*, car, à travers leur implication, ces jeunes apparaissent motivés par le développement de leur identité et par le désir de se tailler une place en société. Ils sont ainsi animés à acquérir des compétences professionnelles et personnelles qui leur permettront de faire avancer leur carrière. Ce chapitre présentera en détail cette troisième trajectoire d'engagement social affranchie des organisations formelles, engagement qui se matérialise par l'entremise d'un projet d'entrepreneuriat social.

8.1 Les cas de la trajectoire *projet de soi*

Fabrice

Fabrice (27 ans) décide de s'engager pour la première fois au cours de ses études de licence en Afrique, à la suite d'un message d'encouragement du directeur de l'école. Ce dernier soutenait que l'implication permet aux étudiants de se démarquer sur le marché du travail. Pendant sa formation, Fabrice est alors sollicité à deux reprises pour s'impliquer au sein d'une association pour les droits de la personne et d'une association étudiante. À 21 ans, Fabrice déménage à Montréal pour faire une maîtrise en gestion de projet. Il rencontre par hasard un ami de sa ville natale qui lui suggère de s'impliquer dans une association étudiante africaine de l'université pour former un réseau d'amis. Après avoir été sollicité par le président de cette association, Fabrice décide de poser sa candidature. Déçu de son implication, il choisit de s'impliquer dans une autre association étudiante. Lorsqu'il termine sa maîtrise, il s'engage pendant deux ans dans une série de

stages. Il part d'abord cinq mois faire du bénévolat en Afrique pour une ONG en partenariat avec Carrefour International. Il fait ensuite des stages professionnels auprès de banques africaines et va dans une province de l'Ouest canadien pour participer à Katimavik. Après ses diverses expériences dans des organisations, Fabrice a de la difficulté à se trouver un emploi. Il décide donc d'entreprendre une formation en démarrage d'entreprise. Puis, à 27 ans, il tombe par hasard sur un DESS en gestion. Pendant ses études, il se présente comme chef de projet pour une bourse. Sollicité par un collègue de classe, il s'engage également dans une association de diplômés dont le mandat est d'organiser des événements de réseautage. Un professeur le sollicite aussi pour gérer un projet de sensibilisation en développement durable. Au cours de cette même année, Fabrice participe au Salon international sur les énergies renouvelables par l'entremise de l'organisme LOJIC. Actuellement, Fabrice travaille au développement de deux projets d'entreprise. Il nous explique que son premier projet conjugue la coopération internationale, le commerce équitable et l'économie sociale. Pour ce qui est du second projet, Fabrice soutient qu'il veut faire le tour de son pays d'origine en ballon dirigeable pour sensibiliser la population à l'exploitation minière.

Kim

Kim (28 ans) réalise, au primaire et au secondaire, quelques activités ponctuelles de bénévolat telles que distribuer de la nourriture et amasser des conserves pour Noël. C'est au cours de son baccalauréat en finance et marketing qu'elle décide d'organiser un défilé de mode éthique. Après ses études, elle organise encore quelques campagnes de financement, entre autres avec Oxfam-Québec pour amasser des fonds à la suite du tsunami en Indonésie. Elle prend une année sabbatique à 20 ans pour voyager et pour suivre des cours d'*acting* aux États-Unis pendant deux mois. Cette expérience engendre une bifurcation importante à la trajectoire d'engagement de Kim.

Elle décide, en effet, de réorienter sa carrière vers le métier d'actrice et de conjuguer son implication à ses intérêts professionnels. Par exemple, à 22 ans, elle s'engage au YMCA pour donner des ateliers sur l'exploitation humaine. Quelques années plus tard, Kim devient membre du conseil d'administration d'un Carrefour jeunesse-emploi et de l'organisation Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques (FCTMN). Au cours de cette même année, elle fait la lecture aux personnes âgées. En parallèle, Kim participe à plusieurs activités ponctuelles telles que la réunion des artistes, la marche pour la Journée de la Terre, la marche des femmes autochtones et la marche des étudiants contre la hausse des frais de scolarité.

Julien

Julien (28 ans) a des parents entrepreneurs maintenant à la retraite. Il déménage à 20 ans avec sa copine pour faire une maîtrise en science dans une région de France. Pendant ses études, Julien fait du bénévolat comme éducateur canin. Au terme de ses études en 2007, il travaille comme ingénieur. À 22 ans, il déménage à Montréal pour faire une maîtrise en management. Pendant ses études, il travaille à temps plein. Il est d'abord coach entrepreneur pour les jeunes en situation de décrochage scolaire. L'année suivante, il travaille sur la stratégie philanthropique dans une banque en tant que conseiller en responsabilité sociale et stratégies. Quelques années plus tard, il travaille à la Faculté de médecine d'une université comme chef de projet pour rendre les médecins plus humanistes. À l'école, Julien remplit deux mandats au sein de l'association étudiante de son programme. Il mentionne par ailleurs être le fondateur d'un club dont l'objectif est d'offrir des conseils gratuits aux entreprises. Au moment de l'entretien, Julien est membre d'un conseil d'administration d'un Forum jeunesse. Il explique s'engager dans l'optique de changer les mentalités des individus, voire de contribuer au renversement du « conditionnement social ». Julien

est aussi très actif sur Facebook. Il publie régulièrement des articles, des vidéos et des documents afin de sensibiliser les gens sur des enjeux sociopolitiques. Il a aussi un blogue au sein duquel il fait une sorte « d'auto-ethnographie » pour rendre compte de ce qu'il vit en tant que jeune consultant. Il écrit aussi beaucoup d'articles et il publie dans des journaux scientifiques.

Camille

Camille (23 ans) entame son parcours d'engagement social au début de son primaire. Comme elle suit un programme international, elle est amenée à faire du bénévolat dans des organismes tels que la Popote roulante. Elle suit le programme d'éducation internationale au secondaire et choisit de présenter, dans le cadre de son projet personnel, la pièce *Cyrano de Bergerac* afin d'amasser des fonds pour la sclérose en plaques. Elle s'implique également à la radio étudiante et est la présidente de classe en 4^e et 5^e secondaire. Au cégep, Camille s'engage dans l'association étudiante et vit un moment de désillusion puisqu'il y a peu d'étudiants qui participent aux activités qu'elle organise. Au baccalauréat, elle ne s'implique plus en raison d'une maladie grave et de sa mauvaise expérience au cégep. Après sa guérison, elle crée une troupe de théâtre, à travers laquelle elle peut s'engager socialement. C'est à la maîtrise que Camille s'implique à nouveau à l'école dans l'association étudiante. Elle occupe un poste aux communications, mais elle organise surtout les 5 à 7 ou les semaines d'activités pour les gens de son programme. Actuellement, elle siège au conseil d'administration d'une troupe de théâtre. Elle y occupe aussi les fonctions de directrice de production et d'assistante à la mise en scène.

Julie

Julie (28 ans) affirme avoir vécu, tout au long de son primaire et de son secondaire, plusieurs épisodes d'intimidation. Pour se protéger, elle s'arrange pour avoir un horaire chargé d'engagements communautaires et de loisirs tels que le club de littérature, la danse, l'apprentissage du langage des signes, la chorale, les scouts, le théâtre du quartier, etc. Julie s'engage aussi, à cette période, en donnant du temps auprès des jeunes en difficulté et lors des campagnes de cartes de vœux d'Amnistie internationale. Au cégep, elle décide de démarrer un groupe de poésie et de s'impliquer au sein du journal étudiant. Elle tient également un blogue et écrit beaucoup de statuts Facebook. À 19 ans, Julie entreprend des études universitaires. Elle s'engage, à cette époque, par le biais de son blogue personnel, dans le milieu du slam et démarre un festival du texte court. À 22 ans, elle arrête ses études pour vivre plusieurs expériences communautaires. Elle mentionne avoir participé à un camp de 10 jours de méditation, au Forum social québécois et à un campement autogéré. Lorsqu'elle revient à Montréal, dans la même année, pour commencer un baccalauréat, elle habite trois mois dans une coopérative. À la suite de ses études, elle s'implique dans le milieu étudiant et à la radio communautaire, en plus de tenir un blogue sur le slam. L'année suivante, Julie commence une maîtrise et travaille dans une maison de jeunes. À 28 ans, elle est en arrêt de travail en raison de surmenage. Elle accepte, à la demande de son ami, de siéger au conseil d'administration d'une organisation de défense de droits. Elle démarre, à cette même période, une compagnie avec deux de ses amis. Ils souhaitent ainsi offrir une plateforme qui a pour but de présenter des conférences de type témoignage dans les écoles.

Mélissa

Mélissa (25 ans) étudie dans une école secondaire qui offre le programme d'éducation internationale. Elle est alors amenée à faire du bénévolat et elle choisit de s'impliquer au sein d'une troupe de théâtre communautaire et de faire de l'animation dans un musée. Mélissa est encore aujourd'hui impliquée dans cette troupe de théâtre. Elle fait désormais partie du conseil d'administration et donne quelques heures pour la confection des costumes. Au cégep, Mélissa affirme donner un peu de temps au sein du comité social. À 21 ans, elle obtient son premier emploi dans son domaine. Toutefois, elle n'aime pas son travail et décide de quitter son emploi dans la même année. Elle part alors pendant deux mois avec des amies en Europe. Au retour, Mélissa est en situation de chômage et décide de s'impliquer de manière plus intense dans la troupe de théâtre. Cet engagement est alors une sorte d'échappatoire pendant cette période plus difficile de sa vie. En parallèle, Mélissa se met à coudre et décide alors de faire un DEP en couture. À la sortie de son programme, elle travaille une année pour une compagnie de couture. Elle décide par la suite de démarrer sa propre entreprise de robes de soirée. Depuis le démarrage de sa compagnie, Mélissa donne beaucoup de son temps à des activités reliées à son travail. Elle donne, entre autres, des conférences dans les écoles secondaires pour inspirer les jeunes, notamment les filles, à l'entrepreneuriat. Elle avoue qu'il s'agit d'un excellent moyen pour faire la promotion de sa compagnie. Elle confectionne également des vêtements pour des soirées-bénéfice en échange d'une publicité, pour les participantes du Trophée Roses des Sables et pour Opération Enfant Soleil. D'autre part, elle n'hésite pas à donner de son temps pour des organismes comme l'Association communautaire d'emprunt de la Rive-Sud (ACERS) et le Carrefour jeunesse-emploi puisque Mélissa considère qu'ils l'ont soutenue lors de la mise sur pied de son entreprise.

8.2 Les caractéristiques de la trajectoire *projet de soi*

8.2.1 *L'engagement post-it*

Cette troisième trajectoire d'engagement social se caractérise d'abord par la nature et par la durée de l'implication des participants. Les jeunes de cette trajectoire adoptent un engagement *post-it* puisqu'il est distancié des organisations et de courte durée (Ion, 2012). Cette implication est conscrute dans le temps, car elle est généralement liée à un projet d'engagement. Contrairement aux deux autres trajectoires, ce sont le projet et l'action qui l'emportent sur la structure et le groupe. Julie explique, en ce sens, qu'elle préfère s'engager sur une période circonscrite :

« J'ai l'impression que je suis moins efficace dans le long terme. Tu sais, la passion peut être moins là, puis on s'enfarge parfois dans les fleurs du tapis. J'aime mieux contribuer à aider ponctuellement. »

(Julie)

Ces jeunes privilégient donc un engagement par projet pour intervenir rapidement dans un temps limité sur des enjeux visibles. Soucieux d'une certaine efficacité, ils s'engagent afin d'obtenir des résultats concrets dans leur environnement immédiat. Il est donc important d'agir ici et maintenant, même si les résultats sont de portée limitée (Ion, 2012). Cette approche par projet est alors perçue comme stimulante, car elle permet de voir concrètement le progrès et les retombées de leur implication.

La temporalité de leur implication se retrouve dès lors rythmée par une quête de résultats engendrant un raccourcissement de la durée de l'engagement (Ion, 2012). Leur engagement tend à se concentrer sur des objectifs raisonnablement atteignables, plutôt que sur des interventions dans les cadres politique et économique. Cette exigence d'actions concrètes et de résultats à courte

échéance n'est pas sans lien avec ce sentiment d'incertitude qu'engendre la société du risque (Beck, 2001). Dans cette perspective, l'avenir est perçu comme porteur d'incertitudes dont il faut se prémunir. L'action publique se voit alors, dans ce contexte, transformée pour agir au plus pressé, sans nécessairement agir sur les grandes causes. La logique du management public semble également renforcer cette culture du projet, qui transforme la vie de groupe associatif au profit des actions autonomes (Ion, 2012).

L'engagement de ces jeunes tend toutefois à augmenter en intensité et en nombre d'heures lorsqu'ils donnent du temps à travers leur projet personnel. Ces jeunes se sentent plus interpellés par des projets d'engagement qu'ils peuvent concrétiser eux-mêmes, bien qu'ils se déroulent à long terme. Par exemple, la trajectoire d'engagement de Camille s'intensifie lorsqu'elle a mis sur pied son propre projet. Camille nous confie avoir dit, à la suite d'une grave maladie : « Heille, si je veux dans le fond que mes yeux pétillent tout le temps, je dois retourner au théâtre. » Ce sentiment d'urgence pousse Camille à fonder sa compagnie de théâtre social, à travers laquelle elle peut s'engager socialement et travailler à l'épanouissement de soi. Les jeunes de cette trajectoire cherchent à s'impliquer de manière autonome au sein de projets qui leur permettent de vivre pleinement leurs passions. Camille raconte que son engagement, au fil de sa trajectoire, est plus soutenu quand elle s'implique pour ses projets personnels :

« Peut-être aussi que les fois où je me suis vraiment engagée, c'est moi qui ai parti [le projet]. C'est comme si ce n'était pas un mouvement qui était déjà initié. C'est moi qui l'ai démarré, qui suis allée chercher mon monde. Ça fait que quand c'est des projets qui sont déjà là, je ne sens pas nécessairement la responsabilité de contribuer à long terme parce que je ne les connais pas. » (Camille)

Les jeunes de la trajectoire *projet de soi* n'hésitent donc pas à entreprendre des projets. Il leur est nécessaire de faire quelque chose de significatif avec leur vie, tout en contribuant au bien commun. Ces jeunes cherchent ainsi à élaborer des projets sociaux stimulants qui leur permettent de développer et d'exprimer leur identité personnelle. Par exemple, lors d'une période de déprime, Mélissa est sans emploi et commence à coudre. C'est alors qu'elle décide de fonder une entreprise de couture pour s'exprimer, pour avoir le sentiment de faire partie de la société et pour vivre pleinement de sa passion :

« J'étais rendue à un point où je me disais que ça n'a pas d'allure d'avoir – je ne sais pas j'avais quel âge – 22 ans et d'être aussi désintéressée de tout. Ça n'a pas de bon sens. Ça fait que je suis... je me suis écoutée un petit peu, puis je me suis dit : "Ah, pas de possibilités d'emploi ? Je m'en fous !" (Rires) C'est là que je m'en vais. » (Mélissa)

Ces jeunes constatent, au fil de leur parcours de vie, que leur trajectoire professionnelle doit leur permettre de vivre leurs rêves. C'est alors que leurs projets d'engagement considérés comme passionnants se conjuguent à la trajectoire professionnelle. Ainsi, les trajectoires professionnelle et d'engagement social de ces jeunes deviennent complémentaires, ce qui leur permet à la fois de gagner leur vie et d'avoir un impact social.

8.2.2 L'engagement individualisé

Pour les jeunes de cette trajectoire d'engagement, le changement social passe par des pratiques individuelles. Les participants interviewés s'engagent en élaborant eux-mêmes un projet social pour intervenir sur un enjeu qu'ils ont ciblé ou encore qui les touche personnellement. Les participants ont ainsi développé un discours où « tout part de soi ». Il s'agit de réaliser un projet qui leur permet de contribuer à la fois au destin commun et à l'expression de leur individualité. Par

l'entremise de ce projet social, l'engagement doit, pour ces jeunes, assurer leur développement personnel. Plusieurs d'entre eux soutiennent qu'il est essentiel de se développer pour arriver à s'engager en société. Ils estiment que le changement social passe d'abord par l'individu. Kim exprime très bien cette idée lorsqu'elle explique que les libertés individuelles sont plus importantes que la solidarité :

« Oh! Mais je crois que ça commence par la liberté personnelle avant. Si tu n'as pas cette liberté-là, je ne crois pas que tu peux nécessairement aller aider d'autres personnes. Puis, les deux, c'est équivalent, mais ça commence sur le plan personnel et, une fois que tu es bien, une fois que tu sais ce que tu veux, je crois que tu peux vraiment aller aider pour une cause ou être plus solidaire. [...] Donc, il faut savoir qui tu es avant pour soutenir les autres. » (Kim)

« Se changer individuellement pour agir collectivement » est une posture très importante pour les participants de cette trajectoire. Cette transformation personnelle permet à ces jeunes de s'impliquer de façon à rester en cohérence avec leur identité et leurs valeurs personnelles. À cet égard, l'Institut du Nouveau Monde diffuse ce type de discours qui appelle au changement personnel pour changer le monde. Mélissa nous confie avoir été inspirée par cette idée et l'avoir adoptée à travers son engagement :

« Ce n'est pas toi qui changes le monde, c'est toi qui te changes toi-même. Ce qui fait que moi, ce que j'ai appris à l'INM, je l'ai appliqué à moi-même dans l'espoir que ça va rayonner autour de moi. Mais, le changement, je ne peux pas l'amener plus loin si je ne l'amène pas en dedans de moi. » (Mélissa)

De manière plus générale, Jutras et coll. (2010) soulignent que l'école accorde désormais une place sans précédent à l'éducation à la citoyenneté dans un contexte plus individualiste et pluraliste. L'école transmettrait et renforcerait un discours valorisant davantage les droits civiques que les devoirs citoyens (Jutras et coll., 2010). Cette forme de pédagogie contribue en quelque sorte au processus de singularisation de ces jeunes, qui ont pour projet social de se développer et de se différencier. Une partie de l'implication passe ainsi par l'expérience dans le but d'acquérir des compétences, pour ensuite agir en société.

Portés par cette idée qu'il faut se changer individuellement pour agir collectivement, ces jeunes actualisent leur implication à travers l'épanouissement personnel et l'expression de soi. Ils peuvent être à la fois dans le monde social et dans la réalisation de soi. Ce type d'engagement, qui exige d'entreprendre individuellement le changement social, témoigne d'une certaine déprise des systèmes d'appartenance hérités, d'un nouveau rapport au monde et d'une individualisation des valeurs. Le propre de la société contemporaine correspond alors à cette possibilité de jouer avec différentes identités en mettant à distance ses appartenances garantissant un quant-à-soi afin de faire ses propres choix (Ion, 2012). Dufour et ses collaboratrices (2015) intitulent, quant à elles, cet engagement de *do-it-yourself politics*, c'est-à-dire une action collective ou individuelle visant à faire de la politique soi-même. Il s'agit donc, pour la société civile, de se réappropriier un certain pouvoir d'agir afin de réaliser elle-même le changement social. C'est alors que les jeunes n'agissent plus sur la politique en raison des défaillances du système de représentation, mais proposent plutôt des actions concrètes qui assureront les transformations souhaitées.

8.2.3 L'engagement affranchi

Les jeunes de la trajectoire *projet de soi* s'impliquent généralement en dehors des organisations afin d'éviter de compromettre leur identité personnelle. Ils aiment donner de leur temps pour des projets d'engagement, mais, lorsque ceux-ci ne correspondent pas à leurs attentes ou à leurs valeurs personnelles, ils préfèrent se retirer. Dans ce contexte, ces jeunes vivent beaucoup d'ambivalence, de questionnement et, parfois, de découragement par rapport à leur implication. La frontière entre leur engagement et la possibilité de retrait est par conséquent très mince. Une mauvaise expérience, telle que l'impression de ne pas avoir d'impacts concrets en société, ou encore le manque de reconnaissance peuvent engendrer un désengagement. Cette fragilisation de leur implication est également observée lorsqu'ils s'engagent dans des groupes trop hiérarchisés et structurés tels que la Fédération des femmes du Québec, le Nouveau Parti démocratique ou encore Solidarités International. Certains mentionnent avoir cessé de s'engager dans ces organisations pour les raisons suivantes : de nombreuses procédures pour intégrer les milieux, les jeux de stratégie, la lenteur de la mise en application des décisions et les valeurs du milieu. Ces jeunes se reconnaissent très peu dans ces grandes institutions « bureaucrates » qui transmettent des valeurs et des modes de fonctionnement déjà bien établis. Ils ont alors de la difficulté à s'identifier à un groupe qui répond à leurs intérêts et avec qui partager leurs idées. Ces jeunes sont ainsi très critiques envers la démocratie représentative et observent plusieurs « irrégularités » dans les organisations citoyennes. Cet affranchissement des organisations formelles crée un rapport au collectif distancié, voire affranchi. Julie affirme, dans ce contexte, chercher surtout à adopter une position en soutien dans un temps circonscrit en proposant des idées, plutôt que de porter le projet en entier et de s'intégrer dans une organisation :

« Voir, commenter sur comment c'est fait... Parfois, je peux être chiant aussi, là. (Rires) Non mais, avec des amis, parfois, quand ils s'en vont changer quelque chose, je suis comme : "Qu'est-ce que tu fais?" Mais... mais c'est ça. Être libre là-dedans. C'est essentiellement ça, je pense. De donner, tu sais. Comme là, je ne suis pas techniquement dans le comité social de mon équipe, mais je suis comme... j'ai donné une idée. Finalement, je dis : "Voulez-vous que je parle de l'idée moi-même au reste de l'équipe?" Ou encore je ne suis pas dans le comité : "Non, mais tu vas faire partie du comité." Bah, OK, je peux faire partie du comité, mais peut-être pas tout le temps. Là, j'ai du temps pour organiser le party de Noël, mais je ne veux pas que ça devienne une charge. Je vais prendre différentes charges, mais pas des trucs qui peuvent être étendus sur une année ni une implication d'un an. À moins que ce soit mon propre truc. » (Julie)

Julie aime donner de son temps, mais elle ne veut pas que l'implication devienne une charge. Les jeunes de cette trajectoire cherchent à conserver une certaine marge de manœuvre et une liberté d'action. À cet égard, ces jeunes peuvent choisir quand ils veulent donner de leur temps et la charge de travail qui leur convient. Il est donc nécessaire que le projet parte de soi afin qu'ils puissent intervenir à leur manière sur des enjeux qu'ils ont eux-mêmes ciblés. À ce sujet, Kim se dit être têtue et n'apprécie pas quand les choses lui sont imposées. Elle veut bien donner de son temps, dans la mesure où son engagement ne constitue point une injonction. Kim ne s'engage pas nécessairement parce qu'on le lui demande, mais bien par intérêt :

« Je ne veux pas faire la même chose que les autres. Puis, je ne veux pas nécessairement être unique, mais faire une chose à ma manière et que ça fonctionne. Puis me dire que si je vais jusqu'au bout de ce dont j'ai envie, ça prendra le chemin que ça va prendre. Ce n'est peut-être

pas ça que j'avais planifié, puis, finalement, il y a d'autres choses qui vont arriver ». (Kim)

L'implication de ces jeunes est marquée par ce désir de différenciation et d'expression de soi. L'individu singulier, moins tenu par des liens obligés, est plus en mesure de hiérarchiser ses choix, de sélectionner ses besoins, et ce, indépendamment de ses devoirs (Ion, 2012). C'est dans ce contexte que ces jeunes cherchent moins à intégrer les groupes et les organisations structurés, car ces espaces sociaux limitent leurs actions et freinent par conséquent leur épanouissement personnel. Ils sont à la recherche d'une certaine liberté d'action pour se tailler une place en société en cohérence avec leur identité.

Ces jeunes étant façonnés par la culture néolibérale et par la notion de droits individuels, ils cherchent moins à adhérer aux approches collectivistes pour défendre de grandes causes sociales. Ils souhaitent surtout porter individuellement le changement pour transformer les mœurs et les discours des individus. Par exemple, Camille explique qu'elle se sent moins interpellée par les grands enjeux sociétaux, car elle préfère s'engager dans son environnement pour transformer les lieux et les pratiques individuelles :

Camille : « Je ne me sens pas non plus comme une activiste ou quelqu'un de vraiment mobilisé par son milieu. J'ai l'impression, à la limite, que mon engagement est égoïste, mais je me sens moins mobilisée par les grandes causes de société. Je ne vais pas travailler fort pour l'aboutissement d'une loi sur quelque chose. On dirait que je suis moins dans ce genre de militantisme. C'est pour ça que le féminisme, je ne sais pas ce que ça va donner. C'est quand même... »

I : « Gros? »

Camille : « Oui, c'est une grosse cause. »

Camille explique ensuite qu'elle privilégie un engagement de proximité : « Dans le sens que je vais aider les autres qui sont plus proches de moi qu'un inconnu. » Ces jeunes repoussent ainsi les grandes organisations qui ne sont pas en cohérence avec leur identité et leur éthique personnelle. Moins mobilisés par les grandes causes sociales, ils préfèrent s'impliquer par l'entremise de projets personnels pour agir autour de soi. Ainsi, ils s'impliquent dans des milieux flexibles où ils peuvent intervenir à l'échelle locale. Pour ce faire, certains vont même jusqu'à créer des espaces pour s'engager à leur façon. L'engagement de ces jeunes ne cherche pas à emprunter la voie de la démocratie représentative ou de l'organisation collective, mais intervient davantage dans une logique entrepreneuriale. Ainsi, ces jeunes se détachent des traditions syndicales et communautaires qui ont marqué les mouvements sociaux du Québec pour agir dans le cadre économique à l'aide de projets sociaux. C'est donc à titre d'entrepreneurs sociaux que ces jeunes cherchent à intervenir dans la société à travers un métier qui est à la lumière de leur personnalité, comme nous le verrons dans la section suivante.

8.2.4 L'engagement entrepreneurial

L'engagement social des jeunes de cette trajectoire se matérialise notamment par le biais de projets professionnels dont l'objectif est à la fois économique et social. Leur implication s'inscrit dans une logique d'entrepreneuriat social dont l'objectif est « d'humaniser » l'économie. Ils sont à la recherche d'une nouvelle façon de développer une carrière en cohérence avec leur éthique personnelle. Plusieurs jeunes expliquent avoir quitté leur emploi trop éloigné de leurs valeurs personnelles. C'est dans ce contexte qu'ils ont préféré mettre sur pied une entreprise afin de vivre à la fois pleinement de leur passion et de contribuer au bien commun. Par exemple, Mélissa arrête

sa carrière d'architecte pour démarrer une compagnie de couture. Elle estime que son entreprise lui permet de changer le monde, de travailler et de s'épanouir :

« Oui, puis ça a vraiment été un moteur pour lancer mon entreprise, parce que si je bâtis quelque chose à partir de ce qui est important, de mes valeurs, justement, si ça change, je peux changer aussi. C'est ça qui est le fun aussi. Parce que oui, j'aime réfléchir; oui, j'aime me faire une opinion, mais je suis consciente que ça, ça change aussi. Ce qui fait que, parfois, tu vas être bien quelque part, puis, cinq ans plus tard, tu ne seras plus bien à cet endroit. Mais moi, ça peut changer avec moi. Ça peut me suivre. Ça me donne un sentiment de continuité. » (Mélissa)

Cet extrait témoigne des difficultés de ces jeunes à trouver un emploi qui répond à leurs besoins de flexibilité, de proximité et d'être au diapason de leurs valeurs. Le marché du travail actuel semble éprouver des difficultés à s'adapter à la réalité de la génération Y⁶ marqué par un désir de différenciation de soi. Démarrer leur propre entreprise constitue pour ces jeunes un espace idéal, car ils n'ont plus besoin de compromettre leur identité ni leurs valeurs personnelles. Ce milieu de travail, l'entreprise sociale, est désormais à leur image, voire un prolongement d'eux-mêmes. Il est donc possible pour ces jeunes de s'engager et de travailler, tout en étant en cohérence avec leurs intérêts. C'est en ce sens que Fabrice désire développer une entreprise qui reflète ses valeurs et, surtout, qui n'agit pas au détriment des autres. L'engagement entrepreneurial amène les jeunes de cette trajectoire à trouver un juste milieu entre la solidarité et l'individualisation, c'est-à-dire qu'ils peuvent contribuer au destin commun, tout en conservant leur propre identité.

⁶ La génération Y regroupe, en Occident, l'ensemble des personnes nées entre 1980 et l'an 2000.

L'engagement entrepreneurial fait partie du mandat de la compagnie de ces jeunes. Depuis la mise sur pied de son entreprise, Mélissa n'hésite pas à donner de son temps à d'autres dans le besoin. Elle accepte de faire des contrats de confection de vêtements qui ne sont pas payants pour des soirées-bénéfice telles que le Trophée Roses des sables et Opération Enfant Soleil. Pour Mélissa, le temps qu'elle met sur la confection des vêtements correspond à une forme d'engagement social puisque cela dépasse largement le coût de la publicité. En échange, elle exige une certaine visibilité. Elle précise que ce n'est pas tant la publicité qui la motive à accepter des contrats non lucratifs, mais plutôt l'esprit d'entraide.

Plus encore, l'entreprise de ces jeunes leur permet d'aller à la rencontre des individus pour leur transmettre un message social. Lorsque Mélissa a démarré son entreprise, elle a intégré une mission éducative pour encourager les jeunes à se lancer en affaires. Elle diffuse le message selon lequel il est important d'aller à la rencontre de ses rêves et de ne pas se laisser décourager par ce qui semble inatteignable. Imprégnée par le discours du *self-made-man*, elle véhicule sa vision de l'engagement : se faire confiance et foncer pour aller au bout de ses idées. Ce type d'engagement social apparaît cependant utilitaire, dans la mesure où l'implication constitue une carte de visite pour mettre de l'avant l'entreprise. Mélissa ne nie pas faire la promotion de son entreprise lors des conférences. Il s'agit d'une occasion pour offrir ses services de confection de robes de bal. Ainsi, ces jeunes cherchent à sensibiliser leur entourage pour intervenir sur des enjeux qui les touchent personnellement. Il s'agit d'une forme d'engagement qui leur permet d'avoir une certaine emprise sur leur environnement immédiat et de changer les choses de l'intérieur.

Mélissa utilise « sa compagnie pour changer le monde ». Toutefois, elle ne cache pas que son engagement dans le cadre de son travail est parfois « par intérêt », car, à travers ses projets,

elle continue à se perfectionner comme couturière en apprenant, par exemple, comment manier de nouveaux tissus. L'engagement entrepreneurial permet à ces jeunes de développer leurs compétences pour faire avancer leur carrière. C'est dans cette optique que Kim a une conception de l'implication qui est liée à l'idée de l'expérience. L'engagement social lui permet d'avoir une expérience pour développer de nouveaux acquis et ainsi faire avancer sa trajectoire professionnelle. L'implication de ces jeunes est donc perçue comme un « laboratoire », un lieu d'expérience tant sur le plan du développement personnel que professionnel. Kim donne de son temps à plusieurs organismes dans le but d'acquérir des compétences telles que la gestion et l'animation de groupe dans l'optique d'utiliser ses nouvelles compétences pour sa carrière d'actrice. Elle décide, par exemple, de faire la lecture aux personnes âgées et de donner des ateliers au YMCA afin d'acquérir de l'expérience d'animation et de diction. Kim devient aussi membre d'un conseil d'administration d'un Carrefour jeunesse-emploi pour avoir de l'expérience dans le domaine de la gestion. Ces jeunes cherchent à développer leurs compétences par le biais de l'engagement pour agrandir leur réseau, pour avoir une certaine visibilité et ainsi pour décrocher un contrat. L'engagement des jeunes de cette trajectoire est alors motivé par le développement de soi puisque l'entreprise dépend en quelque sorte de leurs connaissances et compétences personnelles.

Ces jeunes fréquentent des milieux dans une vision utilitaire pour faire avancer leur carrière. Ils cherchent à se distinguer sur le marché du travail en acquérant ou en consolidant des connaissances et des compétences qui leur seront utiles pour leur projet. Ils ont également besoin d'une certaine visibilité pour assurer le succès de leur projet. C'est alors que l'engagement devient en quelque sorte un levier pour leur trajectoire professionnelle. Ils s'engagent pour avoir un sentiment de fierté, mais aussi pour acquérir une certaine crédibilité. Le collectif est en ce sens un moyen, car l'engagement de ces jeunes apparaît surtout motivé par le développement de soi et de

leur carrière. Kim affirme être constamment à l'affût de nouvelles possibilités d'implication pour l'avancement de sa trajectoire professionnelle :

« C'est sûr que, s'il y a des moments où c'est plus calme au travail, je vais plus pousser la recherche d'emploi. Mais je trouve que toutes les implications que je fais, ça m'aide dans le milieu professionnel. C'est sûr que ça m'aide à renforcer mes compétences, que ça me permet d'aller chercher plus de partenaires. Pas nécessairement des partenaires, mais un réseau de contacts. Ça m'aide aussi à avoir plus d'information, etc. Donc, toutes les choses que je fais, ça m'intéresse et aussi ça m'aide à me développer. » (Kim)

Même si leur engagement est teinté par cet esprit entrepreneurial qui consiste à aller de l'avant, de s'engager et de récolter, ces jeunes ont aussi une conception de l'implication qui s'inspire de l'esprit du don. L'engagement de ces jeunes est perçu comme un moyen d'échange gratuit (Godbout, 2007). Par exemple, Kim considère qu'elle a beaucoup reçu dans la vie. C'est pourquoi elle n'hésite pas à redonner de son temps au Carrefour jeunesse-emploi (CJE). Elle considère que cet organisme lui a donné énormément d'aide pour démarrer sa carrière en tant que travailleuse autonome et future entrepreneure dans le milieu artistique. Ainsi, son implication au CJE est motivée par la recherche d'une expérience en gestion, mais aussi par son désir de redonner à cet organisme qui lui a beaucoup appris. Cette idée de redonner caractérise aussi la trajectoire de Mélissa, car elle estime être le « produit de l'aide communautaire ». En effet, c'est le crédit communautaire qui lui a permis de démarrer son entreprise. Elle ne comprend pas comment un organisme de microfinancement a pu croire en son projet. Dans ce contexte, elle affirme avoir un certain devoir de redonner : « Eh bien, *take and give back*. C'est plus ça. C'est de dire OK, moi, je reçois tellement d'aide et cette aide est tellement importante que j'ai une mission de contribuer à

ça. » Mélissa applique alors cette logique du don en redonnant au suivant et en étant disponible auprès de ceux qui ont cru en ses projets. Concrètement, elle aide ponctuellement l'organisme qui l'a soutenue financièrement, l'Association communautaire d'emprunt de la Rive-Sud (ACERS), en participant par exemple à l'organisation d'une fête de quartier :

« L'ACERS, par exemple, c'est du crédit communautaire. C'est elle qui m'a permis de démarrer mon entreprise et de réaliser mon rêve. Ce qui fait que, dans le fond, c'est sûr que si elle [...] m'appelle, me dit : "OK, on a besoin de quelqu'un pour venir nous aider à vendre des billets pour du financement. On a besoin de quelqu'un pour réaliser notre capsule pour informer. On a besoin..." Moi, je suis tout le temps-là. Je suis la première à lever la main et à dire : "Si vous avez besoin d'aide, je peux être là." Je veux dire, ces gens m'ont fait confiance, puis j'étais en train de suivre des cours de lancement d'entreprise que je n'ai pas eu le temps de faire au début. [...] Alors, je me dis que si ces gens m'ont fait confiance et qu'ils sont là quand j'ai besoin d'eux autres, eh bien, christie, moi, je veux être là quand ils ont besoin de moi. » (Mélissa)

Selon Simonet-Cusset (2002), cette rhétorique du « *give back to the community* » réfère à une éthique civique du travail. Cette responsabilisation communautaire exige un « travail citoyen » qui contribue autant au destin commun qu'à l'épanouissement personnel. En redonnant, ces jeunes ont l'occasion d'accéder à des expériences qui leur permettent de développer des habiletés et ainsi d'avancer leur projet d'engagement. Cette approche constitue dès lors un moyen de se libérer de la dette contractée auprès de ceux qui ont soutenu ces jeunes à travers leur projet entrepreneurial. Le devoir de redonner découle en quelque sorte d'une éthique religieuse du travail qui stipule que le travail et l'enrichissement devraient profiter d'abord à la communauté (Simonet-Cusset, 2002).

8.2.5 L'engagement par la création de contenu

À travers leur engagement entrepreneurial, plusieurs des jeunes s'impliquent également à créer et à partager du contenu social. Ils analysent la société et les discours du quotidien, puis partagent leurs réflexions dans le but de sensibiliser les gens à certaines réalités sociales qui leur semblent problématiques. Par exemple, Julien s'implique dans un Forum jeunesse comme membre du conseil d'administration dans le but de changer la vision des individus autour de la table. Il ne s'agit pas de s'impliquer pour la cause, mais plutôt de transformer une personne à la fois. Julien estime réfléchir à plusieurs enjeux et souhaite transmettre son savoir sur le processus de « conditionnement social » : « Je travaille quand même sur le changement. Moi, je travaille dans l'argumentation. » Il organise aussi des discussions de cuisine avec des gens de son réseau et il assiste à différents colloques et conférences pour exprimer ses idées et pour influencer les individus présents. Une partie de l'engagement de ces jeunes est de susciter le changement de mentalité à travers l'argumentaire. Ils aiment les joutes verbales et, surtout, jouer l'avocat du diable pour nuancer le débat. Toutefois, ils sont conscients que leur engagement est de faible portée, étant donné l'approche individuelle qui est celle de l'argumentaire :

« J'ai une approche de spécialiste. J'ai l'impression que je satisfais ma curiosité intellectuelle et mon plaisir intellectuel, mais je ne suis pas sûr encore que je vais avoir un impact au-delà des cercles de gens qui sont sur le bord d'être convaincus et que je vais peut-être convaincre. D'après moi, je suis en permanence à essayer de ramener de mon côté. Et comme je suis persévérant et que j'essaie de toujours de ramener ces gens, je vois que je vais y arriver, mais ça va être une course. Le monsieur et la madame Tout-le-monde, je n'arrive pas à leur parler. »
(Julien)

Il s'agit alors de jeunes très informés qui cherchent à construire eux-mêmes leur propre opinion. Ils possèdent un sens critique développé et n'hésitent pas à partager leur vision politique. Ces jeunes s'impliquent en rédigeant du contenu varié qu'ils diffusent à travers des canaux comme Facebook, des blogues personnels ou encore des revues scientifiques. Par exemple, Julien publie régulièrement des articles, des vidéos et des statuts sur Facebook. Il a par ailleurs configuré son compte de manière à ce qu'il devienne une sorte de « veille stratégique » sur les sujets qui l'intéressent. Pour certains jeunes de cette trajectoire, Facebook est un lieu de stimulation intellectuelle :

« Chez moi, c'est central. J'y passe 3-4 heures par jour. Et la majorité de mes activités professionnelles ont souvent été *triggées* [déclenchées] par ça. Ça a souvent commencé là. Un exemple récent : je suis en train d'écrire un article avec un prof des HEC pour le journal *Lien social et Politiques*. Et c'est venu parce que quelqu'un a partagé sur Facebook l'appel à contribution de l'INRS. Je n'aurais jamais vu ça autrement. C'est ça qui m'a permis de dire : "Ah, c'est exactement ce sur quoi je réfléchis en ce moment." Je propose à un prof d'écrire ça, puis on écrit l'article. Puis, on attend notre réponse maintenant. Ça, concrètement, c'est des projets qui arrivent grâce à Facebook. J'ai plein de projets qui viennent de là. Les reportages qui m'ont marqué le plus, les documentaires, je crois, ce sont des choses partagées par des gens sur Facebook. Moi, j'ai ma stratégie de veille informationnelle. Elle est justement basée sur le fait de gagner du temps le plus possible. C'est-à-dire que moi je connais les intérêts de la majorité des gens de mon réseau. Donc, quand je vois de l'information que je trouve pertinente, je la leur envoie. Pareil pour moi. » (Julien)

Contrairement aux autres trajectoires, les réseaux sociaux correspondent à un lieu d'engagement, car ces jeunes y diffusent de l'information, y expriment leurs opinions et mettent

les gens en contact. Cette nouvelle forme d'engagement informel et intellectuel permet aux jeunes de prendre part aux débats publics à titre de citoyens informés. Pour enrayer l'apathie politique et amener les gens à s'impliquer, ces jeunes soutiennent qu'il est essentiel de prendre le temps de s'informer. Pour Julien, le citoyen doit faire l'effort de « lire, pour s'impliquer, pour comprendre ». La représentation du citoyen chez les jeunes de cette trajectoire est alors très liée au devoir de s'informer ainsi que de s'exprimer. Ils définissent « l'anticitoyen » comme celui qui croit n'avoir rien à dire. Ainsi, il n'est pas surprenant qu'une partie de l'engagement des jeunes consiste à s'informer et à diffuser de l'information pour influencer les gens à s'engager :

« C'est vrai qu'il y a un peu de ça parce que, comme mon engagement est de me tenir au courant de l'actualité, je trouve ça important de connaître ce qui se passe. Ainsi, s'il y a quelque chose qui me révolte, je vais pouvoir agir. De ne pas juste dire quelque chose parce que je l'ai entendu, mais que, dans le fond, ça n'a pas de sens, mais tu ne t'en es pas informé. Ça me choque beaucoup que les gens ne soient pas au courant de ce qui se passe dans leur société. » (Camille)

L'engagement exige d'abord pour ces répondants de s'informer pour ensuite agir concrètement sur des enjeux. Cette idée de s'instruire pour devenir un citoyen engagé apparaît peu étrange au fait que la lecture est importante dans la vie de ces jeunes. La littérature prend en effet une grande place dans leur vie et arrive même à bifurquer leur trajectoire d'engagement. Fabrice découvre dans l'ouvrage *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique* d'Alain Deneault la notion de la responsabilité sociale des entreprises, un concept qui influencera son projet d'entrepreneuriat social. Quant à Kim, c'est grâce à des autobiographies qu'elle s'intéresse à la traite humaine et aux inégalités homme-femme. Ces connaissances l'amèneront par la suite à donner des ateliers sur ces thèmes, notamment au YMCA. Julie mentionne, quant à elle, avoir été

grandement inspirée par l'ouvrage de Jasmin Roy sur l'intimidation. Cette lecture lui a donné le goût d'écrire aussi un livre sur son parcours personnel marqué par l'intimidation.

Les jeunes de cette trajectoire créent du contenu inédit pour influencer et transformer les mentalités à travers des milieux plus informels tels que les conférences, les réseaux sociaux et les discussions de cuisine. Étant donné qu'ils préfèrent s'engager en dehors des groupes et des organisations, plusieurs de ces jeunes créent leur propre espace pour diffuser de manière créative du contenu subversif. Julie crée, par exemple, un festival de poésie pour que les gens puissent s'exprimer dans un environnement inclusif. Par ce projet, elle veut créer un groupe affinitaire pour partager son expérience et avoir le sentiment de prendre part à la société. Elle estime, d'autre part, vouloir aider les gens à sortir « de leur coquille ». En raison de ses épisodes d'intimidation, Julie apparaît s'impliquer pour créer des espaces sécuritaires où les gens peuvent faire entendre leur voix singulière.

Les répondants de cette trajectoire ont vécu des injustices sociales telles que l'intimidation, l'immigration et la pauvreté. Ces expériences ont alors influencé leur trajectoire d'engagement, ce qui les a amenés à s'engager afin d'être plus inclusifs. Par exemple, Camille est une personne très timide. Elle nous parle de sa difficulté à « entrer en contact » et du fait qu'elle n'est pas une personne qui « interagit facilement en groupe ». Sa gêne permet de mieux comprendre pourquoi elle cherche à créer des espaces publics de discussion pour les gens isolés. Elle trouve très important de rendre les gens à l'aise. Ce souci d'intégration transparaît au sein de son engagement lorsqu'elle aménage un espace de discussion après les pièces de théâtre de la troupe qu'elle dirige. Elle veut que les spectateurs aient un endroit pour réfléchir et discuter sur différents sujets. Camille trouve important d'offrir des lieux pour échanger : « Parce que je pense que les gens ont quelque chose à

dire même s'ils ne parlent pas. Justement parce que moi, je l'ai vécu. » Prendre la parole force, selon Camille, la réflexion et la mise en application des idées. Les jeunes de cette trajectoire ont donc développé une force de caractère à travers l'expérience de l'injustice, ce qui les a poussés à réfléchir sur le vivre-ensemble et sur leur engagement. En organisant un milieu sécuritaire et alternatif, Camille et Julie arrivent à intégrer des individus en société en leur permettant de trouver leur propre voix. Elles jugent que cette méthode permet de créer un sentiment d'appartenance, ce qui pousse les individus à s'impliquer et ainsi à améliorer leur milieu et, plus généralement, la société.

Ces jeunes souhaitent aussi, lorsqu'ils organisent des rassemblements, rencontrer de nouvelles personnes et agrandir leur réseau. En effet, bon nombre des répondants soutiennent qu'ils s'engagent pour conserver un certain contact humain. Julie avoue que son engagement est un moyen pour tisser des liens :

« J'aime les choses qui permettent aux gens d'interagir, qui sortent de l'ordinaire, qui donnent un prétexte à aller vers la personne vers qui on ne serait pas nécessairement allé. Tu sais, je ne vais pas me mettre à jaser avec eux autres. Pourtant, ils ont plein de choses intéressantes à dire, mais il n'y a pas de prétexte. Je pense que ce que j'aimais bien dans l'engagement quand j'étais assez jeune, c'était ça : ça donnait un prétexte. On arrive et le sujet est là. Quoique j'aie plus facilement fait des rencontres par Internet qu'en personne; c'est la transition entre on s'entend bien, on est amis, puis on s'en va prendre un café parce qu'on s'intéresse en ligne. C'était clair. Dès la première rencontre, on sait déjà qu'on s'intéresse peut-être un peu, puis c'est plus facile de se livrer quand le contexte est clair. » (Julie)

Il n'est pas surprenant que la rencontre soit essentielle pour l'engagement de ces jeunes puisqu'une partie de leur implication passe par l'échange d'idées et d'opinions. Plus encore, certains jeunes de cette trajectoire vivent des périodes d'isolement en raison de leur trajectoire d'immigration, de leur emploi ou encore de leur personnalité plus timide. L'engagement leur permet ainsi de socialiser et de s'intégrer dans un nouveau pays. Par exemple, lorsque Fabrice s'installe à Montréal pour ses études, il s'implique dans les associations étudiantes afin de mieux saisir la culture québécoise et de développer un nouveau réseau d'amis. La notion de réseau est donc très importante pour ces jeunes puisqu'ils s'engagent notamment pour se faire connaître et pour promouvoir leur projet d'entrepreneuriat social. Ils participent ainsi à des activités de réseautage dans l'espoir d'avoir de l'information et des occasions d'assurer l'avancement de leur carrière professionnelle. Il leur est alors essentiel de saisir les occasions qui leur sont offertes. Mélissa soutient à cet effet que son parcours n'est pas dû à la chance, mais plutôt au fait d'avoir foncé et participé à une foule d'évènements :

« Je ne suis pas *chanceuse* : je suis seulement à la bonne place quand c'est le bon temps. Si je ne m'étais pas donné la peine d'aller à l'INM, je ne serais pas allée à Paris. Mais pourquoi je suis allée à l'INM ? C'est parce que je me suis donné la peine d'aller au Forum avant. Quand quelqu'un a dit : "Y a-t-il quelqu'un que ça intéresse ?" Moi, j'ai levé la main. Parfois, je suis allée à des trucs et ça ne m'a rien rapporté du tout. Mais, une fois sur deux, ça me rapporte quelque chose, puis ce quelque chose m'apporte quelque part d'autre. » (Mélissa)

Les organisations sont perçues par les jeunes de cette trajectoire comme des espaces pour aller chercher des ressources et des occasions dans le but de nourrir leur projet entrepreneurial. Ils participent à des formations professionnelles ou encore consultent des experts dans des

organisations afin de bonifier leurs compétences et connaissances professionnelles. Ces jeunes conçoivent les organisations comme un milieu qui pourra faire avancer leur parcours de vie.

8.2.6 Les organisations comme levier d'engagement

Même si ces jeunes mentionnent avoir de la difficulté à adhérer de manière formelle aux groupes, ils n'hésitent pas à s'impliquer ponctuellement au sein de certaines organisations et à les fréquenter lorsqu'elles peuvent leur rapporter, par exemple faire avancer leur projet d'entrepreneuriat, acquérir des compétences personnelles et professionnelles ou encore se distinguer sur le marché du travail. Ils consultent ainsi plusieurs organisations pour démarrer leur projet d'entrepreneuriat social. Ils cherchent des conseils et de l'aide financière pour mettre sur pied leur projet d'entrepreneuriat auprès d'organismes professionnels comme le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) ou l'Association communautaire d'emprunt de la Rive-Sud (ACERS). Lorsqu'ils ont besoin de conseils ou de soutien, ils vont chercher l'information dont ils ont besoin. Ils ont ainsi une bonne connaissance des organisations et n'hésitent pas à solliciter de l'aide. C'est dans cette perspective que ces jeunes se sont retrouvés à l'École d'été de l'INM pour agrandir leur réseau, pour s'informer, pour consolider des compétences, pour découvrir d'autres organismes ou encore pour recevoir des conseils concernant leur engagement entrepreneurial. Certains ont ainsi participé au programme *À go, on change le monde !*, qui vient en aide aux jeunes entrepreneurs dans la création de leur projet.

Ces jeunes ont étudié dans des domaines très similaires tels que la gestion de projet, le management, le marketing ainsi que la finance. Plusieurs d'entre eux ont poursuivi cette formation aux HEC à Montréal, formation qui semble avoir influencé leur trajectoire d'engagement. Par exemple, cette institution scolaire a transmis à Fabrice et à Julien l'idée selon laquelle on peut

intervenir sur le destin commun à l'aide de projets économiques. Lorsqu'ils ont commencé leur formation dans cette institution, leur projet entrepreneurial s'est lentement transformé en projet social. Fabrice estime que : « Le meilleur des mondes, c'est où l'économie est au service du social, où tout le monde bénéficie de la machine. » Sa représentation de l'entreprise s'est alors transformée grâce à sa formation aux HEC.

Ainsi, les jeunes de cette trajectoire fréquentent des organismes comme le CJE, l'INM et les HEC, qui encouragent les jeunes à s'impliquer par l'entremise de projets à caractère entrepreneurial pour porter individuellement le changement social. Ces organisations transmettent aux jeunes ce discours néolibéral selon lequel, pour avancer dans la vie, il faut se prendre en charge et se réaliser comme individu distinct. Ces milieux sont privilégiés par ces jeunes, car il est possible d'y acquérir de nouvelles compétences qui favorisent à la fois le développement de leur entreprise et de soi.

8.2.7 La socialisation familiale

Contrairement aux deux autres trajectoires, l'engagement de ces jeunes est socialisé par la famille. La famille agit dans cette trajectoire comme un important levier de leur engagement. Par exemple, Julien admire les valeurs entrepreneuriales de ses parents. Ils ont bâti leur entreprise à partir de rien et ils ont toujours su être justes avec leurs employés. Les représentations de Julien de ce qu'est une entreprise et le vivre-ensemble ont grandement été teintées par les expériences de ses parents. La famille a également été un premier lieu de discussion. C'est à travers ses échanges avec ses parents que Julien a appris à formuler ses propres opinions. Il a été initié très tôt aux débats sociaux et politiques. Quant à Fabrice, il mentionne avoir été marqué par les débats politiques enflammés dans sa famille élargie. Ainsi, les discussions familiales ont été un lieu propice pour ces

jeunes, qui ont développé leur propension à prendre la parole. Plus encore, c'est à travers la famille et en participant aux débats que ces jeunes ont eu une formation à l'esprit critique. Concrètement, ses échanges avec ses parents ont transmis à Fabrice des valeurs humanistes qui ont influencé son projet d'entrepreneuriat social :

« Ensuite, je pense que... je ne sais pas c'est quel évènement, je ne serais pas capable de le dire, mais ça viendrait du fait que le monde du capitalisme se fasse de l'argent sur le dos des autres et que les pays développés et les pays en voie de développement sont de toute évidence exploités, même si on est officiellement tous indépendants par les pays. Je me suis dit : "Non, je ne serai pas capable de participer à ça." Et je pense que c'est probablement dû à une partie de mon éducation, de mon père et de ma mère, qui sont très humanistes. Je veux dire qu'ils ont des valeurs du respect de l'autre. Ce n'est pas parce que tu es plus fort qu'il faut taper sur l'autre, par exemple. Tout le monde a son mot à dire; respecte le point de vue des autres et ils respecteront le tien. Tout ça, je me suis dit qu'il faudrait que je garde ça en tête. Par contre, j'étais toujours dans mon truc d'homme d'affaires, donc c'est pour ça que j'ai fait une licence en finance. Donc, je suis allé en banque, j'ai fait deux stages et j'ai détesté. » (Fabrice)

Julie a été, quant à elle, socialisée très jeune à l'importance d'être active, dans sa vie personnelle et pour le bien de la communauté. Sa mère étant très impliquée dans son milieu, elle souhaitait que ses enfants le soient également. Julie raconte qu'elle était chargée d'engagements communautaires et de loisirs lorsqu'elle était jeune. Donner du temps pour différents projets devient au fil de sa trajectoire comme une manière de vivre. Ainsi, ces jeunes ont été grandement influencés par l'engagement de leurs parents. Leur histoire familiale constitue en ce sens une ressource importante pour comprendre leur implication. Cette socialisation de la famille a poussé

ces jeunes à « devenir » leur propre projet. Les organisations et les regroupements étant moins présents au sein de leur trajectoire d'engagement, ces jeunes se sont choisis eux-mêmes comme outil pour faire avancer leur vision de ce que devrait être la société.

8.2.8 Le moteur de l'engagement : la reconnaissance

Dans une société où chacun est poussé à se différencier et à se singulariser, la recherche de reconnaissance est pour ces jeunes le moteur d'engagement. Ils souhaitent, par l'entremise de leur implication, développer leur propre identité et s'approprier une place socialement reconnue. Émancipés des contraintes et des rôles sociaux prédéterminés, les jeunes sont désormais appelés à se construire et à se définir. Cet impératif d'autonomie exige une quête de reconnaissance qui, aujourd'hui, peut être difficilement fondée sur des identités collectives. Ces jeunes se voient par conséquent soumis à une injonction : « S'émanciper des liens hérités et faire preuve de leurs mérites et de leurs qualités personnelles » (Ion, 2012). Les luttes pour la reconnaissance prennent ainsi de l'importance dans le paysage de l'engagement actuel. Les jeunes de cette trajectoire cherchent à valider leurs choix par l'entremise de leur engagement et à avoir une place dans le monde. À titre d'exemple, ce qui motive Camille à s'impliquer dans l'organisation d'évènements est le « désir de reconnaissance » :

« J'avais envie de faire des projets. Puis, je trouvais qu'à l'association, l'objectif est justement de faire des projets. Ce qui fait que ça me permettait de faire des projets, mais je trouvais que... J'essaie de voir ce qui me motivait à faire ça. (Rires) Je trouve ça le fun, c'est comme un petit groupe de gens qui sont... qui se connaissent tous bien entre eux. À la fin, tu as comme des expériences de... câline! (Rires) On s'est choqués les uns contre les autres. On a vécu de beaux moments... Puis, ça permet aussi... eh bien, c'est ça, ça dépend de quel genre d'activité.

Certaines fonctionnaient plus que d'autres. Peut-être que c'était un... dans le fond, c'est peut-être un désir de reconnaissance. Quand tu fais ces activités-là, tu es au cœur de la vie étudiante et les gens te connaissent à l'extérieur. Puis, ils savent que tu travailles fort et que tu fais bien des affaires. » (Camille)

Ce souhait de reconnaissance exprimé par Camille ne semble pas étranger à son sentiment de « ne pas appartenir » à des groupes ou des organisations. Ce monde contemporain marqué par l'incertitude et l'individualisation des liens sociaux donne ainsi une nouvelle place à ce besoin d'être reconnu. Ces jeunes agissent en leur nom propre. Ils préfèrent s'exposer publiquement, notamment par le biais de témoignages, plutôt que de s'engager dans l'anonymat. L'opposition privé/public qui a structuré le champ politique se voit remise en question par l'engagement entrepreneurial de ces jeunes. Considéré comme une nouvelle forme d'inégalité, le déficit de reconnaissance identitaire engendre de nouvelles souffrances sociales. Ainsi, prendre sa place dans la société relèverait davantage d'une lutte pour la reconnaissance que d'une lutte pour l'accès à des biens socioéconomiques (Colombo, 2010). La mise sur pied d'un projet entrepreneurial correspond à un moyen pour ces jeunes de se bricoler une place en société ainsi qu'une citoyenneté qui répondent à leurs valeurs personnelles. En somme, ils ont perçu cet appel à l'émancipation et à la réalisation individuelle comme une occasion d'expérimentation et de créativité pour s'approprier une place dans le monde à la lumière de leur identité.

Discussion et conclusion

Dans le cadre de cette recherche, j'ai travaillé à répondre à la question suivante : *Comment les organisations citoyennes influencent-elles les trajectoires d'engagement social de jeunes Québécois de 18 à 35 ans ?*

L'approche des parcours de vie a été privilégiée afin de saisir l'engagement social des jeunes comme un processus. Plus encore, cette approche théorique et empirique a été utilisée pour relever la subjectivité des participants et l'effet du contexte sociohistorique sur leur implication. À partir des données, afin de relever les processus d'engagement des jeunes interviewés, trois trajectoires d'engagement social ont été définies : la *carrière politique*, le *communautaire* et le *projet de soi*. Pour chacune d'entre elles, j'ai déterminé leurs pratiques d'engagement au fil du temps, le rôle des organisations citoyennes et le moteur de leur implication. L'objectif est donc de saisir l'engagement actuel des jeunes au fil du temps ainsi que le rôle des organisations citoyennes sur leur trajectoire d'engagement.

En conclusion, les caractéristiques qui distinguent les trois trajectoires d'engagement seront présentées et les trois rôles principaux que jouent les organisations citoyennes sur l'engagement des jeunes seront alors exposés.

1. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement *carrière politique*

Tout d'abord, la trajectoire d'engagement *carrière politique* nuance l'hypothèse stipulant que les jeunes ne s'engagent plus de manière formelle dans les organisations partisanes. Cette

première trajectoire démontre que la jeunesse est toujours interpellée par cette forme d'implication, mais de façon différente et en moins grand nombre que les générations précédentes.

La première caractéristique qui différencie cette forme d'engagement est la durée de l'implication, qui s'articule à long terme. L'engagement est ainsi exigeant à la fois en matière de temps et d'intensité de l'action. Ces jeunes donnent en effet beaucoup de leur temps à leur engagement, ce qui n'est pas sans conséquence sur leur parcours de vie. C'est en ce sens que le « sacrifice de soi » est au cœur de leur implication puisque le groupe l'emporte sur l'individu. Ion (2012) intitule ce phénomène l'engagement *timbre* pour référer à cette implication à « temps plein » qui exige d'adhérer à long terme au sein d'une organisation.

La deuxième caractéristique de cette trajectoire correspond au type d'engagement « affilié » (Ion, 2012). Ces jeunes donnent de leur temps à des organisations partisans (politiques ou syndicales) en adhérant au groupe à titre de membre. Dans cette perspective, ils n'hésitent pas à adopter les valeurs et le mode de fonctionnement des organisations structurées et formelles. Ces jeunes développent ainsi un profond sentiment d'appartenance aux organisations et considèrent leurs collègues comme leur deuxième famille. Ce sont alors la loyauté et la solidarité envers les membres et l'organisation qui prévalent dans cette trajectoire.

La troisième caractéristique de cette trajectoire renvoie aux lieux d'engagement privilégiés par ces jeunes. Contrairement aux deux autres trajectoires, ces jeunes s'impliquent majoritairement dans des organisations sociopolitiques telles que les associations étudiantes et les partis politiques. Il s'agit de milieux qui valorisent le principe de la démocratie représentative en proposant, notamment, des procédures telles que le Code Morin. Ces organisations disposent en effet d'une

hiérarchie bien établie ainsi que de procédures qui orientent les discussions, les prises de décision et les actions des membres. Ces jeunes disent investir ces milieux puisqu'ils offrent des leviers institutionnels permettant de participer au débat public et d'influencer les instances démocratiques.

L'engagement des jeunes de cette trajectoire se distingue également par leur capacité de mobiliser les gens, la quatrième caractéristique. Pour ce faire, ils portent leurs revendications dans l'arène politique en mobilisant leurs membres pour les convaincre de leurs idéaux ou encore en organisant des manifestations. Grâce à leurs compétences communicationnelles, ces jeunes arrivent à formuler des messages politiques rassembleurs capables de persuader des acteurs et d'appuyer leurs causes. Ils apprennent aussi à naviguer au sein des « jeux de couloirs » pour influencer le pouvoir derrière les portes closes. Ils comprennent l'arrière-scène des organisations sociopolitiques et usent de stratégies pour faire avancer leurs causes. Ils sont dès lors habiles sur le terrain hostile de la politique.

Finalement, la cinquième et dernière caractéristique réfère à ce désir de participer au changement social. Ces jeunes s'engagent pour autrui et pour changer le destin commun. C'est ainsi que leur implication est un combat pour réformer la société.

2. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement *communautaire*

La trajectoire d'engagement *communautaire* permet, quant à elle, de comprendre l'implication de jeunes privilégiant les associations ou encore les organisations communautaires. Après avoir participé pour la plupart à plusieurs organisations internationales, ce groupe de jeunes en vient à valoriser davantage un engagement de proximité afin d'agir sur des enjeux sociaux à l'échelle locale.

Le premier critère d'engagement des jeunes de la trajectoire *communautaire* correspond à une implication située dans des organisations dont le mandat vise à agir sur des enjeux sociopolitiques à échelle internationale. Ces jeunes sont attirés par ces organisations internationales telles qu'Amnistie internationale ou encore le Forum social mondial puisqu'elles offrent un mode de fonctionnement structuré. Elles assurent à la fois des résultats rapides sans exiger trop d'effort et d'intervenir dans un esprit de coopération sur des problèmes de type humanitaire.

La deuxième caractéristique de cette trajectoire correspond à ce désir de s'impliquer dans l'environnement immédiat, car il apparaît plus porteur de sens. Cette approche incite ces jeunes à la fois à agir sur des enjeux concrets et à observer les résultats dans leur environnement. Par exemple, ces jeunes choisissent d'investir les organisations de leur communauté telles que le conseil d'administration d'un Forum jeunesse ou d'une troupe de théâtre social. Pour contourner les distorsions des instances représentatives, ils s'engagent à travers des organisations de la société civile. Ces milieux proposent une certaine hiérarchie horizontale et une flexibilité leur permettant de conserver leur voix singulière au sein des luttes collectives. Ils leur assurent également d'avoir un pouvoir sur leur environnement et sur leur vie grâce à l'autonomie d'action et de discours. Leur engagement à l'échelle locale cherche ainsi à créer et à soutenir une communauté forte capable d'améliorer ces conditions de vie. Ces organisations travaillent donc à assurer un changement social surtout par l'entremise de la société civile.

Attirés par le milieu associatif, ces jeunes cherchent à s'approprier leur environnement par l'entremise de leur engagement. La troisième caractéristique de cette trajectoire renvoie alors à cet intérêt de s'engager au sein de petits groupes informels pour s'impliquer et s'exprimer par le biais de la créativité. Ils créent ainsi des espaces à l'image de leurs valeurs pour réunir des gens qui

présentent les mêmes intérêts. C'est dans cette perspective qu'ils s'impliquent dans des espaces ludiques tels que des groupes de plein air, de théâtre, d'art situationniste, etc. Le sentiment d'appartenance est donc essentiel pour l'engagement de ces jeunes, car ils cherchent à mettre sur pied des espaces qui les représentent et qui interpellent d'autres personnes. Ces jeunes valorisent un engagement ludique puisque le plaisir et le processus sont aussi importants que les résultats pour assurer un changement social.

La quatrième caractéristique de cette trajectoire correspond à l'importance de sensibiliser les citoyens, notamment en mettant sur pied des processus de consultation ou encore des ateliers d'éducation citoyenne. L'objectif est d'adopter une démarche d'*empowerment* pour centrer l'action sociale autour des besoins des groupes et des individus afin d'améliorer leurs conditions de vie. En plus de sensibiliser la société civile, ces jeunes cherchent à porter, à travers les organisations, leurs revendications pour influencer différentes instances. Plusieurs affirment s'impliquer dans une perspective de « plaidoyer politique » afin de déployer des messages dans l'arène publique pour une plus grande justice sociale. Pour ce faire, ils organisent des marches de protestation, rédigent des mémoires et interviennent auprès des médias. Ces jeunes privilégient les organisations communautaires issues de la société civile puisqu'elles sont des vecteurs capables de porter les mouvements sociaux dans l'espace public.

La cinquième caractéristique d'engagement des jeunes de cette trajectoire renvoie à leur moteur d'implication : la justice sociale. L'objectif général de leurs actions est de contribuer à une plus grande égalité et d'assurer une solidarité au sein de la société. Portés par le principe de redistribution des richesses et d'accès à de meilleurs services publics, ils cherchent à donner une voix aux groupes invisibilisés. Ils prennent position pour transformer les rapports sociaux sur la

base des valeurs de la solidarité, de l'autonomie, de la démocratie et de la justice sociale (Lamoureux et coll., 2003). Ces jeunes sont en ce sens influencés par les pratiques et par les valeurs de l'action communautaire développées au cours des années 1970.

Finalement, la sixième caractéristique qui distingue cette trajectoire correspond à l'adoption d'un engagement qui se déploie à travers le mode de vie. Il est important, pour ces jeunes, de s'impliquer par l'entremise d'actions individuelles au sein de leur quotidien (Neveu, 2015). Leur mode de vie constitue ainsi un espace de changement social pour mettre en application leurs valeurs personnelles et leurs idéaux politiques. Ils pratiquent alors ce qu'ils souhaitent voir changer en société en adoptant un mode de vie en cohérence avec leurs revendications sociales. La sphère privée constitue un espace d'engagement pertinent au sein duquel il est possible de changer certains aspects de la société.

3. Les caractéristiques de la trajectoire d'engagement *projet de soi*

Cette dernière trajectoire permet de mettre en lumière un processus d'engagement plus individualisé qui passe par la création de projets personnels. L'objectif est donc de changer les choses dans le cadre du domaine économique en créant des entreprises sociales. Les jeunes de cette trajectoire adoptent un engagement de type *post-it*, c'est-à-dire de courte durée et distancié des organisations (Ion, 2012).

La première caractéristique de cette trajectoire renvoie donc à la temporalité de leur implication, rythmée par des projets de courte durée. La notion de proximité est importante puisque leur implication a pour but d'agir sur des enjeux sociaux vécus personnellement.

La deuxième caractéristique correspond aux pratiques d'engagement individualisé. Ces jeunes privilégient des pratiques sociales afin d'intervenir de manière autonome sur le destin commun. En d'autres mots, ils mettent sur pied des projets d'engagement qui assurent à la fois leur développement personnel et le changement social. Plusieurs soutiennent à ce sujet qu'il est essentiel de se changer d'abord individuellement pour agir collectivement. C'est en ce sens qu'ils ont développé un discours où « tout part de soi ». Ils s'affairent à se changer eux-mêmes, étant donné que le changement est perçu d'abord comme individuel. Ce type d'engagement témoigne en quelque sorte de ce phénomène de l'individualisation des valeurs.

La troisième caractéristique correspond à cet affranchissement des organisations et des groupes trop hiérarchiques et structurés. Lorsque le projet d'engagement ne correspond pas à leurs valeurs personnelles, ces jeunes préfèrent se retirer. Ils évitent ainsi de compromettre leur identité personnelle dans les organisations. Leur implication est plus marquée par ce désir de différenciation et d'expression de soi. Ils souhaitent conserver une certaine liberté d'action pour se tailler une place en société au diapason de leur identité. Ils préfèrent agir à petite échelle pour transformer les discours et les pratiques des individus, plutôt que de s'inscrire au sein d'une approche collective.

La quatrième caractéristique renvoie à leur engagement, qui s'articule par le biais de projets professionnels dont les visées sont à la fois économiques et sociales. Pour vivre de leur passion et pour s'engager dans leur communauté, la majorité de ces jeunes mettent sur pied une entreprise sociale. L'engagement entrepreneurial permet de s'impliquer pour des causes sociales sans compromettre leur identité. Ces jeunes profitent de la flexibilité et de l'autonomie qu'offre leur entreprise pour donner du temps afin de soutenir des organisations, des causes ou des personnes. À travers cette implication, ces jeunes cherchent aussi à faire avancer leur carrière, notamment

pour acquérir de l'expérience professionnelle ou encore pour élargir leur réseau de contacts. L'entreprise constitue donc un espace idéal pour ces jeunes, car ils peuvent développer une carrière, tout en respectant leurs valeurs et tout en contribuant au destin commun.

La cinquième caractéristique se distingue par la création et par le partage de contenu social pour influencer les individus à travers les conférences, les réseaux sociaux et les discussions de cuisine. Ces jeunes diffusent de manière créative des idées politiques et sociales pour s'engager davantage sur le plan intellectuel.

Finalement, la dernière caractéristique de cette trajectoire correspond au besoin de reconnaissance. En effet, le moteur d'engagement de ces jeunes est la recherche de reconnaissance pour développer leur propre identité. À travers cette lutte, ces jeunes se bricolent une place en société ainsi qu'une citoyenneté qui répondent à leurs valeurs personnelles.

En somme, les résultats de cette recherche démontrent que les jeunes sont toujours engagés à contribuer au destin commun, malgré les discours populaires qui dépeignent la jeunesse comme étant apolitique. Leurs façons de s'impliquer sont multiples, à la fois sur le plan des actions et des rapports qu'ils entretiennent vis-à-vis du collectif.

La trajectoire d'engagement *carrière politique* démontre que les jeunes sont toujours attirés par l'implication politique au sein des organisations partisans. La trajectoire d'engagement *communautaire* expose, quant à elle, qu'il y a encore des jeunes qui préfèrent s'impliquer au sein des organisations communautaires dont le mandat est notamment orienté vers l'amélioration des conditions de la société civile pour une plus grande justice sociale. Enfin, on retrouve des jeunes

dans la trajectoire d'engagement *projet de soi* englobe des jeunes qui valorisent un engagement individualisé et éloigné des organisations. Leur engagement se déploie donc surtout au sein de leur entreprise sociale pour assurer un changement social dans le domaine économique.

4. Le rôle des organisations citoyennes

Dans le cadre de cette thèse, j'ai également cherché à comprendre le rôle des organisations citoyennes sur les trajectoires d'engagement des jeunes Québécois de 18 à 35 ans dans un contexte marqué par la désinstitutionnalisation (Roudet, 2005) et par l'individuation (Ion, 2012). C'est alors que j'ai relevé trois principaux rôles des organisations citoyennes auprès des parcours de vie des participants interviewés : (1) elles constituent une porte d'entrée à l'engagement social des jeunes, (2) elles offrent des leviers à leur engagement et (3) elles correspondent à un lieu de formation de savoirs citoyens.

4.1 Une porte d'entrée à l'engagement social

Les jeunes de la trajectoire d'engagement *communautaire* entament généralement leur implication à l'école primaire ou secondaire. Ils ont fréquenté des milieux scolaires qui offrent des occasions d'engagement, notamment grâce au programme d'éducation internationale (PEI) obligeant un certain nombre d'heures de bénévolat dans la communauté. Ces premières expériences d'implication ont permis à ces jeunes d'explorer diverses causes sociales et différents milieux d'engagement. C'est lors de cette période qu'ils ont développé un intérêt pour l'engagement dans les organisations et compris l'importance de participer au bien commun. L'école est donc pour ces jeunes un milieu de socialisation important au sein duquel ils ont acquis des connaissances et des compétences essentielles à leur implication, par exemple le travail d'équipe et l'entraide. Ils ont

été conscientisés à divers enjeux sociopolitiques et ont appris à imaginer différents moyens pour intervenir concrètement au sein de la société. Plus encore, ils ont compris, lors de ces premières expériences scolaires, la force des organisations citoyennes pour agir collectivement sur des enjeux sociaux. Par exemple, c'est au secondaire, en faisant du bénévolat, que l'un des participants à cette enquête a intégré la notion du « troisième temps », qu'il qualifie de temps de don de soi. Ce temps, qui n'est consacré ni au travail, ni aux études, ni aux loisirs, ni aux amis, est le temps qu'on donne à la collectivité. D'autre part, la reconnaissance et la valorisation reçues dans le cadre de ces institutions/organisations sont décisives. En effet, gagner un prix provincial ou encore voir sa lettre d'opinion publiée dans le journal sont des expériences que les participants se rappellent encore une fois qu'ils sont devenus adultes. Ces jeunes de la trajectoire communautaire soutiennent que ces expériences d'engagement scolaire ont été déterminantes.

La trajectoire d'engagement *projet de soi* est aussi composée de jeunes qui ont fréquenté des programmes scolaires valorisant l'engagement. Ils ont aussi été façonnés par cette institution. C'est à travers leurs projets d'engagement scolaire qu'ils ont acquis des compétences essentielles pour la mise sur pied de leur entreprise sociale. Ces jeunes ont acquis notamment des habiletés artistiques en participant à une troupe de théâtre social, au journal étudiant ou encore à la radio étudiante. Certains des jeunes de cette trajectoire ont par la suite créé une entreprise faisant appel à ces compétences : troupe de théâtre social (mandat féministe), entreprise de couture et entreprise de conférence dans les écoles. C'est aussi à l'école, en participant à des associations et à des activités, qu'ils ont appris à gérer des groupes et des projets, compétence importante pour assurer le bon fonctionnement de leur entreprise sociale.

Les jeunes de la trajectoire d'engagement *carrière politique* ont aussi fréquenté des associations étudiantes qui ont grandement influencé leur implication. Toutefois, les lieux déterminants pour ces jeunes sont plutôt des organisations jeunesse et sportives telles que les scouts, les Cadets et les équipes sportives. Ces milieux ont permis à ces jeunes de vivre notamment des expériences de socialisation à l'esprit d'équipe, au cadre et à une certaine hiérarchie. C'est également au sein de ces milieux qu'ils ont assimilé cette idée du dévouement ainsi que l'importance du groupe et de l'implication à long terme. Ces espaces enseignent aux jeunes des éléments essentiels à l'engagement politique tels que le service du bien commun et le devoir envers les autres. Par ailleurs, ils ont été amenés à adopter des positions de leader dans les organisations. Il s'agit d'expériences qui ont façonné leur vision actuelle du leadership et qui ont influencé leurs pratiques d'engagement. Par exemple, ils soutiennent être habiles pour faire travailler les forces opposées et pour obtenir un consensus. Grâce à cette éducation par le jeu et par les loisirs, les organisations jeunesse et sportives donnent à ces jeunes le goût de prendre des initiatives et de s'impliquer pour le bien de la communauté.

4.2 Un levier à l'engagement social

Bien que certains jeunes participants soient peu attirés par les organisations, ils ont tous, au fil de leur parcours, fréquenté une organisation citoyenne pour obtenir du soutien. Les organisations correspondent alors à un levier important pour l'engagement de ces jeunes, car elles offrent de l'information, des outils, des réseaux, etc. Plus particulièrement, pour la trajectoire d'engagement *carrière politique*, les organisations sociopolitiques (associations étudiantes, partis politiques) constituent un levier pour leur implication puisqu'elles permettent de mobiliser un grand nombre d'individus sous une même cause. Étant donné que ces milieux ont acquis dans le paysage politique

une certaine notoriété, ils sont capables de rejoindre un nombre important d'individus et de les amener à se positionner en leur faveur. Ces organisations offrent également un grand réseau de membres bénévoles, ce qui assure le succès de leur travail grâce au soutien qu'ils fournissent à l'arrière-scène. Ces milieux transmettent aussi des savoirs techniques qui assurent la réussite de la mobilisation des membres, par exemple véhiculer efficacement des messages dans l'espace public, organiser des manifestations, livrer un message clair aux médias, etc. Grâce à ces différents leviers, l'engagement de ces jeunes arrive à influencer les instances démocratiques et la politique. Les organisations sociopolitiques permettent, de manière plus générale, l'intégration des jeunes dans le domaine de la politique, un milieu qui est généralement difficile d'accès.

Pour ce qui est de la trajectoire d'engagement *communautaire*, les organisations fréquentées par ces jeunes (organisations et associations communautaires) permettent de réunir des citoyens qui partagent les mêmes préoccupations et affinités. Les jeunes de cette trajectoire investissent d'abord ces espaces citoyens pour se regrouper et pour s'impliquer collectivement. Ainsi, les milieux privilégiés par eux doivent offrir une certaine autonomie d'action pour agir en groupe sur des enjeux sociaux. C'est en ce sens que ces jeunes donnent de leur temps pour des organisations qui adoptent l'approche *par et pour*. Il s'agit de milieux qui permettent de travailler en groupe dans un esprit de consensus où chacun peut faire entendre sa voix singulière. Les organisations privilégiées dans cette trajectoire sont par conséquent bien ancrées dans leur communauté, et ont accès à plusieurs ressources humaines et financières pour agir efficacement. D'autre part, elles ont une forte influence auprès de la communauté et permettent une prise de pouvoir aussi collective qu'individuelle. Les organisations fréquentées par les jeunes de cette trajectoire possèdent un répertoire d'actions sociales qui leur assure de se faire entendre et d'agir efficacement : manifestations, rédaction de mémoires et de pamphlets, interpellation d'élus, etc. Ces organisations

sont donc privilégiées par ces jeunes puisqu'il est possible de déployer des mouvements sociaux au sein de la société et d'assurer une plus grande justice sociale.

Finalement, les jeunes de la trajectoire d'engagement *projet de soi* fréquentent des organisations citoyennes pour assurer le succès de leur projet et de leur entreprise sociale. Ils s'engagent dans des organisations lorsque cela leur rapporte, comme acquérir des compétences personnelles et professionnelles afin de se distinguer sur le marché du travail. À titre d'exemple, ils n'hésitent pas à s'impliquer de manière ponctuelle dans des organisations pour développer leur capacité de parler devant un groupe ou encore pour rencontrer des gens qui leur seront utiles pour leur entreprise. C'est donc pour acquérir des compétences et pour élargir leur réseau que ces jeunes cherchent à s'engager dans des organisations communautaires, des associations, des organisations du milieu des arts et de la culture, au sein de l'Internet, etc. Aussi, ils sollicitent des organisations pour obtenir l'information lorsqu'ils ont besoin de soutien et de conseils concernant leur entreprise. Ils sont en effet plusieurs à participer à des ateliers et à des formations pour comprendre comment gérer une entreprise, faire du réseautage ou encore tenir un budget. Pour ces jeunes, les organisations constituent à la fois une occasion de vivre une expérience significative d'engagement ainsi que de développer de nouvelles compétences et connaissances dans le but de faire avancer leur projet d'engagement.

4.3 Un lieu de formation à des savoirs citoyens

Un autre rôle des organisations citoyennes relevé au sein des trois trajectoires d'engagement est qu'elles assurent l'acquisition de compétences et de connaissances citoyennes qui transcendent bien souvent le domaine de l'engagement social. Pour la trajectoire d'engagement *carrière politique*, les jeunes apprennent, à travers les organisations citoyennes, à travailler et à agir en

groupe. Ils ont également acquis la capacité d'influencer les acteurs et les institutions de la société civile. Ces jeunes sont ainsi des experts pour mobiliser les gens sous une même cause. C'est en ce sens qu'ils sont devenus à l'aise dans les joutes verbales et les discours dans les espaces publics. Ils ont développé des compétences, mais surtout une confiance, nécessaires pour s'exprimer devant des groupes d'individus. Ces jeunes se distinguent également par leurs habiletés à négocier et à pousser leurs idées dans les coulisses du pouvoir. Les organisations citoyennes fréquentées par ces jeunes ont été de véritables laboratoires d'apprentissage à des savoirs citoyens essentiels tels que le travail d'équipe, la négociation, l'expression d'un message, l'influence, la mobilisation, etc.

La trajectoire d'engagement *communautaire* a permis à ces jeunes d'acquérir des connaissances techniques afin d'être en mesure de consulter les citoyens sur des enjeux sociaux vécus par la communauté. En d'autres mots, ils ont appris à utiliser des outils démocratiques pour agir le plus collectivement possible, par exemple en organisant des cafés de conversation (*world cafes*) ou encore des forums citoyens. Ces jeunes ont d'ailleurs développé des connaissances pour sensibiliser la société civile à des enjeux sociaux. Concrètement, ils ont acquis des outils pour rassembler les individus et pour développer un message afin de sensibiliser la communauté. Pour ce faire, ils ont organisé des conférences et des ateliers d'éducation populaire ainsi que diffusé des messages dans les médias sociaux. De manière générale, ces jeunes comprennent comment mettre sur pied un mouvement social à partir de la base en intégrant une multiplicité d'idées et d'acteurs. Ils arrivent à engager une diversité d'individus et de groupes pour collaborer au sein de projets, tout en restant inclusifs. Afin de faire avancer leur cause ou leur mobilisation, ces jeunes ont aussi été amenés à sensibiliser et à influencer les instances démocratiques. C'est ainsi qu'ils ont appris comment interpeler les décideurs et le milieu plus institutionnel par la rédaction de mémoires, par l'organisation de manifestations, par la diffusion de messages sociaux dans l'espace public, etc.

S'engager dans une perspective de plus grande justice sociale pousse ces jeunes à intégrer une diversité de voix pour assurer un changement social à la lumière des besoins de la communauté.

Les savoirs citoyens acquis dans la trajectoire d'engagement *projet de soi* renvoient d'abord à des connaissances techniques puisque ces jeunes fréquentent des organisations citoyennes pour obtenir des conseils dans le but d'assurer le succès de leur entreprise sociale. Ces jeunes vont ainsi chercher des savoirs, notamment par l'entremise d'organisations communautaires, pour apprendre comment mettre sur pied et gérer une entreprise sociale. De plus, ils fréquentent des organisations pour améliorer certaines compétences complémentaires à leur projet entrepreneurial, par exemple en couture ou en tant qu'actrice. Certaines connaissances sont plus difficiles à acquérir en théorie qu'en pratique. Ainsi, ces jeunes n'hésitent pas à participer, par exemple, à des conseils d'administration pour développer des compétences de gestion de projet. C'est alors qu'ils donnent de leur temps dans des organisations citoyennes (majoritaire des organisations communautaires) pour acquérir des savoirs qu'ils pourront utiliser dans le cadre de leur entreprise. Ces milieux sont pour eux des espaces d'apprentissage et d'expérimentation bénéfiques à leur projet entrepreneurial.

5. Conclusion

Tout d'abord, la richesse de cette thèse repose sur la construction et sur la description de trois récits typiques qui mettent en lumière les processus d'engagement des jeunes de 18 à 35 ans impliqués au Québec. L'approche des parcours de vie m'a permis d'effectuer une théorisation de l'engagement des jeunes en développant trois trajectoires qui tiennent compte des rôles des organisations citoyennes, des pratiques d'engagement ainsi que du moteur d'implication. À partir de ces trajectoires, il a été possible de définir trois rôles des organisations citoyennes qui ont une influence sur l'engagement des jeunes : 1) elles correspondent à la porte d'entrée de leur

implication, 2) elles fournissent un levier à l'engagement social et 3) elles offrent une formation à des savoirs citoyens.

Plus encore, les extraits sélectionnés des jeunes participants ont permis une analyse en fonction de la subjectivité de leurs expériences d'engagement. Cette approche permet ainsi de mieux appréhender l'engagement à partir du point de vue des jeunes et d'enrichir l'analyse.

L'ensemble de cette recherche contribue finalement à une meilleure compréhension du phénomène de l'engagement social des jeunes Québécois dans le temps et à saisir l'influence des organisations citoyennes sur les trajectoires d'engagement.

Comme dans toute recherche, cette étude comporte des limites qui pourraient être étudiées, mais qui dépasseraient la portée de la recherche actuelle. Tout d'abord, une limite de cette recherche correspond à la taille de l'échantillon, qui est relativement limitée, étant donné qu'elle ne contient que 15 entrevues. Cet échantillon ne permet donc pas d'assurer une représentativité des caractéristiques et des attitudes des jeunes Québécois dans leur ensemble. De plus, étant donné la distance des chercheurs et des enquêtés, des limites techniques se sont introduites dans le processus de collecte de données. Certaines entrevues ont été effectuées par Skype, ce qui n'avait pas été pris en compte par la conception de la recherche. À cet égard, il a été plus difficile de développer un lien de confiance et d'avoir des discussions plus informelles, qui sont souvent très riches. Certaines entrevues ont d'ailleurs été interrompues en raison d'une mauvaise connexion Internet.

Ces éléments considérés, certaines pistes de recherche seraient pertinentes à poursuivre afin d'approfondir le phénomène de l'engagement chez les jeunes. Entre autres, il serait profitable

d'effectuer des enquêtes au sein de différentes organisations citoyennes pour illustrer ce qui est distinct et similaire en matière d'expériences subjectives et de trajectoires d'engagement social des jeunes Québécois. Il serait également intéressant de mener une recherche similaire auprès des jeunes à travers le Canada pour déterminer quelles sont les grandes tendances de l'engagement des jeunes Canadiens, pour ensuite effectuer des comparaisons entre le Québec et le reste du Canada. L'utilisation des données recensées par l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada permettrait également de croiser et de valider cette analyse qualitative sur l'implication des jeunes Canadiens. Il apparaît finalement pertinent de tenir compte de la notion de la temporalité de l'engagement sous forme d'une recherche longitudinale. Puisqu'il est probable que l'implication se transforme tout au long du parcours, il serait bénéfique de faire un suivi à travers le temps afin d'analyser les pratiques d'engagement ainsi que les organisations citoyennes que fréquentent les jeunes engagés.

Bibliographie

- Agrikoliansky, É. et coll. (2010). *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte.
- Abensour, M. (2009). « Démocratie insurgeante » et institution. Dans Breugh, M. et Dupuis-Déri, F. (dir.), *La démocratie au-delà du libéralisme. Perspectives critiques* (pp. 185-193). Outremont : Éd. Athéna.
- Anadón, M. (2006). La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, 26(1), 5-31.
- André, P. et coll. (2012). « Participation citoyenne ». Dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*. [En ligne], www.dictionnaire.enap.ca (Pages consultées le 19 mars 2017).
- Assogba, Y. (2000). *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société : l'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Bacqué, M.-H. et Sintomer, Y. (2001). Gestion de proximité et démocratie participative. *Les Annales de la recherche urbaine*, 90, 148-155.
- Barthélemy, M. (2000). *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris : Presses de Sciences Po.
- Beck, U. (2001). *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion.
- Becquet, V. (2004). Les jeunes et la vie associative : attraits et usages. *Revue internationale de l'économie sociale*, 294, 63-73.
- Becquet, V. (2013). Analyser la contribution d'un dispositif public à la socialisation politique des jeunes : l'exemple du service civil volontaire en France. *Politique et Sociétés*, 32(2), 39- 65.
- Becquet, V. et De Linares, C. (2005). *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires*. Paris : L'Harmattan.
- Belley-Pelletier, É. et coll. (2012). Forums jeunesse au Québec et développement de l'expertise citoyenne. Dans Fournier, B. et Hudon, R. (dir.), *Engagements citoyens et politiques des jeunes : bilans et expériences au Canada et en Europe* (pp. 249-267). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Bertaux, D. (1997). *Les récits de vie : perspective ethnosociologique*. Paris : Nathan Université.

- Bherer, L. (2011). Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques. *Participations*, 1, 105-133.
- Bjenk, E. et Hamel, J. (2000). Citoyenneté, jeunesse et exclusion. *Lien social et Politiques*, 43, 133-142.
- Blais, A. et Loewen, P. (2011). *La participation électorale des jeunes au Canada*. Ottawa : Élections Canada.
- Blondiaux, L. (2001). Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège. *Mouvements*, 5(18), 44-51.
- Blondiaux, L. (2008). Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? : Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines. *Raisons politiques*, 30(2), 131-147.
- Boucher, J. L. (2004). Modèle de et mouvement sociaux au Québec. Dans Favreau, L. et coll. (dir.), *Altermondialisation économie et coopération internationale* (pp. 184-204). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bourbeau, A. (2011). Les catholiques montréalais et la sécularisation de l'assistance privée, 1930-1970. *Études d'histoire religieuse*, 77, 55-70.
- Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat : entre levier et piège du développement des communautés*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bresson, M. (2014). La participation : un concept constamment réinventé. Analyse sociologique des enjeux de son usage et de ses variations. *Socio-logos*, 9.
- Breviglieri, M. et Gaudet, S. (2014). La participation sociale et politique au quotidien. *Lien social et Politiques*, 71, 3-9.
- Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse (2000). *Projet de politique jeunesse : document général d'information pour le comité consultatif sur la politique jeunesse*. [En ligne] <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/documents/pol-qc-jeunesse/2000-doc-info-comite-consultatif.pdf> (Pages consultées le 14 avril 2016).
- Caron, C. (2014). Les jeunes et l'expérience participative en ligne. *Lien social et Politiques*, 71, 13-30.
- Carpentier, N. et White, D. (2013). Perspective des parcours de vie et sociologie de l'individuation. *Sociologie et sociétés*, 45(1), 279-300.
- Chevrier, .E-I. et Panet-Raymond, J. (2013). Les enjeux de l'intervention sociale territoriale. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 67-83.

- Colombo, E. (2010). Changing citizenship : everyday representations membership, belonging and identification among Italian senior secondary school students. *Italian Journal of Sociology of Education*, no.2, 129-53.
- Conseil permanent de la jeunesse (2004). ReMIXer la CITÉ : la participation citoyenne des jeunes issus de l'immigration et des minorités visibles. Québec : Gouvernement du Québec.
- Conseil permanent de la jeunesse (2005). *Jeunes : citoyens à part ... entière !* Québec : Gouvernement du Québec.
- Côté, L. et Lévesque, B. (2009). L'État stratège, la citoyenneté active, la démocratie plurielle et la gouvernance partagée. Dans Côté, L. et coll. (dir.), *État stratège et participation citoyenne* (pp. 11-51). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Couture, N. (2013). De la confiance en soi à l'exercice de la citoyenneté : présentation des résultats d'une consultation sur les effets de la gestion participative dans deux organisations communautaires de Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 247-259.
- Crevier, P. et coll. (2015). *Renouveler le syndicalisme pour changer le Québec*. Montréal : Écosociété.
- Dahlberg, L. (2007). Rethinking the fragmentation of the cyberpublic : From consensus to contestation. *New Media & Society*, 9(5), 827-847.
- Dorval, D. et coll. (1978). Le mouvement des femmes au Québec. *Politique aujourd'hui*, 7(8), 165-178.
- Drolet, C. (2012). Une expérience citoyenne : des parents prennent la parole. *Nouvelles pratiques sociales*, 1, 127-139.
- Dubet, F. (1994). *La sociologie de l'expérience*. Paris : du Seuil.
- Dubet, F. (2011). Régimes d'inégalité et injustices sociales. *SociologieS* [En ligne] <http://sociologies.revues.org/3643> (Pages consultées le 14 avril 2016).
- Dufour et coll. (2015). « Faire la politique soi-même » : le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec. *Revue canadienne de science politique*, 48(1), 125-146.
- Duperré, M. et Deslauriers, C. (2011). La participation des personnes atteintes de maladie mentale aux entreprises de l'économie sociale : pouvoir effectif ou symbolique ? *Nouvelles pratiques sociales*, 232, 124-137.
- Elder, G.H. & al. (2003). The Emergence and Development of Life Course Theory. Dans Mortimer, J.I. et Shanahan, M.J. (dir), *Handbook of the Life Course* (pp.3-19), New-York : Springer.

- Foisy, D. (2013). De l'aide à l'engagement civique, modèle de trajectoires de participation citoyenne : le cas des maisons de quartier de l'Outaouais (Doctorat, Université d'Ottawa, Ottawa).
- Fortier, J. et Gravelle, F. (2015). L'univers démocratique du loisir : de la participation publique à l'action citoyenne. *Loisir et Société*, 38(2), 162-165.
- Gagnon, É. (1995). Engagement social, engagement identitaire – parcours de femmes. *Service social*, 44(1), 49-67.
- Gagnon, É. et coll. (2004). Donner du sens. Trajectoires de bénévoles et communautés morales. *Lien social et Politiques*, 51, 49-57.
- Gagnon, É. et coll. (2014). Fonctions et limites de la participation publique : les comités de résidents en centre d'hébergement et leur autonomie. *Recherches sociographiques*, 55(1), 31-52.
- Gaiser, W. et de Rijke, J. (2004). L'engagement politique des jeunes allemands : domaines d'action et modèles de participation. *Questions de communication*, 1(5), 259- 280.
- Gaudet, S. (2001). La responsabilité dans les débuts de l'âge adultes. *Lien social et Politiques*, 46, 71-83.
- Gaudet, S. (2007). L'émergence de l'âge adulte, une nouvelle étape du parcours de vie. Implication pour le développement de politiques, Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Gaudet, S. (2011). La participation sociale des Canadiens : une analyse selon des parcours de vie. *Canadian Public Policy*, 37, 33-56.
- Gaudet, S. (2012). Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale, *SociologieS*. [En ligne] <https://journals.openedition.org/sociologies/3874> (Pages consultées le 14 avril 2016).
- Gaudet, S. (2013). Repenser la famille et ses transitions. Repenser les politiques publiques. Dans Gaudet, S. et coll. (dir.), *Comprendre les parcours de vie : une lecture au carrefour du singulier et du social* (pp. 15-50). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Gaudet, S. (2015). La participation sociale... entre le care et le don. Dans Bourgeault, S. et Perreault, J. (dir.), *Le Care. Éthique féministe actuelle* (pp. 137-161). Montréal : Les Éd. du Remue-ménage.
- Gaudet, S. et Robert, D. (2018). *L'aventure de la recherche qualitative : du questionnement à l'écriture du rapport*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

- Gaudet, S. et Turcotte, M. (2013). Sommes-nous égaux devant l'injonction à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie. *Sociologie et sociétés*, 45(1), 117-145.
- Gauthier, B. (2009). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gherghel, A. et Saint-Jacques, M.-C. (2013). *La théorie du parcours de vie. Une approche interdisciplinaire dans l'étude des familles*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Glaser, B.G. & Straus, A.L. (1967). *The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research*. Chicago, IL: Aldine.
- Godbout, J. (2007). *Ce qui circule entre nous : donner, recevoir, rendre*. Paris : Éd. du Seuil.
- Godbout, J. et Collin, J.-P. (1977). *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, Montréal : INRS-Urbanisation.
- Gourgues, G. (2015). Plus de participation, pour plus de démocratie ? *Savoir/Agir*, 31, 43-50.
- Goyette, M. et coll. (2013). Les pratiques des maisons de jeunes au Québec : engagement des jeunes et défis de l'organisation communautaire jeunesse. Québec : ENAP.
- Greissler, E. (2014). La participation sociales et politique au quotidien. *Lien social et Politiques*, 71, 51-68.
- Grossetti, M. (2006). L'imprévisibilité dans les parcours sociaux. *Cahiers internationaux de sociologie*, 120(1), 5-28.
- Guay, J.-H. et coll. (2014). Le vote des jeunes : les motifs de la participation électorale. *Perspective monde*, mars, 17. monde. [En ligne]
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/notesrecherche/noteRecherche.jsp?noNote=4>
 (Pages consultées le 8 mars 2016).
- Guba, E. G. et Lincoln, Y. S. (2004). Competing paradigms in qualitative research. Theories and issues. Dans Hesse-Biber, S. et Leary, P. (dir.), *Approaches to qualitative research: A reader on theory and practice* (pp. 17-38). New York : Oxford University Press.
- Guillemette, F. (2006). L'approche de la Grounded Theory ; pour innover ? *Recherches qualitatives*, 26(1), 32-50.
- Haenfler, R., & al. (2012). Lifestyle movements: Exploring the intersection of lifestyle and social movements. *Social Movement Studies*, 45(4), 785-805.
- Hamidi, C. (2002). Les raisons de l'engagement associatif : Le cas des trois associations issues de l'immigration maghrébine. *Revue française des affaires sociales*, 4, 149-165.

- Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Le Cerf.
- Institut du Nouveau Monde (2015). Rapport annuel 2015-2016.[En ligne] http://inm.qc.ca/Centre_doc/A-propos/rapportannuel2015-2016_web.pdf(Pages consultées le 8 mars 2016)
- Ion, J. (2010). La professionnalité éducative à l'épreuve de l'individuation. *Vie sociale et traitements*, 105, 74-81.
- Ion, J. (2012). *S'engager dans une société d'individus*. Paris : Armand Colin.
- Ion, J. et coll. (2005). *Militer aujourd'hui*. Paris : Autrement.
- Jetté, C. (2006). Pistes de réflexion pour le développement de l'action communautaire au XXI^E siècle. *Cahiers du LAREPPS*, 6(13), 1-49.
- Jutras, F. et coll. (2010). *L'éducation à la citoyenneté. Enjeux socioéducatifs et pédagogiques*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lamoureux, J. (2001). Marges et citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, no.332, 29-47.
- Lapeyronnie, D. (2005). L'engagement à venir. Dans Becquet, V. et De Linares, C. (dir.), *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires* (pp. 35-54). Paris : L'Harmattan.
- Lavoie, J. et Panet-Raymond, J. (2011). *La pratique de l'action communautaire*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Le Bossé, Y.D. et Lavallée, M. (1993). Empowerment et psychologie communautaire : aperçu historique et perspectives d'avenir. *Les Cahiers internationaux de psychologie sociale*, 18, 7-20.
- LeVasseur, L. (2006). Éducation à la citoyenneté et missions d'instruction et de socialisation de l'école québécoise. *Canadian Journal of Education*, 29(3), 611-634.
- Mayer, R. (2002). *Évolution des pratiques en travail social*. Boucherville : Gaëtan Morin.
- Martuccelli, D. (2006). *Forgé par l'épreuve : l'individu dans la France contemporaine*. Paris : Armand Colin.
- Martuccelli, D. (2009). Qu'est-ce qu'une sociologie de l'individu moderne ? Pour quoi, pourquoi, comment ? *Sociologie et sociétés*, 41(1), 15-33.
- Martuccelli, D. (2010). *La société singulariste*. Paris : Armand Colin.

- Mazzoleni, O. et Masulin, M. (2005). Jeunes, participation politique et participation sociale en Suisse, une étude de cas. *Swiss Political Science Review*, 11(2), 55-81.
- Méliani, V. (2013). Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode. *Recherches qualitatives*, 15, 435-452.
- Mercier, C. (2009). *Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation*. [En ligne] <http://www.centersa.qc.ca/pdf/ARUC-LSTG-PC-2009.pdf> (Pages consultées le 26 octobre 2016).
- Milan, A. (2005). Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes. *Tendances sociales canadiennes*, 79(11), 1-7.
- Molgat, M. (2010). Les valeurs des jeunes au Canada. Rapport de recherche. Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Muxel, A. (2010). L'engagement politique dans la chaîne des générations. *Revue projet*, 3(316), 60- 68.
- Neveu, C. (2011). Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? *Participations*, 1(1), 186-209.
- Neveu, C. (2013). « E pur si muove ! », ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté. *Politix*, 3(103), 205-222.
- Neveu, C. (2015). Of ordinariness and citizenship processes. *Citizenship Studies*, 19(2), 1-14.
- Ninacs, W. A. (2008). *Empowerment et intervention*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Noël, A. (2009). Des lieux de concertation en évolution. Dans Côté, L. et coll. (dir.), *État stratège participation citoyenne* (pp. 135-143). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ogien, A. et Laugier S. (2014). *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*. Paris : La découverte.
- Ouellet, F. et coll. (2004). *Quelle formation pour l'éducation à la citoyenneté ?* Québec : Presses de l'Université Laval.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- Panet-Raymond, J. (2008). *La participation citoyenne : quelques définitions*. Québec : INSPQ.

- Patsias, C. et Patsias, S. (2009). Nouvelles instances participatives et contre-pouvoirs : Fung et Wright « revisités » à partir des expériences marseillaises et québécoises. *Revue canadienne de science politique*, 42(2), 387-415.
- Pelchat, Y. (2010). L'appel à la participation : une vision privatisée de l'inégalité ? *Nouvelles pratiques sociales*, 22(2), 114-129.
- Pierrine, R. (2012). Les jeunes sortant de la protection de l'enfance : une citoyenneté à accomplir par l'action collective ? *Nouvelles pratiques sociales*, 24(2), 185-203.
- Pineault, É. (2014). La dépossession tranquille. *Liberté : art et politique*, 302, hiver, 10-19.
- Pires, A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Poupart, J. (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113-169). Montréal : Gaëtan Morin.
- Quéniart, A. et Jacques, J. (2002). Trajectoires et sens de l'engagement chez les jeunes militantes féministes. *Cahiers de recherche sociologique*, 37, 105-130.
- Quéniart, A. et Jacques, J. (2004). *Apolitiques, les jeunes femmes?*. Montréal : Éd. du Remue-ménage.
- Quéniart, A. et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211-242.
- Quéniart, A. et Lamoureux, J. (2002). Femmes et engagement : représentations, espaces et enjeux. *Cahiers de recherche sociologique*, 37, 5-18.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Roudet, B. (2004). Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif. *Lien social et Politiques*, 51, 17-27.
- Roudet, B. (2005). Les jeunes, les valeurs de la démocratie et l'école. Dans Becquet, V. et De Linares, C. (dir.), *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires* (pp. 23-34). Paris : L'Harmattan.
- Rouillard, J. (1998). La révolution tranquille, rupture ou tournant ? *Revue d'études canadiennes*, 23(4), 23-51.
- Rowe, G. & Frewer, L. (2005). A typology of public engagement mechanisms. *Science, Technology & Human Values*, 30(2), 251-290.

- Savoie-Zajc, L. (1997). L'entrevue semi-dirigée. Dans Gauthier, B. (dir.), *Recherche sociale, de la problématique à la collecte des données* (pp.337-365) 3^e éd., Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Savoie-Zajc, L. (2013). L'Interrelations entre le singulier et l'universel : les propositions de la recherche qualitative. *Recherches qualitatives*, 15, 7-24.
- Schnapper, D. (2010). Élaborer un type idéal. Dans Paugam, S. (dir.), *L'enquête sociologique* (pp. 291-310). Paris : Presses universitaires de France.
- Seyrat, M. (2007). Scoutisme : « un monde, une promesse ». *Études*, 406(3), 359-370.
- Simonet-Cusset, M. (2002). « Give back to the community » : le monde du bénévolat américain et l'éthique de la responsabilité communautaire. *Revue française des affaires sociales*, 4,167-188.
- Sirois-Trahan, J-P. (2016). L'évolution intranquille : multiplicité et rock québécois. Dans Larose, K. et Rondeau, F. (dir.), *La contre-culture au Québec* (pp. 55-99). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Thériault, A. (2009). Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain, entre modernité et postmodernité. *Politique et Sociétés*, 28(2), 53-67.
- Tossutti, L. S. (2007). Voluntary associations and the political engagement of young Canadians. *Journal of Canadian Studies*, 41(1), 100-125.
- Tracy, S. (2010). Qualitative quality: Eight “Big-Tent” criteria for excellent qualitative research. *Qualitative Inquiry*, 16(10), 837-851.
- Turcotte, M. (2015). La participation politique et l'engagement communautaire des jeunes. *Regard sur la société canadienne*, Ottawa : Statistique Canada.
- Van Deth, J. W. (2014). A conceptual map of political participation. *Acta Politica*, 49(3), 349-367.
- Varro, G. (2008). Temporalité(s) et langage dans l'analyse d'entretiens biographiques. *Temporalités*. [En ligne] <https://temporalites.revues.org/123>(Pages consultées le 8 mars 2016)
- Vermeersch, S. (2004). Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. *La Revue française de sociologie*, 45(4), 681-710.
- Waridel, L. (2005). *Acheter, c'est voter : le cas du café*. Montréal : Écosociété.

Weinstock, D. M. (2005). Religion, raison publique et éducation à la citoyenneté : vers un compromis. Dans Duhamel, A. et Jutras, F. (dir.), *Enseigner et éduquer à la citoyenneté* (pp. 229-242). Québec : Presses de l'Université Laval.

Annexe A : Certificat d'approbation éthique

Numéro de dossier: 06-17-04

Date (mm/jj/aaaa): 07/21/2017



Université d'Ottawa
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche

University of Ottawa
Office of Research Ethics and Integrity

Certificat d'approbation éthique

CÉR Sciences sociales et humanités

Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)

<u>Prénom</u>	<u>Nom de famille</u>	<u>Affiliation</u>	<u>Rôle</u>
Stéphanie	Gaudet	Sciences sociales/Sociologie et anthropologie	Superviseure
Esther	Frigon	Sciences sociales/Sociologie et anthropologie	Étudiante-chercheure

Numéro du dossier: 06-17-04

Type du projet: Thèse de maîtrise

Titre: L'engagement social des jeunes Québécois au prisme des organisations citoyennes

Date d'approbation (mm/jj/aaaa)

07/21/2017

Date d'expiration (mm/jj/aaaa)

07/20/2018

Conditions Spéciales / Commentaires:

N/A



Université d'Ottawa **University of Ottawa**
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche Office of Research Ethics and Integrity

La présente confirme que le Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'Université d'Ottawa identifié ci-dessus, opérant conformément à l'Énoncé de politique des Trois conseils et toutes autres lois et tous règlements applicables de l'Ontario, a examiné et approuvé la demande d'approbation éthique du projet de recherche ci-nommé. L'approbation est valide pour la durée indiquée plus haut et est sujette aux conditions énumérées dans la section intitulée "Conditions Spéciales / Commentaires".

Lors de l'étude, le protocole ne peut être modifié sans approbation préalable écrite du CER sauf si le participant doit être retiré en raison d'un danger immédiat ou s'il s'agit d'un changement ayant trait à des éléments administratifs ou logistiques de l'étude comme par exemple un changement de numéro de téléphone. Les chercheurs doivent aviser le CER dans les plus brefs délais de tout changement pouvant augmenter le niveau de risque aux participants ou affecter considérablement le déroulement du projet. Ils devront aussi rapporter tout événement imprévu et / ou dommageable et devront soumettre toutes les nouvelles informations pouvant nuire à la conduite du projet et/ou à la sécurité des participants. Toutes modifications apportées au projet, aux lettres d'information / formulaires de consentement ainsi qu'aux documents de recrutement doivent être soumises pour approbation à ce Service en utilisant le document intitulé "Modification au projet de recherche" au: <http://recherche.uottawa.ca/deontologie/submissions-and-reviews>.

Veillez soumettre un rapport annuel au responsable de l'éthique de la recherche, quatre semaines avant la date d'échéance indiquée afin de fermer le dossier ou demander un renouvellement de l'approbation éthique. Le document nécessaire est disponible en ligne au: <http://recherche.uottawa.ca/deontologie/submissions-and-reviews>.

Annexe B : Le guide d'entretien

Guide d'entretien sur la participation sociale à travers les parcours de vie des jeunes

Avant de commencer l'entrevue, il faut expliquer la participation sociale:

C'est le temps que l'on donne gratuitement à des individus qui n'habitent pas avec nous (amis, voisins, collègues de travail, etc.) ou à des organisations bénévoles, communautaires ou politiques. Il faut expliquer que nous tentons de comprendre la trajectoire de participation en lien avec l'histoire de la personne.

Il faut avoir une écoute empathique, entreprendre l'entrevue comme un dialogue où l'on pense avec l'interviewé.

Partie 1 – Les pratiques actuelles de participation sociale

Le récit de l'expérience au sein de l'École d'été et des autres pratiques d'engagement

Nous voulons que les personnes racontent leurs expériences à l'école d'été. Qui les a invité? Dans quel contexte? Comment ils se sentaient au moment d'arriver dans la salle la première journée?

Section 1 Expérience à l'École d'été

1.1 Pourriez-vous me raconter le contexte dans lequel vous avez décidé de participer à l'École d'été de l'INM.

Connaissiez-vous l'organisation? Aviez-vous participé à d'autres activités de cette organisation?

Avec qui y êtes-vous allé?

Est-ce qu'on vous a sollicité?

Quelles étaient vos attentes?

Décrivez-moi le lieu, les activités et les personnes rencontrées?

Qu'est-ce que vous avez le plus apprécié de cette expérience?

Qu'est-ce que vous avez le moins apprécié de cette expérience?

Avez-vous observé des tensions entre les participants?

1.1.2 Quel sens prend ce type d'activité dans votre vie?

1.2 Sujets de délibérations de l'École d'été

Quels étaient les thèmes de discussion de l'école? Et comment vous touchaient-ils?

Quels sont les thèmes sociaux et politiques qui suscitent davantage votre intérêt?

Avec qui discutez-vous de ces thèmes?

Dans quels contextes?

Participez-vous à des forums ou des groupes de discussions formels ou informels? (sur le web, entre amis, dans le cadre d'une organisation?)

Avec quels groupes (amis, familles, collègues, connaissances) discutez-vous de ces enjeux?

1.3 Qu'est-ce que cette expérience vous a apporté comme personne, mais aussi comme citoyen? Comment définiriez-vous le « citoyen ».

Section 2. Explorer la trajectoire de participation formelle

Nous vous avons demandé de raconter votre expérience à l'École d'été de L'INM, maintenant j'aimerais que vous me racontiez d'autres types d'expériences de participation sociale comme bénévole, militant ou participant à des événements où l'on sollicite les citoyens.

Explorer :

École (secondaire, cégep et université)

Loisirs

Lieux de culte

Municipalité, quartier,

Groupes communautaires

Camps de vacances

Événements politiques (associations, grèves, parlements étudiants, conférences)

- Explorer les relations entre ces moments et le récit de vie (les gens significatifs, les raisons derrière la participation sociale, les côtés positifs et négatifs, etc.)
- Si les personnes ont été impliquées dans une organisation, explorer les valeurs de l'organisation, les gens impliqués et les liens avec la vie de l'individu.
- Est-ce qu'il y avait des gens de la famille ou du réseau social impliqués

- Explorer le avant et le après implications

2.1 Comment décririez-vous votre cheminement de « citoyen » c'est-à-dire d'individu qui a un pouvoir de changer le cours de la vie sociale?

2.2 Quelles sont les difficultés de la participation sociale et politique?

Racontez-moi la pire expérience que vous avez eu ou à laquelle vous avez assisté.

2.3 Y a-t-il un moment de votre vie où vous avez été particulièrement sollicité pour donner du temps à une organisation?

Section 3. Les pratiques actuelles de participation informelle

Jusqu'à présent, nous vous avons questionné sur vos expériences au sein d'organisations comme l'INM. Maintenant, nous voudrions vous questionner sur l'entraide et la solidarité au sein de vos réseaux personnels.

3.1 Est-ce qu'on vous offre régulièrement du temps pour aider un proche (voisin, ami, famille)? Ou en avez-vous déjà offert?

3.2 Sur qui pouvez-vous compter si vous avez besoin d'aide émotive? Matérielle? Financière? Résidentielle?

3.3 Est-ce que vous pratiquez d'autres formes de participation comme le boycott ou l'achat responsable?

Deuxième partie: la participation sociale à travers les différentes trajectoires

Nous passons à la deuxième partie de notre entrevue qui porte sur le thème de la participation sociale (donc le temps que l'on donne aux autres) à travers vos histoires familiales, professionnelles et résidentielles

Section 1. Histoire familiale et réseau primaire

Racontez-moi comment les gens dans votre famille s'engageaient dans la vie sociale et politique.

Explorer implication des parents et amis de la famille à l'école, politique, loisirs, etc.

Section 2 Trajectoire d'emploi

Dans votre lieu de travail ou dans le cadre de votre travail, y a-t-il des occasions pour faire du bénévolat ou défendre des causes politiques?

Avez-vous déjà eu des emplois qui vous offraient ces possibilités?

Section 3 Trajectoire résidentielle

Depuis combien de temps vivez-vous à cette adresse (voir calendrier)? Pourquoi y êtes-vous aménagé? Depuis combien de temps habitez-vous dans le quartier?

Connaissez-vous vos voisins?

Vous arrive-t-il d'aider vos voisins? Pourriez-vous nous décrire ce que vous faites?

Est-ce qu'un ou des voisins vous ont déjà aidés? Pourriez-vous nous décrire la situation?

Utilisez-vous les services publics? communautaire? sport? Biblio?

Où avez-vous la possibilité de rencontrer les gens dans votre quartier? (Chez vous, au parc, dans la rue, au café (tim), biblio, au magasin?)

Quel type d'engagement ou d'implication aimeriez-vous faire dans votre quartier si vous en aviez la possibilité? (aménagement, bénévolat, etc.)

Troisième partie: identifications aux groupes et causes

Je vais maintenant vous poser des questions plus générales sur la société, l'actualité et l'histoire et son impact sur votre vie quotidienne.

1. Quelles causes sociales et/ou politiques sont les plus importantes pour vous?

Explorer différentes échelles, mais questionner surtout sur le Québec

2. Quelles causes sociales et/ou politiques sont les plus importantes pour votre génération ?

Explorer différentes échelles, mais questionner surtout sur le Québec

Explorer les différences entre celles de la personne et de sa génération s

Le mot communauté à différentes significations on peut le comprendre comme un groupe choisi (professionnel, culturel, linguistique, etc.), un groupe d'appartenance ethnoculturel, un lieu d'appartenance.

À quelle communauté appartenez-vous le plus?

Qui sont les membres de votre communauté?

Où rencontrez-vous les gens de votre communauté?

Vous est-il arrivé de prendre la parole pour défendre quelqu'un d'autre?

Vous est-il déjà arrivé de regretter de ne pas avoir agi ou pris la parole pour défendre quelqu'un ou une cause?

Vous est-il déjà arrivé de regretter d'avoir agi ou pris parole?

Est-ce que vous pouvez nommer un politicien ou un citoyen qui est une source d'inspiration pour vous?

Les gens aiment beaucoup les biographies : Est-ce qu'il y a un personnage historique ou religieux qui est une source d'inspiration pour vous.

Conclusion

EN bref, (faire un résumé de la participation sociale de l'individu) comment expliquez-vous votre participation au sein de la société?

Qu'est-ce qui vous empêche de participer?

Pour conclure, j'aimerais savoir si vous pensez que nous devrions aborder d'autres thèmes pour m'aider à réfléchir à la participation sociale.

****Connaissez-vous d'autres jeunes adultes qui seraient intéressés de participer à une telle entrevue?

*****Seriez-vous intéressé à participer de nouveau à cette étude dans 5 ans?

Si oui, vos coordonnées.

Annexe C : Le calendrier de vie

Calendrier de vie du participant (Johanne Charbonneau, 01-96)						
Année	Calendrier familial		Calendrier scolaire et professionnel		Calendrier résidentiel	Calendrier d'activités de participation des citoyens
	Ménage	Événements	Formation	Occupation		
19**		Naissance				
19**						
...						
...						
2010						
2011						
2012						
2013						
2014						
2015						
2016						

MÉNAGE ET OCCUPATION RÉSIDENTIELLE:
 con: Conjoint, EXC: Ex-conjoint; ENF: enfant; P/M: Père/Mère;
 F/S: Frère/Soeur; O/T: Oncle/Tante; GP/GM: Grand-père/Grand-
 mère; BP/BM: Beau-père/Belle-mère; BF/BS: Beau-frère/Belle-
 soeur; C/CE: Cousin/Cousine; A/AE: Ami/Amie

MODE RÉSIDENTIEL:
 PAR: chez les parents avant décohabitation; LOC:
 locataire; PRO: propriétaire; PSN: en pension; FOY: en
 foyer; GRA: hébergé gratuitement; AUT: autre

Annexe D : Fiche sociodémographique

FICHE DE DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Identification

No d'entretien: _____ Date de l'entrevue: _____
contact: _____ Durée: _____

Informations générales

Date de naissance: _____

Situation matrimoniale actuelle : | _____ |

- 1 célibataire
- 2 avec un conjoint pour la première fois
- 3 avec un conjoint
- 4 séparée
- 5 autre (spécifiez): _____

Lieu de naissance: _____

Composition actuelle du ménage:

Informations concernant les membres du ménage

Prénom	Sexe	Lien avec interviewé	Âge

Famille d'origine

Parents vivants: Père: 1 oui | _____ | 2 non | _____ | Mère: 1 oui | _____ | 2 non | _____ |

père, si non, année du décès: _____

mère, si non, année du décès: _____

Si un parent perdu de vue: indiquez: _____

Situation matrimoniale actuelle des parents: père: | _____ | mère: | _____ |

- 1 ensemble
- 2 seul
- 3 avec nouveau conjoint

Profession ou occupation du père: _____|et de la mère|_____

père: détail: _____

diplôme (si connu): _____

mère: détail: _____

diplôme (si connu): _____

Vie professionnelle de la mère: _____|

- 1 elle n'a jamais eu d'emploi
- 2 elle a eu un ou plusieurs emplois à un certain moment de sa vie
- 3 elle a travaillé jusqu'à son mariage et s'est arrêtée ensuite
- 4 elle a eu un ou plusieurs emplois, entrecoupés de périodes d'inactivités
- 5 elle a toujours eu une activité professionnelle
- 6 autre (précisez): _____

Nombre de frères et sœurs : Frères: _____| Sœurs: _____|

Scolarité et profession

Scolarité : _____, Si applicable: scolarité du conjoint: _____

(dernière année d'étude complétée ou dernier diplôme)

Occupation actuelle: _____|; si applicable, conjoint:|_____|

détaillé: _____

conjoint, détaillé: _____

Revenu du ménage: _____| Revenu personnel (si différent):|_____|

0	moins de 10 000	5	50 000 à 59 999
1	10 000 à 19 999	6	60 000 à 79 999
2	20 000 à 29 999	7	80 000 à 99 999
3	30 000 à 40 000	8	100 000 et plus
4	40 000 à 49 999		

Sources actuelles de revenu personnel (principale et autres):|_____| + |_____|

- | | | | |
|---|--|---|------------------------|
| 1 | Emploi à temps plein | 5 | Allocations familiales |
| 2 | Emploi à temps partiel
(nb d'heures/semaine: _) | 6 | Bourse d'étude |
| 3 | Prestations d'assurance-chômage | 7 | Rente |
| 4 | Prestations de sécurité du revenu | 8 | Autre (spécifiez) |

Dettes (si accepte de le déclarer): Montant: _____ À qui: _____

Codes d'occupation: 1 = salarié; 2 = à son compte; 3 = chômeur; 4 = client de la sécurité du revenu; 5 = retraité; 6 = au foyer; 7 = aux études; 8 = en congé de maternité; 9 = en congé de maladie de longue durée; 10 = autre situation.